

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les
Anciennes Ambitions Maritimes & Coloniales
DE LA
MAISON DE HOHENZOLLERN
Les tentatives du Grand-Électeur
(*Étude d'Histoire Diplomatique*)

Au vieux château des Hohenzollern — berceau de ces princes aventureux, qui se sont répandus dans l'Histoire d'Allemagne pour y conquérir la première place — au-dessus du pont-levis, un aigle, sculpté dans la pierre, abrite de ses ailes étendues cette orgueilleuse devise

« De la Montagne à la Mer ! »

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 11 Mars 1918, à 1 heure 1/2

PAR

Le Capitaine CARTERON

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur

Suffragants : { MM. LESEUR, professeur
HITIER, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DE

RECUEIL SIREY

Avec Mon LAROSE & FORCEL

LÉON TENIN, Directeur

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

1918

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

Les
Anciennes Ambitions Maritimes & Coloniales
DE LA
MAISON DE HOHENZOLLERN
Les tentatives du Grand-Électeur
(Étude d'Histoire Diplomatique)

Au vieux château des Hohenzollern — berceau de ces princes aventureux, qui se sont répandus dans l'Histoire d'Allemagne pour y conquérir la première place — au-dessus du pont-levis, un aigle, sculpté dans la pierre, abrite de ses ailes étendues cette orgueilleuse devise

« De la Montagne à la Mer ! »

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 11 Mars 1918, à 1 heure 1/2

PAR

Le Capitaine CARTERON

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur

*Suffragants : { MM. LESEUR, professeur
 HITIER, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

ANCIEN MON LAROSE & FORGEL

LÉON TENIN, Directeur

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

1918



A LA MEMOIRE
DE MON PÈRE

QUI, PENDANT ONZE ANS,
A ANVERS,
DÉNONÇA L'EMPRISE GERMANIQUE SUR LES RIVAGES FLAMANDS,
INDIQUA LA ROUTE OBLIGÉE DES INVASIONS PROCHAINES,
ORGANISA LA LUTTE,
COMBATTIT L'INDOLENCE, S'EN PRIT AUX IDÉES REÇUES,
ET NE TROUVA D'ENCOURAGEMENT,
QU'EN SA FOI INLASSÉE DANS LES DESTINÉES DE
LA FRANCE.

31 Janvier 1918.

A LA MÉMOIRE
DE
LOUIS RENAULT

En souvenir de sa grande Bonté.

7 Février 1918.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547105_0073

INTRODUCTION

Frédéric-Guillaume, Electeur de Brandebourg (1640-1688), avait « les goûts d'un puissant monarque, avec la fortune médiocre d'un Electeur ».

C'est ainsi que Frédéric II s'exprime sur le compte de son aïeul. Lui qui s'y connaissait en hommes, d'un mot il définit le tempérament et la faiblesse du Grand Electeur, la disparate des ambitions de celui-ci, avec les moyens dont il disposait pour les satisfaire.

Tout au long de son règne, Frédéric-Guillaume a été l'illustration vivante de cette boutade allemande empreinte de déconvenue : *ich möchte gerne, aber kann nicht*, je voudrais bien mais ne puis pas. Pour avoir vu grand, il a réalisé peu. L'amplitude de ses visées était prématurée.

Il serait pourtant injuste de ne pas leur reconnaître de la perspicacité. C'est dans le cadre du programme que s'était tracé le Grand Electeur, que le Brandebourg a évolué après

lui. Ses descendants ont atteint les limites qu'il s'était assignées. L'Etat qu'il leur léguait, il n'avait pu l'agrandir en somme que moralement, durant son règne ; mais il avait ouvert toutes les voies. Il avait été un précurseur, ses successeurs furent ses profitants.

SITUATION DU BRANDEBOURG

Quand il devient Electeur, à la mort de son père Georges Guillaume, Frédéric-Guillaume se trouve en face des ruines accumulées par la guerre de Trente ans.

Ses Etats sont répartis en trois tronçons en Allemagne et hors des limites du Saint Empire romain germanique ; tous ont souffert de l'horreur des dévastations continues. Le pays est dépeuplé ; la Marche seule qui avait 330.000 habitants, n'en compte plus que 140.000 ; Berlin est tombé de 25.000 à 6.000 habitants (1). Le pays est en friche. Le commerce s'est réfugié hors d'Allemagne, où le morcellement indéfini des Etats, la multiplicité des douanes et des péages et l'insécurité des routes — quand elles existent — rendent les transactions impossibles. Le pays est dans la misère.

Lorsque le margrave Ernest, envoyé de Prusse à Berlin — en 1641 — avec la charge de gouverneur des Marches, arrive à son poste, il ne peut qu'écrire à l'Electeur dans

(1) Lavisso et Rambaud, tome VI, chapitre xv par Georges Blondel.

un mode désolé : « le char est, comme dit le proverbe, si profondément embourbé, qu'on pourra difficilement le tirer de l'ornière, sans le secours spécial du Tout-Puis-sant. »

Frédéric-Guillaume s'emploie à devenir sa propre Providence. Il commencera par relever ses Etats de leur misère, en rendant la vie aux cités bourdonnantes, la fertilité aux campagnes cultivées, la richesse au commerce organisé et libre. Puis il assurera un avenir meilleur à ses Etats, rectifiant leurs frontières, les agrandissant, et cherchant à les réunir entre eux. Enfin, sa situation se stabilisant en Allemagne, l'Electeur pourra sortir des conceptions étroites du moment, donner libre cours à ses spéculations politiques, et vouloir que le Brandebourg eût vue sur la mer, possédât des côtes, une marine, voire des colonies.

Il serait téméraire d'affirmer, que les visées maritimes et coloniales du Grand Electeur aient servi de fils conducteurs à sa politique, et qu'elles aient dominé uniquement son règne. Aussi bien, tel n'est pas le but qu'on se propose dans cette étude.

Mais il serait puéril de nier que ces aspirations aient existé, et qu'elles aient pesé de tout leur poids sur les décisions de l'Electeur. Elles se révèlent dans des faits nombreux ; elles sont comme les adjuvants des ambitions continentales, et les complètent.

Aux heures de péril, aux heures où l'existence de son Etat est en danger en Allemagne, Frédéric-Guillaume n'a de pensée et d'action que pour maintenir le droit de vie du

Brandebourg, et son droit aux conquêtes. Mais chaque fois que l'horizon se rassérène, chaque fois l'Electeur, libéré, se laisse reprendre par son rêve, et y consacre son énergie.

Qu'il ait eu tort d'essaimer ses efforts et, contraint par la nature des choses à une politique essentiellement continentale nécessitant une armée, qu'il ait été imprudent de poursuivre également une politique d'expansion nécessitant une flotte et des capitaux considérables, d'aucuns le lui ont amèrement reproché.

Frédéric-Guillaume se trouva d'esprit trop mûri dans son temps trop jeune. A vouloir forcer les capacités de son époque, il connut les revers.

Suivons-le dans ses entreprises d'outre-mer. Ses erreurs nous apparaîtront dans le recul du temps. A la lumière de faits précis, nous dégagerons les raisons de son insuccès, les leçons éternelles de l'histoire des hommes.

Et nous pourrons mieux comprendre, comment un des successeurs du Grand Electeur, lui aussi féru de la politique maritime et coloniale, lui aussi voyant grand et mettant en action des moyens autrement puissants que son devancier, échoue lui aussi à l'heure présente, au moment d'atteindre son rêve, parce qu'il a également heurté de front, sans vouloir les admettre, les grands problèmes qui régissent le Monde, immuablement.

II

LES ACCÈS A LA MER

En inaugurant son règne, le 1^{er} décembre 1640, Frédéric-Guillaume se trouve en possession de territoires encastrés dans d'autres territoires germaniques, sans liens entre eux, sans vue sur la mer.

L'Elbe est la seule route vers la mer. Ses affluents — Havel et Sprée — sont brandebourgeois, mais l'Elbe elle-même est internationale ; elle traverse les Etats de plusieurs princes ; de ce fait, c'est une route malaisée. Il est vrai que l'Empereur Maximilien I^{er}, dont les possessions confinent à celles de Hambourg, près de l'embouchure du fleuve, a accordé en 1518 au Brandebourg, un brevet qui lui assure la libre communication avec la mer du Nord. C'est un précieux privilège, mais il ne peut avoir tous ses effets ; d'autres riverains de l'Elbe se montrent autrement jaloux des avantages que leur situation leur procure, la ville libre de Hambourg surtout, qui pratique encore la politique exclusive des marchands de la Hanse.

Hambourg — avec Lübeck et Brème — est tout ce qui

subsiste de la Ligue hanséatique, de cette Ligue politique et commerciale qui pendant quatre siècles a créé et protégé le commerce du Nord de l'Europe — des Flandres aux pays slaves — contre une féodalité turbulente et pillarde. Maintenant que les princes ont pris de l'importance et une teinture de civilisation, ils ont placé sous leur domination les villes qui faisaient partie de la Hanse. La Ligue est morte, ne répondant plus aux besoins, mais son esprit se perpétue dans les trois villes libres. Elles redoutent tout encore de l'intérieur de l'Allemagne : là pullulaient les détrais-seurs des marchands ; là prennent naissance ces initiatives commerciales qui ne tendent à rien moins qu'à ravir à Hambourg, à Brême et à Lübeck leur suprématie maritime. Elles sont sur leurs gardes (1).

Les bouches de l'Oder sont aux mains des Suédois qui étendent leur insolence sur la Poméranie entière.

Il y a bien en Prusse — là-haut — en dehors de l'Empire, dans ce duché où l'Electeur est un vassal de la Pologne, un port qui est proprement « électoral ». C'est Königsberg, avec son avant-port de Pillau. Mais les marchands écossais et anglais y font la loi depuis si longtemps, que Frédéric-Guillaume peut se demander vraiment, si c'est lui qui en est le Maître.

(1) Voir dans le grand Larousse l'article fortement documenté au mot « Hanse ».

III

RECHERCHE D'APPUI

L'Electeur se trace un programme. Pauvre et sans appuis, il ne peut rien entreprendre de lui-même. Il lui faut des protecteurs ; il lui faut des exemples à suivre.

Tout naturellement il se tourne *vers la Hollande*. C'est le pays le plus près de son cœur. Il le connaît ; il y a passé plusieurs années de sa jeunesse, dans la fièvre de s'instruire et dans l'émerveillement. Sur son esprit d'adolescent, la Hollande a produit une impression profonde ; elle subsiste ; il en est encore imprégné.

C'est le pays du progrès et des libres institutions, pour lui qui n'a vu que des querelles mesquines entre princes ; c'est le pays des entreprises hardies et des horizons élargis, pour lui qui est terrien de naissance et de destination, et qui n'a fréquenté qu'un cercle de gens arriérés ; c'est le pays de la vie commerciale intense où la marine et les colonies font affluer la richesse, pour lui qui n'a connu depuis son berceau, qu'une cour besogneuse et que la misère des guerres.

La Hollande est donc son modèle. C'est à son degré de prospérité qu'il veut qu'atteignent ses malheureux Etats. Il ne doute pas qu'ils sauront employer les mêmes moyens que la Hollande pour y parvenir. Il se laisse aller à son imagination ; il ne se rend pas un compte exact du problème ; il est hypnotisé par le résultat ; il rêve.

Profitant du morcellement politique de l'Allemagne, du trouble qui y règne, des mille obstacles qui rendent les transactions impossibles dans un pays sans besoins où les barrières douanières se dressent à chaque pas, la Hollande a détourné à son profit, le commerce du Nord et de l'Occident ; elle a accaparé le rôle tenu jusque-là par la Hanse ; elle est le grand entrepôt européen.

Le dessein de l'Electeur est de disputer cet avantage aux Provinces-Unies. Il fera entrer le Brandebourg dans la lutte commerciale ; il l'enrichira. Bien plus, il le lancera dans les entreprises coloniales ; c'est le dérivatif, c'est l'aubaine, qui sait ? Les fortunes qu'on y édifie l'empêchent de dormir ; d'un seul coup il peut relever ses Etats de la ruine, et se constituer une réserve d'or qui lui manque le plus.

Le système colonial.

A son époque, est en pleine floraison le « système colonial », qui dérive du système mercantile ou Balance du Commerce (1). Colbert en a la paternité. Il est admis

(1) Arnauné, *Le Commerce extérieur et les tarifs de douane*, Alcan, 1911, page 2 et suivantes.

que les métaux précieux représentent la richesse elle-même. Une nation qui ne possède ni mines d'or ni mines d'argent, est conduite à vendre ses produits à l'étranger afin de se procurer des métaux précieux en retour ; elle est amenée à se constituer un domaine colonial, d'où elle tirera les produits qui lui font défaut — sucre, épices — sans bourse délier ; elle importera de l'étranger les produits européens qui lui manquent, ne se servant pas de son or, de son argent pour les payer, mais utilisant ses produits coloniaux comme monnaie d'échange.

Le système a une conséquence logique : les étrangers sont exclus du commerce colonial (1). Les Colonies réservent leurs produits à la Métropole ; celle-ci trouve dans ses colonies un débouché privilégié.

S'il n'a pas de colonies, l'Electeur sera, dans le festin, l'éternel Lazare. Il ne convient pas de remplir le rôle de parent pauvre ; il lui faut de l'argent ; il tentera l'aventure.

Jadis, l'Espagne et le Portugal, se disputaient seuls les mondes nouveaux. Mais depuis le xvi^e siècle, la France, l'Angleterre, le Danemark — sans oublier la Hollande — sont entrés dans la course lointaine. Il n'y a plus de monopole pour les découvertes ; il n'y a plus d'exclusivité pour l'exploitation de telle partie de la terre ; le monde connu est livré à la concurrence ; les profits sont aux plus entreprenants (2).

(1) Les produits coloniaux étrangers sont surtaxés à l'entrée de la Métropole.

(2) L'idée qui prévaut, c'est qu'il faut des colonies qui rapportent.

L'Electeur compte se ranger dans leur nombre. Que l'assemblage de principautés qu'est l'Allemagne, se soit nécessairement tenu à l'écart du mouvement général, passe encore ! Mais le Brandebourg n'a pas à persister dans cette réserve ; l'heure est venue où il doit marquer sa place dans l'expansion universelle ; la volonté de son Electeur la revendique et suffit à tout ; elle s'enfle au souvenir de la Hollande.

Ce n'est pas seulement son admiration intéressée, qui pousse Frédéric-Guillaume vers la Hollande ; c'est aussi sa foi : les Provinces-Unies sont orgueilleusement protestantes, lui, est calviniste convaincu ; c'est également son amour-propre flatté et son amour tout court : il a laissé parmi les Hollandais une forte réputation de jeune homme d'avenir et veut en faire état ; il a laissé son cœur parmi eux. C'est en Hollande en effet qu'il cherche femme, alors que d'autres partis s'offrent à lui ; il épouse, le 7 décembre 1646, Louise-Henriette, fille aînée du prince d'Orange ; il a 26 ans.

Il fonde les plus grandes espérances politiques sur cette union matrimoniale ; elle l'autorise, croit-il, à trouver en Hollande, le point d'appui dont son inexpérience a besoin. Mais dès qu'il s'ouvre aux Etats généraux d'un projet de traité d'alliance (1), il est éconduit.

Les Colonies ne sont plus dans l'esprit des hommes d'Etat, un moyen d'accroître la puissance politique du pays ; elles ne sont plus destinées au peuplement ; la doctrine de Richelieu n'a plus cours. Les colonies sont purement des assises pour le commerce, et des véhicules d'enrichissement.

(1) Le 23 novembre 1646, Frédéric-Guillaume prononce un dis-

A cette époque, au regard des riches marchands de Hollande, qu'est, en effet, dans le domaine politique, cet Electeur de Brandebourg? Un jeune intrigant allemand, une faiblesse, pas même un parvenu!

Parvenir, oui parvenir d'abord!

*
* *

A la France qui sort agrandie de la Guerre de Trente ans, et où il espère trouver une aide secourable, Frédéric-Guillaume fait offre également de son alliance, de sa piteuse alliance. Mais il échoue. Aux yeux de Mazarin il n'est qu'un quémandeur (1).

L'ambassadeur brandebourgeois, Wicquefort (2), essaye tout au moins de pallier l'échec politique, en jetant les

cours à l'assemblée des Etats généraux hollandais, et propose à ceux-ci de conclure une alliance « sûre et perpétuelle ».

— *Urkunden und Aktenstücke zur Geschichte des K. F. W.*, IV, pages 62-65.

— Waddington, tome I, p. 156-157.

(1) Waddington, tome I, p. 108 et suivantes.

(2) Abraham de Wicquefort est un Hollandais, que l'envoyé brandebourgeois, Dohna, quittant la France, choisit pour y demeurer comme « résident brandebourgeois ».

Wicquefort rédige un projet de traité avec Brienne secrétaire d'Etat des Affaires étrangères (novembre 1647). Mais comme l'Electeur tarde à en accepter les termes et demande des « avances » se chiffrant par 100.000 écus, Mazarin brise là. La négociation fut abandonnée en mai 1648.

— *Urk und Aktenst.*, I, p. 664-688.

— Waddington, tome I, p. 164.

bases d'une union commerciale avec la France. Sous son couvert se créeront des liens d'amitié qu'on pourra exploiter avec le temps, peut-être ?

L'occasion se présente d'un échange de vues prometteur :

Projet d'une Compagnie commerciale (1647-1650)

A La Haye, à l'époque de son mariage, Frédéric-Guillaume a rencontré l'amiral *Ærnoult Gijssels van Lier* (janvier 1647).

C'est un Hollandais né à Gueldres en 1593 et qui a fait sa carrière aux colonies. A 16 ans, il a pris du service à la Compagnie hollandaise des Indes orientales, et s'est élevé de grade en grade jusqu'à devenir gouverneur d'Amboine en 1629 et « Conseiller des Indes ». Son énergie persévérante a contribué à asseoir la domination hollandaise aux Moluques. Son pays lui doit beaucoup mais ne lui témoigne aucune reconnaissance. Aussi van Lier, ulcéré, prend-il sa retraite, et vient-il s'installer à La Haye. En 1644, son pays étant en guerre, van Lier prend le commandement d'une flotte hollandaise qui va secourir les Portugais révoltés. Sa mission remplie, il retourne chez lui, mais subit tant de tracasseries de la part de son ancienne Compagnie, qu'il n'a qu'une idée en tête : se venger.

Van Lier développe un projet à l'Electeur qui lui semble de taille à le comprendre et à le seconder. Il présente à Frédéric-Guillaume un mémoire où il prône le commerce

avec les Indes, avec des « régions de lui seul connues », et il insiste particulièrement sur ce point, qu'une telle activité ne peut manquer de favoriser l'expansion de la religion protestante, car les territoires qu'il a en vue sont propres à être évangélisés (1). Van Lier propose en conséquence la création d'une « Compagnie brandebourgeoise des Indes orientales », ayant un capital d'un million de thalers, et Pillau comme centre.

L'idée séduit l'Electeur ; elle a un côté mystique qui flatte son penchant religieux. Il l'adopte, il la mûrit, et quand il revient à La Haye, en mars 1647, pour rendre visite à son beau-père agonisant, il appelle van Lier à lui, et l'engage à son service. Il veut avoir le spécialiste sous la main.

Un projet est mis sur pied, relatif à la fondation d'une Compagnie brandebourgeoise qui doit durer 40 ans. Le texte n'a pu être retrouvé. Nous savons seulement que l'Electeur patronne l'entreprise (2).

Il faut trouver des capitaux, des appuis, mais surtout garder un absolu silence, car les Hollandais sont jaloux de leur Compagnie des Indes, et s'opposeraient certainement à ce qu'une rivale lui fût suscitée. Van Lier est l'homme nécessaire pour mener une campagne discrète auprès de ses amis de Hollande. Il parcourt le pays, va de Rotterdam à Amsterdam et de là à La Haye.

Pendant ce temps, un envoyé de l'Electeur, Schlezer, se

(1) Schück, tome II, pièce justificative n° 1.

(2) Schück, tome I, page 23, note 32.

rend à Copenhague. Il importe d'obtenir du roi Christian IV de Danemark, que les droits de péage du Sund soient réduits, sans quoi les navires de la future Compagnie, ayant Pillau comme port d'attache, verraient tous leurs voyages grevés de frais démesurés. Après de rudes négociations, Schlezer rapporte une convention par laquelle le Danemark consent au Brandebourg — mais pour 2 ans seulement — les prix réduits dont bénéficient les Hollandais (1).

Dès cette époque, considérant que les détroits scandinaves ne peuvent que gêner le libre développement de la marine brandebourgeoise, l'Electeur cherche à se nantir d'un port sur la mer du Nord. L'île d'Ameland lui est offerte par son propriétaire, Ernest Zühm, contre une somme raisonnable, mais la province de Frise s'oppose à la conclusion du marché, ne désirant aucunement comme voisin, un prince ambitieux (2).

Frédéric-Guillaume presse van Lier d'aboutir en Hollande. Mais van Lier n'a pas trouvé de commanditaires ; il s'en ouvre à l'Electeur : personne en Hollande ne désire s'engager à fond ; la position du Brandebourg n'inspire pas confiance. Les Hollandais, malgré les bénéfices probables que Gijssel van Lier fait miroiter devant leurs yeux, se

(1) La convention est de 1647.

Voir Schück, tome II, p. justificatives, R, XI, 130-5b.

(2) Pièce justificative : Schück, tome II, R. XI, 130-4a-c. Notons que de nouvelles propositions concernant la cession de l'île [d'Ameland] à l'Electeur, furent faites en 1685, sans avoir plus de succès que les premières.

réservent, se refusant à faire pièce à la Compagnie nationale des Indes (1).

D'accord avec l'Electeur, van Lier se tourne alors vers la France. Les capitaux qui manquent, la France les possède ! Il expose le plan à Servien (1648). Il s'agit d'opérer la « combinaison » d'une Compagnie française et d'une Compagnie brandebourgeoise, pour « trafiquer en Orient, en Occident, au Nord de la Ligne », et dans la mer, Sud-Atlantique. La Compagnie générale aurait son siège à Dunkerque, et 30 directeurs. Conquêtes et bénéfices seraient répartis au prorata des capitaux engagés (2).

L'offre est alléchante, exposée par un spécialiste qui a beau parler, venant de loin. Elle ne demeure pourtant qu'à l'état d'ébauche, devant la réserve du ministre français.

Frédéric-Guillaume ne se tient pas pour battu. Rebuté par la Hollande et par la France, il entame des négociations avec les villes hanséatiques (mars 1650) Ham-

(1) Juin 1649. Abandon définitif. Schück, tome II, pièce justifie, n° 4.

(2) Affaires étrangères. Correspondance de Brandebourg, I. folio 480-91.

(3) Afin de se réserver la direction de la Compagnie, et d'empêcher toute réclamation à ce sujet, venant d'un commanditaire plus qualifié que l'Electeur de Brandebourg pour s'occuper de questions maritimes et coloniales, Frédéric-Guillaume écrit à l'Empereur Ferdinand III, pour obtenir, pour la compagnie, une « patente impériale ». L'acte sera indiscutable tous les commanditaires s'inclineront devant la décision impériale qui confiera à l'Electeur, la charge de « Président de la Compagnie ». (Schück, tome II, R. XI, 130-II).

L'Empereur ne répondit pas à l'Electeur.

bourg ne consent à participer à l'entreprise, que par « ses conseils », et que moyennant 50.000 thalers qui ne seront versés, que si d'autres commanditaires apportent une somme égale. Lübeck met comme condition à son concours, que « Hambourg ait commencé ses versements. »

Cette bonne volonté conditionnelle paraît suffire à l'Electeur. Il se déclare enchanté. Et le voilà parti dans de grands projets ; il parle non seulement de créer une compagnie commerciale, mais encore de fonder une colonie aux Indes orientales. Evidemment il exagère. C'est Perrette et le pot au lait.

Nous allons le retrouver bientôt, négociant à ce sujet avec le Danemark.

∴

IV

AVOIR LA COTE

Pour asseoir une politique d'expansion maritime et coloniale, il faut avoir des côtes, et la mer libre. La Hollande est toute en rivage ; la mer la pénètre de partout : c'est sa force. L'Electeur, lui, ne possède pas de rivages.

Il aspire à des réalisations ; il est l'héritier des ducs de Poméranie, mais nulle parcelle de cette riche province n'est en son pouvoir ; les Suédois l'occupent ; ils tiennent le cours inférieur de l'Oder et la route maritime ; ils gardent le boulevard naturel entre le Brandebourg et la Prusse. Ils sont un double obstacle pour l'Electeur ambitieux. La Suède, voilà le premier ennemi à réduire.

*
* *

Au Congrès de Westphalie — à Münster et à Osnabrück — les ambassadeurs de l'Electeur bataillent. Pendant un an, les discussions les plus vives jaillissent entre eux et les délégués suédois ; ceux-ci, appuyés par la France leur alliée,

défendent leur bien ; ils sont les *beati possedentes* ; ils semblent avoir toute qualité pour garder l'entière jouissance de la Poméranie.

Mais contre eux se dresse l'ambassadeur français d'Avaux ; il a un point de vue qui lui est personnel ; il le défend avec d'autant plus de passion : les pétitions du Brandebourg, malgré leur véhémence, ont de la justesse ; le *statu quo* serait « la semence d'une nouvelle guerre » (1) et l'Europe en est saturée. Il importe que la Suède ne conserve pas intégralement la Poméranie ; elle serait trop puissante dans le Nord ; il lui faut un contrepoids dans la Baltique ; ce sera le Brandebourg.

D'Avaux contraint la Suède à signer la convention du 10 février 1647 ; la Poméranie est partagée. Aux Suédois : la Poméranie antérieure, l'île de Rügen, et Stettin avec l'embouchure de l'Oder, l'évêché de Verden. Aux Brandebourgeois : la Poméranie postérieure, les évêchés de Cammin, de Minden et d'Halberstadt ; de plus, l'archevêché de Magdebourg sécularisé.

La paix définitive, signée le 24 octobre 1648, accroit le Brandebourg de 9.500 kilomètres carrés (2). L'Electeur devient le plus grand « terrien » d'Allemagne (3). Néan-

(1) Le mot est de l'envoyé brandebourgeois Dohna. — Lettre de d'Avaux à Mazarin, 6 janvier 1647.

(2) Waddington, tome I, p. 200.

(3) Il aurait préféré toute la Poméranie.

Lettre de l'Electeur à Wittgenstein, 31 octobre 1648. « J'aurais mieux aimé garder les pays, et laisser à d'autres les équivalents ».

Urk. und Actenst., IV, p. 724.

moins, il demeure déçu ; il n'a pas atteint son but. Lui qui recherchait la côte propice au commerce, celle qui va de Stettin à Stralsund, il se trouve nanti d'une côte basse et inhospitalière ; la Poméranie postérieure ne peut tout au plus lui servir que d'avancée vers son duché de Prusse ! Lui qui se voyait déjà, par la force de sa convoitise, un prince maritime, il est rejeté par la puissance des événements vers le continent, vers une politique de réunion de ses Etats épars.

Ce traité ne satisfait ni la Suède spoliée ni le Brandebourg déconfit ; d'Avaux s'est trompé dans ses calculs ; il avait cherché à diminuer les chances de conflit ; il n'a réussi qu'à en accentuer les motifs.

Pour entrer en possession de sa part de Poméranie, l'Electeur doit entamer une vraie lutte diplomatique. Elle dure 5 ans (1). La Suède se couvre, en interprétant les textes à son bénéfice ; elle ne respecte pas leur esprit (2). Ainsi, reste entretenue dans les deux camps, la conviction que le traité de Westphalie n'est qu'une trêve, et qu'il faudra, tôt ou tard, en appeler au sort des armes.

(1) Waddington, tome I, p. 249 et suivantes.

(2) Notamment dans la question des droits de douane. Le traité d'Osnabrück était vague sur ce point ; la Suède avait le droit de lever des taxes douanières « sur les rivages et dans les ports de Poméranie et de Mecklembourg ». Elle voulut continuer à les lever à l'Est, aussi bien qu'à l'ouest de l'Oder, c'est-à-dire dans les quatre ports de la Poméranie orientale — Treptow, Colberg, Rügenwalde et Stoppel-münde — reconnus au Brandebourg par le même traité. L'Electeur dut partager avec la Suède le revenu de « ses douanes ».

LA RANCUNE DE L'ÉLECTEUR ET SES AMITIÉS

L'Electeur, tout entier à sa rancune, favorise de son concours les adversaires de la Suède. Ses sympathies clairvoyantes le portent de préférence vers ceux qui peuvent l'aider sur mer.

En imposant sa médiation au moment opportun, il sauve la ville libre de *Brême*, que les Suédois assiégeaient pour se faire rendre hommage.

Avec le *Danemark*, il essaye d'un rapprochement. Le *Danemark* n'a pas oublié les humiliations que lui infligèrent les Suédois au traité de Bromsebrö ; il prépare en silence sa marine pour les revanches à venir. C'est une force à se ménager !

Schlezer, l'heureux négociateur de la convention sur l'allègement des péages du Sund (1647) retourne à Copenhague, de la part de l'Electeur, afin de faire confirmer et proroger jusqu'en 1685, l'accord intervenu. Il doit parler en même temps de la Compagnie brandebourgeoise, que Frédéric-Guillaume n'a pas renoncé à fonder.

Frédéric III de Danemark, qui a succédé à son père Christian IV, accueille les ouvertures de Schlezer avec bienveillance. Puisqu'il s'agit de colonies, pourquoi le Brandebourg n'achèterait-il pas celles du Danemark aux Indes ? Il est justement question de vendre à l'Angleterre, les comptoirs que possède la Compagnie de Commerce danoise sur la côte de Coromandel. Que l'Electeur se mette sur les rangs ; il aura la préférence.

Frédéric Guillaume invite Schlezer à négocier à ce propos (1). Après de longues et pénibles conférences, ce dernier obtient la cession du fort de Dansbourg et de la petite ville voisine de Tranquebar, moyennant 120.000 thalers (2). Il est convenu que 20.000 thalers seront versés à la signature de l'accord — 10 semaines sont prévues, car il faut le temps de faire venir de Tranquebar tous les documents nécessaires — et que le roi de Danemark recevra le surplus, c'est-à-dire 100.000 thalers, *sub nomine privato*, en actions de la Compagnie projetée (3).

Celle-ci n'arrive pas à sortir du domaine de l'hypothèse. L'Electeur, se payant de mots, lui octroie bien une charte, et un privilège de 20 ans (4). Les capitaux sont absents. Les villes hanséatiques refusent leur participation escomptée ; le duc de Courlande qui a promis son appui, se

(1) Schück, tome II, R. XI, 130-10.

(2) Stuhr, *Die Geschichte der See und Colonialmacht des grossen Kurfürsten*, (Berlin, 1839), page 3.

(3) Schück, tome I, R. XI, 130-16.

(4) A Clèves, 10 août 1651.

débit. Frédéric-Guillaume ne peut financer l'affaire lui tout seul.

Le temps passe. Le Danemarck réclame une solution ; il ne veut pas lâcher la proie pour l'ombre. Frédéric-Guillaume veut-il oui ou non exécuter le contrat ?

L'Electeur essaye de temporiser, mais vaincu par l'indifférence de ses sujets et le mauvais état de ses finances, il finit par écrire à Frédéric III de Danemark (1), qu'il est incapable de tenir son engagement ; il reprend sa parole et laisse le Danemark libre de disposer à sa guise de Tranquebar et de Dansbourg.

∴

C'est à la Hollande qu'il revient, comme un fils revient auprès de sa mère, pour se consoler. Malgré les rebuffades des Hollandais, il leur conserve sa vive estime ; il les sait méprisants ou défiants à son égard (2) ; il ne met que plus d'acharnement à les convertir à sa cause. Il se sert de sa belle-famille comme d'un levier ; il trouve dans son beau-frère, Guillaume II d'Orange, une aide précieuse, et une amitié qui lui sert de garantie.

Après de laborieuses démarches, Frédéric-Guillaume arrive à ses fins ; il conclut un traité d'alliance défensive avec

(1) 18 juin 1653.

(2) Waddington, tome I, p. 277.

Le conseiller pensionnaire de Hollande, Jean de Witt, est hostile au Brandebourg.

les Etats généraux, pour 8 ans (6 août 1655) (1). La Hollande garantit les territoires du Brandebourg sur le Rhin et sur la Baltique ; elle offrira sa médiation si le Brandebourg est attaqué et réciproquement. L'Electeur s'interdit, en revanche, de frapper les produits hollandais de droits de douane supérieurs à ceux qui existent (2).

Ne considérant que la longueur de ses efforts et que la teneur des articles qu'il vient d'obtenir, Frédéric-Guillaume estime qu'il a remporté un gros succès. Il pense avoir attaché à son sort une grande puissance protestante et maritime, et s'être doublement fortifié ainsi envers les Suédois. Mais la Hollande n'a consenti ce traité que comme une aumône ; le Brandebourg n'est pas encore grande Puissance à ses yeux. Elle s'est ménagé un moyen de surveiller l'Electeur, plutôt qu'elle n'a donné une promesse de le seconder contre ses ennemis. Elle ne tarde pas à le lui faire voir.

(1) L'Electeur montre aux Etats Généraux les « ports prussiens aux mains de la Suède, et la liberté de la navigation compromise dans la Baltique » (Mémoire, janvier 1655, *Urk. und Act.*, IV, p. 112).

Charles X Gustave (de Suède) fait en effet des préparatifs de guerre contre la Pologne. Le commerce néerlandais va sûrement pâtir de cette guerre. Il faut à la Hollande un appui dans le Nord.

(2) Art. 16.

VI

LA GUERRE DU NORD

Quand la Guerre du Nord éclate, qui doit durer cinq ans (1655-1660) l'Electeur s'y trouve entraîné.

Le traité de Westphalie l'a rejeté vers la politique continentale, et a inscrit parmi ses devoirs, la jonction de la Prusse à la Poméranie postérieure. Ce duché de Prusse est grevé d'un lien de vassalité envers le Royaume de Pologne. Il convient à l'amour-propre de Frédéric-Guillaume aussi bien qu'à ses vues, de rompre ces liens désuets et d'obtenir son indépendance. Il est en mesure de l'exiger.

Dès l'abord, il se heurte à la Suède. C'est elle qui est responsable de la guerre ; convoitant la Livonie, elle entreprend de la ravir à la Pologne. L'Electeur propose sa médiation, en échange de laquelle il réclame un honnête courtage, une bande de terrain pouvant assurer la liaison entre ses Etats de Brandebourg et ceux de Prusse.

Certaine de vaincre, la Suède dédaigne de répondre. Elle défait l'armée polonaise ; elle envahit la Prusse, car depuis longtemps elle a envie des ports de Kœnigsberg et de Pillau ; elle défie l'Electeur impuissant.

Celui-ci devenu belligérant avant son heure, invoque son traité du 6 août 1655 avec les Provinces-Unies ; il appelle la Hollande à son secours. Mais il n'en reçoit que des réponses dilatoires : la Prusse est si loin ! Les Etats-généraux répugnent de s'engager dans une aventure.

L'Electeur est réduit à ses seules forces. Sa posture appelle la défaite. Heureusement les Polonais se soulèvent contre la Suède ; leur armée vaincue, ce n'est pas encore leur nation asservie. La Pologne se dresse contre l'envahisseur ; son mouvement sauve Frédéric-Guillaume.

C'est l'arrêt obligé pour les Suédois ; ils ne disposent que d'une troupe dispersée sur de vastes territoires ; il faut faire face au soulèvement des Polonais ; il faut renoncer à augmenter le nombre des ennemis ; il faut entrer en composition avec l'Electeur, le désarmer ; il en est temps encore. La Suède fait des ouvertures de conciliation à Frédéric-Guillaume ; à Kœnigsberg, en Janvier 1656, elle file habilement une négociation avec lui, et se l'attache. Elle lui fait la part belle, car elle lui restitue la Prusse, arrondie de l'Ermeland polonais, et déclare, en outre, que le duché de Prusse, qu'elle a libéré de ses liens de vassalité par le fait de sa conquête, revient à l'Electeur, absolument indépendant.

En juin, la Suède fait un pas de plus vers le Brandebourg et se l'inféode par le traité d'alliance de Marienbourg. Frédéric-Guillaume le signe sans entrain, car il déteste la Suède. Mais il est opportuniste ; il y trouve son profit ; il inaugure la mise en scène qu'illustrera Marie-Thérèse, et

s'il ne pleure pas, lui, du moins « prend-il » toujours.

Sur son ordre, un parti de Brandebourgeois va coopérer aux côtés des Suédois à la conquête de Varsovie. C'est la rançon du traité.

Mais les événements se précipitent. Grâce à un retour de fortune, les Polonais refoulent leurs ennemis. Et c'est l'instant que choisit le Danemark, pour attaquer la Suède par derrière. Celle-ci, dans la situation critique où elle se trouve, ne songe d'abord qu'à s'assurer des dispositions de l'Electeur qu'elle sent hésitant. Qu'il l'abandonne, qu'il l'attaque à son tour, et elle est perdue.

Frédéric-Guillaume a vu venir l'orage ; il s'en félicite ; il est maître de l'heure ; il sait l'exploiter. A Labiau, en novembre 1656, il négocie à nouveau avec la Suède, non plus, cette fois, en besogneux qu'on désintéresse, mais en maître qui exige : il se fait reconnaître comme souverain absolu de la Prusse. Son duché, il ne veut le tenir de personne ; il entend que ce soit lui, et non pas la Suède, qui se le rende à lui-même, affranchi des liens de vassalité.

Pour compléter son œuvre, il lui reste encore une étape à franchir : c'est d'obtenir que la Pologne adhère à cette décision qu'il vient de prendre d'autorité. Sans vergogne il brûle cette étape ; pourquoi se bat-il, si ce n'est pour arriver à cette unique fin ? Rompant sans plus tarder avec son alliée la Suède qui est occupée ailleurs, il tend la main à la Pologne et rétablit *la paix à Wehlau* (19 septembre 1657). Qu'il rende l'Ermeland aux Polonais, peu lui importe ; il n'a pas eu le temps d'en jouir ! Mais que ne reçoit-il pas en

échange ? Ses vœux sont comblés. Il obtient Draheim et Lauenbourg, deux villes qui marquent un jalon dans son grand projet de réunion du Brandebourg à la Prusse ; il obtient Elbing qui est un port ; il obtient, enfin, la renonciation de la Pologne, à tout droit de suzeraineté sur le duché de Prusse.

∴

Servi par les circonstances, l'Electeur vient d'atteindre ses buts de guerre. Il a lieu d'être satisfait (1).

Pendant ce temps-là, il est vrai, le Danemark supporte seul les coups des Suédois. Il a beau réclamer assistance, Frédéric-Guillaume feint de ne pas entendre. Repu, il veut jouir en paix de son succès diplomatique. Au fait, ses troupes sont-elles assez fortes pour venir à bout des Suédois ? Il se persuade que non. Il envisage tout au plus de participer à une expédition que feraient en commun tous les princes allemands. Mais l'Empereur y songe-t-il ?

L'Empereur y songe à telles enseignes, qu'il met cette expédition sur pied. La France avec la Ligue du Rhin, a pris trop de place en Allemagne ; la Suède a augmenté ses avantages dans le bassin de la Weser, et a tenté d'enlever Copenhague par trahison (août). La cause germanique est en péril. Que chacun s'arme !

Frédéric-Guillaume met son armée en marche ; des con-

(1) Comte du Hamel de Breuil, *Le grand Electeur, aperçu de sa politique*, Mâcon, 1900, pages 5 et 6.

tingents impériaux et polonais l'encadrent ; le concours de la flotte hollandaise lui est assuré.

C'est la Suède qui doit être châtiée tout d'abord. La flotte hollandaise bat les Suédois dans le Sund et seconde les Brandebourgeois qui enlèvent l'île d'Alsen. Les Suédois sont chassés de la terre ferme du Jutland ; les Polonais leur prennent Thorn. Le Danemark est vengé.

Mais la France et l'Angleterre interviennent en faveur de la Suède. Dès lors l'expédition des coalisés s'effrite ; elle perd le souffle qui l'anime ; chacun se réfugie dans une attitude calculée.

La Hollande surtout ; son intérêt d'abord ! Elle ne connaît pas le vainqueur ; mieux vaut emprunter le parti de la prudence. Somme toute, elle est satisfaite des résultats acquis, car elle a affaibli une marine rivale. Ce n'est pas pour qu'une autre marine se constitue tout près d'elle, une marine allemande, dont l'Electeur prône la création (1) ! Elle prend ombrage de ce projet qui court déjà l'Allemagne ; elle sait que les princes, savamment circonscrits par Frédéric-Guillaume, demandent à l'Empereur d'élever ce dernier à la dignité « d'Amiral Général de l'Empire » (10 septembre 1658) (2). La dignité va certainement appeler

(1) Article de Schmoller dans les *Märkische Forschungen*, XX, Berlin, 1887, p. 131.

(2) Schück, tome II, R. XI, 130.

Le 10 septembre 1658 parut un projet anonyme, que d'aucuns attribuent à Gijssels van Lier, intitulé : *Consilium maritimum von Glückstadt und der Seefahrt*. Il y est dit que la Hollande a des visées sur Brême ou sur Glückstadt, et qu'il faut que les Allemands y

l'organe ; la flotte une fois construite va permettre à l'Allemagne de se passer du concours de la Hollande sur mer. Comme il importe que la Hollande surveille de près cette évolution !

Né prenant point garde à cette défection masquée, Frédéric-Guillaume poursuit seul ses avantages sur les Suédois. Ceux-ci, malgré les avertissements de la France et de l'Angleterre, s'entêtent à vouloir atteindre une victoire qui les fuit. Ils repoussent par deux fois la médiation bienveillante de Louis XIV et du roi d'Angleterre. Ils rangent tout le monde contre eux, car ils écartent l'avènement d'une paix que chacun souhaite ; ou s'entend pour les exécuter en commun ; ils sont écrasés à Nyborg (24 mars 1659).

C'est la paix ? Pas encore. Car l'Electeur mis en goût par ses premiers succès, se laisse envahir par un désir immo-déré de vengeance. Il veut achever la déroute des Suédois en satisfaisant son ambition personnelle. Il porte la guerre en Poméranie antérieure ; il rallume l'incendie. Il s'empare de Wollin et de Damm, mais il échoue devant Stettin.

Alors il se heurte à la volonté de la France. Elle résume l'opinion générale ; le sentiment unanime qui condamnait la Suède avant Nyborg, condamne l'Electeur à présent.

devançant les Hollandais. Glückstadt servirait de point de départ à une expansion allemande vers les Indes occidentales ; cette expansion serait commerciale et évangélisatrice. Que l'Electeur organise une marine impériale ! Que tous les princes d'Allemagne s'accordent à donner à Frédéric-Guillaume, le titre de « deutsche Reichsadmiral » !

Louis XIV a les mains libres par suite de son traité des Pyrénées avec l'Espagne (novembre 1659). Il proclame que la paix de Westphalie ne saurait être troublée davantage. Il impose au Brandebourg de mettre bas les armes, et entraîne Frédéric-Guillaume dans des négociations où il l'enlise.

C'est *le traité d'Oliva* qui met fin à la guerre du Nord (mai 1660). L'Electeur est confondu (1). Il a contrarié le vœu général ; ou le lui fait bien voir. De bénéfices, point ; ni les bouches de l'Oder, ni Stettin (2) ; il doit, au contraire, restituer Elbing près des bouches de la Vistule.

Pour lui, cette paix blanche est une humiliation.

(1) Waddington, tome I, page 473.

« La paix d'Oliva n'assura d'autre bienfait à l'Electeur, que la cessation des hostilités ».

(2) Article XXVI.

L'Electeur obtient la reconnaissance, par un congrès « européen », des engagements arrachés à la Pologne, à Wehlau et à Bromberg — au sujet de la Prusse, dont il est « duc souverain » — Frédéric-Guillaume s'écrie que : « Lui et ses descendants mâles et légitimes, n'auront plus de compte à rendre de la Prusse, qu'à Dieu ».

VII

UNE COMPAGNIE DE COMMERCE « ALLEMANDE »

Ayant fait triste expérience de sa force, n'ayant pas su réfréner sa passion et en ayant été puni, Frédéric-Guillaume se sent isolé en Allemagne. Cette solitude lui pèse. Mais quoi ! c'est la paix ; il n'y a plus de ces traités d'alliance à conclure, pierre de touche de l'amitié des princes, où les plus habiles captent la confiance des autres. C'est la paix ; pour rentrer en grâce auprès des Allemands, il faut chercher un procédé qui soit adéquat à la paix.

L'Electeur adopte une formule : « être bon Brandebourgeois », qui sert son ambition ; il espère y rallier ses compatriotes, en leur représentant qu'elle est synonyme de « bon allemand ». C'est la politique du double profit. Elle couvre de généralités son particularisme.

Etre « bon brandebourgeois », c'est intéresser à ce moment l'Allemagne apaisée, à n'importe quelle entreprise comportant un bénéfice. C'est préparer un lien qui unirait tous les princes dans une pensée commune, une pensée de lucre.

L'Electeur a tôt fait de le trouver. Il est hanté depuis si longtemps par son rêve maritime et colonial, qu'il n'a qu'à y rentrer en courant.

Frédéric-Guillaume accommode aux idées en cours un projet qui date de 1647 : la création d'une grande compagnie de commerce, capable de rivaliser en Afrique et en Asie, avec les compagnies hollandaises. Les Hollandais ont réussi. Nul doute que les Allemands réussiroient mieux encore !

La nouveauté réside en ceci : les actionnaires de cette Compagnie seront non des marchands, mais des princes de l'Empire ; l'Empereur aura la Présidence du Conseil d'Administration. La reconnaissance allemande ira à l'Electeur, le lanceur de l'affaire ; elle augmentera avec les dividendes qui seront abondants.

Mais l'Empereur fera-t-il accueil à un tel projet dont il est le centre ? Il importe avant tout de s'assurer de son assentiment. Il ne faut pas entrer en matière par la voie officielle, mais, au contraire, dépêcher à Vienne, un agent officieux, qui prendra le vent.

L'amiral Gijssels de Lier, qui est toujours au service du Brandebourg, est chargé de cette mission. Il se rend à Vienne, emportant une lettre de l'Electeur pour l'Empereur ; il obtient une audience de ce dernier, lui expose les grandes lignes du programme et enlève son approbation (1).

Gijssels a acquis au projet le grand maître de la Cour

(1) Lettre de Gijssels à l'Electeur et lettre de l'Empereur à l'Electeur, novembre 1660. Schück, tome II, nos 18 et 19.

d'Autriche — Comte Portia — qui a grande influence sur l'esprit de l'Empereur. Mais il a surtout trouvé un auxiliaire précieux dans la personne du *Père Christophe de Roxas*, provincial des Franciscains pour la Saxe et le Brandebourg, et qui jouit à Vienne d'une situation privilégiée. Roxas a réputation assise dans les milieux catholiques, depuis qu'il a cherché à réaliser l'Union des Eglises. Roxas ne voit dans le projet apporté par Gijssels, qu'un moyen de répandre le catholicisme de par le monde. Il s'enflamme à cette idée, il s'en fait l'avocat. Il présente Gijssels au Margrave *Hermann de Bade*, que l'Empereur a chargé de suivre l'affaire en son nom ; il trouve les mots qu'il faut, pour convaincre tout le monde.

Et quand Gijssels, obligé de repartir, quitte Vienne, il a la satisfaction de laisser derrière lui, pour continuer son œuvre de persuasion, l'homme le plus qualifié pour la faire aboutir.

Roxas présente un mémoire à l'Empereur (1). Il faut fixer les idées. La Compagnie aura 1 million de thalers de capital ; il est urgent d'associer à sa fortune Philippe IV d'Espagne et la Hollande. La flotte comprendra 25 navires ; leur nombre augmentera avec le temps ; ils seront l'embryon d'une « marine impériale » dont on pourra se servir, le cas échéant, contre la Suède, contre les Turcs. La Compagnie fera le commerce des Indes ; elle se chargera d'assurer aussi des relations suivies entre le Nord de l'Alle-

(1) Voir Heyck, p. 165.

magne, les Pays-Bas espagnols et l'Espagne ; elle enverra des bateaux en Afrique occidentale, à Madagascar, au Mozambique. Quel admirable instrument pour propager le catholicisme !

L'Empereur abonde dans ce sens. Roxas étant l'artisan de cette nouvelle croisade, il le charge de se rendre auprès du margrave Hermann, de l'Electeur, du roi d'Espagne et de les convertir à ses vues.

Roxas, accompagné du margrave Hermann, arrive à Clèves, auprès de Frédéric-Guillaume (8 avril 1661). Les voyageurs sont accueillis avec transport. L'Electeur n'a pas besoin d'être convaincu. Les pourparlers sont brefs, l'accord est complet.

Tandis que Roxas se rend en Espagne, Hermann de Bade entreprend une tournée en Hollande et dans l'Empire. Il est expert et décidé. Le voici à La Haye, à Amsterdam, à Hambourg, à Dresde, semant la bonne parole, organisant l'enthousiasme, s'enthousiasmant à son propre jeu (1).

Revenu à Vienne, il rend compte à l'Empereur de son voyage. Il condense ses réflexions dans un rapport qu'il soumet à l'Empereur en août (1661). Il y est dit que la Compagnie ne devrait comprendre que 20 membres, des membres princiers, sauf toutefois les représentants de Hambourg et de Lübeck qui, quoique roturiers, apporteraient

(1) Lettre d'Hermann de Bade à l'Electeur, 7 mai 1661, Schück tome II, n° 26.

Hermann obtient des promesses en Hollande ; par contre, à Hambourg, ses démarches n'aboutissent pas.

leur expérience maritime et commerciale à l'entreprise. Le capital, de 300.000 thalers, serait vite décuplé, si on prenait l'engagement de ne pas retirer les bénéfices, du moins au début ; à intérêts composés, ce capital atteindrait bientôt plusieurs millions. La compagnie n'aurait que 4 bateaux, deux faisant la navette entre l'Allemagne et l'Afrique, les deux autres demeurant au large des comptoirs, comme bazars flottants et permanents. — Que peut-on craindre ? La paix ne règne-t-elle pas ? Le *dominium maris* n'est-il pas à tout le monde ? Qui, plus que l'Empereur, aurait-il droit de se le réserver ? Les Hollandais pourraient, à la rigueur, manifester des intentions hostiles, mais l'Empereur et ses alliés, ne les « retrouveraient-ils » pas, dans ce cas, sur le Continent (1) ?

L'Empereur nomme une Commission pour étudier l'affaire de près. Celle-ci entend le margrave Hermann, discute, et décide, que des « obstacles » — que d'ailleurs elle ne précise pas — s'opposent à ce qu'un projet définitif soit présenté à l'Empereur. C'est l'échec qui se prépare.

Roxas, pendant ce temps, est en Espagne. Le succès de sa mission se dessine. Philippe IV est bienveillant, mais plus encore que son Maître, le premier ministre, Haro, habilement circonvenu par Roxas, est désireux du succès de la « Compagnie ». Hélas, Haro meurt, Roxas perd en lui son principal appui. Dès lors les pourparlers s'éternisent, autant dire qu'ils sont rompus.

(1) Becher, page 942.

Le margrave Hermann, abandonné de tous, se tourne vers l'Electeur, le promoteur de l'idée. Il lui écrit « qu'il espère quand même aboutir » (1), mais que le concours du Brandebourg est de plus en plus utile.

Coup de théâtre ! Frédéric-Guillaume répond que la création de la Compagnie ne l'intéresse plus, qu'il n'y a plus qu'à abandonner ce projet chimérique. D'ailleurs, « depuis les conférences de Clèves, où il s'est montré si pressant, les événements ont totalement modifié la face du problème ».

Pour Hermann de Bade, c'est le coup de massue. Il rend les ministres brandebourgeois responsables de cet échec : « les Hollandais les ont corrompus, » affirme-t-il, les Hollandais inquiets et jaloux, qui veulent à tout prix empêcher la réalisation de l'entreprise (2).

C'est une raison, encore qu'elle ne soit pas prouvée. Il y en a d'autres, plus plausibles, notamment le traité de commerce et de navigation passé par l'Electeur avec l'Angleterre (20 juillet 1661). Frédéric-Guillaume veut profiter des changements de règne en Angleterre, pour entrer comme membre actif dans la Compagnie anglaise des Indes occidentales ; à quoi bon, alors, patronner la création d'une Compagnie qui ne battra que d'une aile ? Roxas est allé souffler à l'Espagne, que la Compagnie à fonder « s'emparerait des colonies portugaises ». L'Angleterre s'opposerait

(1) Lettre du 17 octobre 1661.

(2) Schück, tome II, n^{os} 28 et 29.

à une telle tentative, étant alliée du Portugal (1) ; l'Electeur perdrait, du coup, le bénéfice de son alliance avec l'Angleterre mise en défiance. Non, il est urgent qu'il se tienne coi.

Il y a une autre raison encore : l'Allemagne indifférente au projet, et dès lors la compagnie se trouvant entachée de mort, dans le moment où une agitation factice se crée en sa faveur ; l'Allemagne indifférente, parce qu'elle a à se coloniser d'abord elle-même, parce que l'intérieur est peu sûr et que le commerce au loin paraît moins sûr encore, parce que l'Allemagne a le plus grand besoin de toutes ses forces, enfin, parce que le péril turc surgit à ses frontières.

(1) Le roi d'Angleterre a épousé une princesse de Portugal.

VIII

RAPPROCHEMENT AVEC LES PUISSANCES

En même temps qu'il essaye de regagner la confiance des Allemands, Frédéric-Guillaume tente de rentrer en grâce auprès des Puissances.

Puisque les Hollandais lui font grise mine, c'est *auprès des Anglais* qu'il cherche un appui ; il se fait une règle d'avoir comme allié, au moins un peuple maritime. Les négociations qu'il entame s'achèvent par un traité signé à Westminster (20 juillet 1661). L'amitié qui y est proclamée, se colore d'avantages commerciaux. Les négociants des deux pays jouiront du traitement dont bénéficient les Hollandais en Angleterre et les Danois en Brandebourg. C'est la clause de la nation la plus favorisée. L'Electeur promet de désigner une ville de Prusse, qui servira d'entrepôt à l'Angleterre, pour ses draps.

Mais à peine conclu, le traité s'avère caduc. Il ne repose que sur le plaisir tout en réclame de l'Electeur, et sur l'inconstance de Charles II d'Angleterre.

A Louis XIV également, Frédéric-Guillaume essaye de

plaire ; il adhère à la Ligne du Rhin, lui qui jusque-là s'est ingénié à la combattre. C'est un gros sacrifice. La France ne lui en sait aucun gré, car elle perce à jour son calcul. Elle ne désire aucunement lui être agréable, et lui refuse même du sel de Brouage (Aunis), dont la nécessité se fait sentir dans ses Etats.

Avec la Suède, Frédéric-Guillaume est moins malchanceux. Comme cette dernière caresse le projet d'interdire à tout jamais la Baltique aux espérances du Brandebourg, l'Electeur prend les devants, déjoue la menace qui pèse sur son avenir, et endort l'hostilité de la Suède — sa vieille rivale — par de doucereuses négociations (avril 1666).

Ce qui ne l'empêche pas, d'ailleurs, d'intervenir peu après contre 12.000 Suédois qui assiègent Brème, et d'obtenir que cette antique cité hanséatique conservât sa liberté, et lui gardât reconnaissance.

IX

LA GUERRE DE HOLLANDE

Frédéric-Guillaume qui est resté neutre pendant la guerre de Dévolution (1666-1668) et qui a esquissé deux rapprochements avec la France, par les traités successifs de Coëlln (1667 et 4 janvier 1670), arrive au terme de la patience, quand éclate la guerre de Hollande, quand Louis XIV — qui ne l'a abreuvé que d'amertume — cherche encore à l'entraîner contre les Provinces Unies.

Cela, jamais ! L'Electeur a admis une froideur passagère dans ses relations avec la Hollande ; mais il ne peut admettre de porter les armes contre ses vieux amis les Hollandais. Ce serait renier son passé, battre en brèche ses espoirs, briser un idéal sans lequel la vie n'est rien. Repoussant les conseils avisés de ses ministres, qui redoutent tout du parti qu'il veut embrasser, et n'écoutant que les appels de son cœur, Frédéric-Guillaume s'allie délibérément à la Hollande. C'est son œuvre personnelle ; c'est une œuvre de sentiment.

La fortune s'écarte de son chemin. L'Empereur qui doit

le seconder, maintient ses troupes en réserve. La Hollande est écrasée et n'a que paroles amères pour reprocher au Brandebourg ses lenteurs. En vain l'Electeur prend-il le commandement de ses troupes ; il ne peut franchir le Rhin ; il se heurte à Turenne retranché, et reste impuissant à aborder ses lignes. L'hiver arrive ; les Hollandais cessent de payer leurs subsides. Frédéric-Guillaume regagne son palais de Potsdam. Le coup est manqué.

L'Electeur a trop de foi pour se laisser abattre ; il ne songe qu'à se ménager une rentrée. Pour cela, il sied de savoir attendre, et d'attendre dans la paix, qui permet de reconstituer les forces. Sans hésitation, l'Electeur conclut une paix séparée avec la France (Vossem, 6 juin 1673) qui restaure « l'amitié » entre les deux pays. C'est un mot de circonstance, qui caractérise un acte de nécessité.

La suite le démontre. En 1674 Frédéric-Guillaume reparait en scène. La France en vérité a eu trop de succès, sur le Rhin, en Franche-Comté. L'Empereur et l'Espagne s'associent à la Hollande, pour barrer à Louis XIV la route de la victoire continue. L'Electeur, par le traité de Coëlln (1^{er} juillet 1674) entre dans cette coalition ; il se dégage de son alliance avec la France avec autant de légèreté qu'il l'a conclue ; le traité de Vossem — déclare-t-il — lui fait un devoir de combattre quiconque met l'Empire en danger ; c'est Louis XIV le trouble-fête ; contre lui il amasse ses troupes rééquipées.

A leur tête, suivi des contingents impériaux, il prononce une diversion sur le Rhin. Il traverse le fleuve et contraint

Turenne à la retraite. L'hiver recouvre de neige l'affront subi par l'armée du Roy. Le Brandebourgeois escomptant l'impunité, s'installe en Alsace. Turenne l'y surprend en plein hiver, le taille en pièce dans la bataille « donnée » à Türckheim, et reconduit ses débris de l'autre côté du Rhin (décembre 1674). Que le front d'occident réserve donc de déboires à l'Electeur !

Il vient de perdre son crédit en Allemagne ; il faut qu'il le reconquière ; l'orient exauce son souhait.

Les Suédois, alliés de la France, s'abandonnant aux conseils dorés de celle-ci, et jugeant l'occasion propice, envahissent le Brandebourg sans coup férir. Pour Frédéric-Guillaume, l'heure est solennelle ; sa puissance chancelle ; il est attaqué sur deux fronts ; être ou ne pas être. Il sera.

Vaincu par la maladie, mais non par les événements qu'il surmonte, il se traîne à La Haye (1) ; il en implore un prompt secours ; la Hollande tient la mer. Mais les Etats généraux ne promettent qu'une aide de style ; il leur déplaît de rompre leurs relations commerciales avec la Suède, dans le but de satisfaire l'Electeur tout uniment. Ils ne suivent qu'une politique de marchands !

Frédéric-Guillaume n'a pas le loisir de la discuter ; il la subit, car le temps presse. Il se trouve réduit à ses seules forces. Son salut réside dans une offensive foudroyante. Il arrive à Magdebourg ; son infanterie le suit, montée sur

(1) En mai 1675 (Schück, t. I, « la Marine »).

des chariots. Il tombe sur les Suédois à l'improviste, rompt en deux leurs troupes éprouvées, en poursuit les tronçons et les anéantit.

C'est Fehrbellin (26 juin 1675) (1). La cavalerie brandebourgeoise qui a eu les honneurs de la journée, entre à Mecklembourg.

Il sait vaincre, l'Electeur ; il sait aussi profiter de la victoire ; il veut s'emparer de Stettin. Tâche ardue, car il n'a pas de flotte.

Naissance de la Marine brandebourgeoise.

Alors paraît Benjamin Raulé (2). C'est un armateur hollandais, un échevin de Middelbourg, à l'affût des opéra-

(1) Voir, sur Fehrbellin : Waddington, tome II, pages 368 et suivantes et du Hamel de Breuïl : [« Le grand Electeur, aperçu de sa politique, 1667-1688. Extrait des *Annales Internationales d'histoire*. Mâcon, Protat frères, 1900] aux pages 43, 44 et 45.

(2) Voir Schück, tome I, pages 76 et suivantes. L'orthographe varie : Raule, Raulé, Raulet, Roule, Rolle ; les documents contiennent toutes ces variantes. L'intéressé écrit son nom : Raule.

Raulé ayant été le premier et le dernier « Général Directeur de la Marine brandebourgeoise, les auteurs allemands défendent à qui mieux mieux sa mémoire chargée. Raulé était considéré comme un aventurier, comme un pirate sans chevalerie ; il eut de retentissants procès. Schück prétend qu'il n'en est rien, que Raulé a été victime de la jalousie de la cour brandebourgeoise et de la haine implacable de ses concitoyens hollandais. Il cite ce mot de Raulé : « Je ne sers que pour l'honneur, pour avoir une majuscule rouge à mon nom, dans les calendriers, après ma mort ». Il ajoute que Frédéric Guillaume n'aurait pas conservé son estime à Raulé si ce dernier eût été un fripon. Et il finit en rappelant, d'après Jordan, [*Histoire de la*

tions fructueuses. Il a un besoin urgent d'une affaire, quelle qu'elle soit, étant acculé à la faillite, à la suite de la guerre de Hollande qui a ruiné son commerce.

Il apprend l'agression des Suédois contre le Brandebourg ; il s'en réjouit ; c'est l'affaire qu'il cherche. Il court à La Haye, chez les ambassadeurs brandebourgeois, Blaspeil et Romswinckel ; il leur expose ses vues et leur remet une supplique adressée à l'Electeur (1). Il se fait fort de courir sus aux Suédois, avec 10 frégates battant pavillon brandebourgeois, pourvu que Frédéric-Guillaume lui accorde une lettre de course, et lui promette sa protection, les Etats généraux étant susceptibles de témoigner de l'hostilité à son entreprise.

Raulé n'est pas le seul à postuler cet emploi de corsaire. D'autres armateurs se mettent sur les rangs. La course est alors une source alléchante de profits ; c'est par elle que les armateurs peuvent encore manifester leur activité, depuis que le commerce d'outre-mer est réservé aux Compagnies à privilèges — Compagnie des Indes occidentales et Compagnie des Indes orientales. — Les armateurs n'hésitent

marine de guerre du Brandebourg, Berlin, 1856, page 113] que Frédéric II regrettait de n'avoir pas un Raulé à son service.

(1) Les livres de commerce de Raulé, examinés, révèlent l'importance des affaires traitées (1664-1673). Raulé est le gros armateur de Middelbourg ; il envoie des navires en France et à Hambourg où Godfrey célèbre armateur, est son correspondant et son ami. La guerre de Hollande fait perdre 100.000 florins à Raulé et le ruine. Il est acculé à la misère. En décembre 1674 il écrit à la firme Lestevanon, d'Amsterdam, la suppliant de lui maintenir son crédit, sans quoi il « perd tout, fonctions et affaires ». Schück, t. I, p. 77.

pas à demander des lettres de course à des souverains étrangers.

Raulé est plus pressant que ses concurrents ; il fait état de l'importance de sa flotte (1) ; ses amis, intéressés à la réussite de son plan, plaident en sa faveur auprès des ambassadeurs brandebourgeois. Ceux-ci le patronnent auprès de l'Electeur, qui délivre les lettres de course sollicitées. Frédéric-Guillaume ne s'embarrasse pas de la qualité d'étranger de Raulé, qui peut soulever des difficultés ; il n'est séduit que par la possibilité que lui donne la flotte de Raulé, d'affaiblir les Suédois sur mer. Cela seul importe tout d'abord ; après, on verra.

En quatre semaines, Raulé capture 21 navires suédois ; encore un mois, et le pavillon suédois va disparaître des mers du Nord.

C'est sans doute le résultat cherché, mais il est peu durable. Des conflits surgissent qui se greffent sur la question de la course, s'enveniment, et tournent à la confusion de l'Electeur et de Raulé.

Celui-ci, dans sa hâte de réaliser un bénéfice immédiat, n'a pas attendu que la « commission » demandée à Frédéric-Guillaume lui soit parvenue, pour se mettre en chasse. Il n'est en règle qu'avec son désir trépidant. Le « Consortium de Course » qu'il dirige a capturé des navires suédois, l'un chargé de sel qui est amené à Ter Beere, et

(1) Pièces justificatives. Schück, tome II, page 157. « Supplique de Raulé au Grand Electeur », début de février.

trois autres, chargés de sel, de vins et d'alcool de France, qui sont conduits dans des ports de Zélande, pour y être vendus corps et biens.

Aussitôt les négociants hollandais de murmurer ; ils font grand usage de la flotte suédoise ; leurs intérêts sont gravement lésés par l'audace de ces corsaires qui font peser sur la navigation suédoise une menace d'anéantissement. Qui plus est, ce sont des compatriotes à eux, qui, dans un but de lucre, attentent à la prospérité générale de la Hollande et trahissent la cause commune. Haro sur eux !

Il y a pis. Les Etats généraux ont interdit, sous les peines les plus sévères, aux Hollandais, de se livrer à la course. Pour une nation de commerçants, cette mesure est le commencement de la sagesse. Pour Raulé, elle est la première difficulté à surmonter. Il s'est mis en faute. Il a enfreint les lois de son pays ; il s'est exposé à la vindicte de ses concitoyens. Et il ne peut exciper d'aucun mandat de l'Electeur ; il ne peut recourir à la protection de Frédéric-Guillaume ; ce dernier n'a pas encore répondu à ses avances.

Raulé demande assistance aux ambassadeurs brandebourgeois à La Haye, Blaspeil et Romswinckel, qui ont fondé de grands espoirs sur son initiative, qui l'ont chaleureusement recommandée à leur Maître, et qui ne peuvent admettre que déjà elle échoue. Ils tirent Raulé de son cruel embarras. De leur propre autorité, ils rédigent un contrat aux termes duquel Raulé loue, pour quatre

mois à l'Electeur, 10 navires et 520 hommes d'équipage. Raulé peut désormais s'abriter derrière ce contrat pour tourner la législation hollandaise. Il n'est plus directement en cause. Il est sauvé.

Frédéric-Guillaume ratifie ledit contrat à Schweinfurt, le 25 février 1675 (1), mais il rédige en même temps une contre-lettre qui doit rester secrète et qui seule compte : Raulé mènera la guerre de course contre les Suédois, à ses frais, risques et périls ; le butin lui reviendra ; il ne devra prélever qu'un pour-cent en faveur du prince d'Orange « qui est amiral » (2) et un autre pour-cent en faveur de l'Electeur.

Guerre de Course.

Raulé agissant ouvertement pour le compte du Brandebourg, alors qu'en réalité il ne défend que son propre intérêt, s'emploie à convaincre les *Conseils des prises* (2) de *Zélande*, qu'ils ont à reconnaître comme valables, les prises

(1) Le contrat avait été rédigé le 31 janvier en Hollande, (Scheinvertrag).

(2) Il était d'usage de réserver un tant 0/0 aux Amiraux. En France, par exemple, les juges chargés de faire vendre une « prise », commençaient par réserver sur la masse : le 10^e, pour « le Grand Amiral de France », et les frais de justice. Puis ils répartissaient le prix de la vente : 1/3 à l'armateur,

1/3 à celui « qui avait ravitaillé le navire,
1/3 au capitaine et à l'équipage.

Voir à ce sujet la « grande Encyclopédie », article très documenté au mot « Course ».

(3) Kommittierten Rätthe.

qu'il effectue. Quel est le droit maritime en la matière ? Il est pour Raulé. Il admet que les biens neutres puissent être saisis sous le pavillon ennemi ; il admet que les biens ennemis puissent être saisis sous pavillon neutre.

Peine perdue ! Les Etats généraux interviennent ; le droit maritime n'est pas codifié ; ce qui est admis par le simple usage, n'a pas l'autorité d'une loi qu'ils doivent respecter. Il n'y a pas encore de droit international. Les Etats généraux ne considèrent que les dommages que les négociants hollandais peuvent subir du fait des corsaires. Ils représentent une grande puissance maritime qui s'est faite le « roulé des mers » ; ils ont le droit de parler. A eux de défendre ceux qu'ils ont charge de défendre. A eux d'opposer à l'usage établi, une théorie qui leur soit favorable. Ils ont la partie belle : le Brandebourg n'ayant pas de ports, c'est dans les ports hollandais que Raulé conduit ses prises. On le tient. Vraiment il ferait beau voir, que les Etats généraux ne fussent pas maîtres chez eux.

Ils décident donc que les navires capturés par Raulé, ainsi que « ceux qu'il capturera », seront rendus à leurs légitimes propriétaires. Ils font savoir aux Conseils maritimes de Hollande, que leurs membres seront pécuniairement responsables de l'application de cette décision.

Raulé implore le secours de Frédéric-Guillaume. Ce dernier proteste de son droit de louer des navires où bon lui semble. Il s'engage à ne causer aucun tort au commerce hollandais : seuls les Suédois doivent pâtir.

Les Etats généraux demeurent intransigeants. Ils pro-

clament une fois de plus, que les biens hollandais capturés seront restitués aux Hollandais, que les navires suédois seront rendus à leurs propriétaires (1).

Frédéric-Guillaume profite de son voyage à La Haye — en mai 1675 — pour essayer de faire fléchir une telle rigueur. Il intéresse le prince d'Orange aux bénéfices de Raulé; il tente l'impossible. Les Etats généraux n'en maintiennent pas moins leur principe : défense de vendre en Hollande, les prises faites sur des Français ou des Suédois, par les corsaires.

Devant ce parti-pris, l'Electeur se retourne ailleurs. « Ses » prises seront conduites et vendues à Ostende, dans les Pays-Bas espagnols. Il nomme des Commissaires qui siégeront en « Conseil des prises », au nom du Brande-

(1) La Hollande a un système qui lui est propre et qui diffère des doctrines françaises et anglaises. Elle cherche à le faire adopter par toutes les Puissances qui ont à craindre l'hégémonie maritime de l'une d'elles. La Hollande proclame : « navires libres, marchandises libres, navires ennemis, marchandises ennemies »; c'est-à-dire que le navire neutre est insaisissable ainsi que la marchandise qu'il porte ; il n'a même pas de visite à subir ; il n'a qu'à prouver qu'il est neutre. En revanche, la marchandise neutre est saisissable à bord d'un navire ennemi. Les Hollandais devaient l'admettre pour faire passer le premier principe ; mais combien peu ils en souffraient ! Ils transportaient toutes les marchandises de l'Europe sur leurs navires, et comme ils étaient neutres dans les conflits, ils bénéficiaient de leur règle : « navires libres, marchandises libres ». Les guerres leur devenaient profitables.

Raulé est hollandais, donc il est neutre. Il n'a pas le droit, en tant que Hollandais, de faire la guerre de course. Il n'a pas le droit même avec l'estampille brandebourgeoise, de saisir des navires hollandais qui sont libres et qui transportent des marchandises libres aussi.

bourg. Il négocie à ce sujet avec le gouverneur des Pays-Bas.

Mais à peine est-il revenu sur ses terres, que les Etats généraux publient de nouveaux édits contre la course, renforçant les prescriptions des premiers et augmentant les peines contre les délinquants. Raulé est réduit à une condition misérable : il s'est engagé vis-à-vis de l'Electeur à subvenir aux frais de Course ; il est obligé de poursuivre celle-ci, mais il ne peut plus vendre ses prises et se dédommager.

Frédéric-Guillaume se tenant pour responsable de l'infortune de Raulé, et ne voulant point décourager un auxiliaire dont il a apprécié le concours contre les Suédois, nomme Raulé « Conseiller brandebourgeois (1) », (14 mai 1675) et lui envoie une gratification de 10.000 thalers pour l'aider à vivre. Il ne se fait pas faute d'écrire à Blaspeil (2), pour que cela se répète, que les Etats généraux « se moquent de lui » dans cette question de la course. Il s'indigne en pensant que l'intérêt privé de quelques marchands hollandais, l'emporte sur l'intérêt du Brandebourg allié de la Hollande ; il trouve incroyable, que les Etats généraux, rendent les prises faites sur « l'ennemi commun ».

..

Le point de vue des Anglais ne diffère guère de celui des Hollandais ; chez eux aussi l'Electeur enregistre un échec.

(1) Schück, tome II, p. 67, texte du décret.

(2) 31 mai 1675.

Pas plus que les Etats généraux, les autorités anglaises ne respectent les prises de Raulé, qui sont amenées dans les ports britanniques.

Les corsaires de Raulé viennent de conduire à Douvres, deux navires suédois. Ils sont mal reçus ; les cours d'amirauté refusent de déclarer ces navires de « bonne prise ». Frédéric-Guillaume se voit obligé d'intervenir, de s'expliquer sur le but qu'il poursuit, de réclamer l'assistance de la grande nation maritime. Il le fait dans une curieuse lettre qui nous est conservée et qu'il adresse, de Clèves, le 10 avril 1675, au roi d'Angleterre, par l'entremise de l'ambassadeur brandebourgeois à Londres, le baron Schwerin : « Ayant été attaqué par les Suédois avec tant d'injustice, et sans aucun sujet, par la seule instigation de la France..., je me suis trouvé nécessité de me servir d'une défense juste contre la violence injuste, et d'user pour cela des moyens qui me sont fournis, pour me tirer et les miens d'oppression et mettre mes Ennemys en Etat de désirer avec autant d'ardeur la Paix, qu'ils ont commencé la guerre. J'ai donc loué quelques navires et Frégattes, auxquels j'ai donné commission de se saisir des navires français et suédois qu'ils peuvent attraper en mer et les emmener en lieu seur, pour me dédommager en partie des pertes irréparables que ces deux Puissances me causent (1). »

(1) Schück, t. I, p. 80, en français dans le texte. Les Hohenzollern disent toujours qu'ils se servent d'une « défense juste contre la violence injuste ». En 1675 ils se servent des corsaires, et en 1916-18, des sous-marins.

Malgré la franchise de ces explications, l'Angleterre n'en persiste pas moins dans son attitude inconciliable. Qu'a donc cet Electeur de Brandebourg, ce prince terrien, à vouloir se mêler des choses de la mer ? Il crée un précédent qui est une menace pour les puissances maritimes. C'est intolérable.

En matière de « course », l'Angleterre a des traditions qu'elle respecte, et des règles qu'elle suit. Sait-elle seulement, si les corsaires de Raulé qui se sont placés sous la juridiction des Cours d'Amirauté, ont satisfait aux exigences des décrets britanniques ?

Comme la France en 1584 et la Hollande en 1597, l'Angleterre a édicté des mesures — en 1602 — pour « prévenir ou réprimer les excès des corsaires » (1).

Ceux-ci s'étaient conduits en vrais pirates jusque-là ; les princes qui leur donnaient des lettres de marque, les encourageaient à faire le plus de mal possible à leurs adversaires. Pour ces princes, ce genre de guerre était peu onéreux, puisqu'ils ne participaient pas aux frais de l'entreprise ; c'était en même temps une guerre efficace, puisque la puissance de leurs ennemis était affaiblie à coup sûr. — Les corsaires s'en donnaient à cœur joie. Tout le butin leur revenait. Il ne tenait qu'à eux de l'augmenter, en capturant tout ce qu'ils pouvaient, navires ennemis, navires neutres, voire navires amis. Ils ne s'en faisaient pas faute.

(1) Ch. Dupuis, *Le Droit de la guerre maritime d'après les doctrines anglaises contemporaines*, Pedone-Paris, 1899. Voir page 98, n° 74. « La Course ».

Les mesures prises par les Etats intéressés à faire cesser un tel débordement, tendirent à contrôler les corsaires. Ceux-ci durent amener leurs prises dans les ports de l'Etat pour le compte de qui ils naviguaient ; ils ne purent disposer des navires capturés, qu'en vertu d'un jugement rendu en leur faveur. Bien plus, ne reçoit plus de lettres de courses qui veut ; il faut présenter une surface, donner des garanties (1), être vraiment responsable de ses actes (2).

Toutes ces conditions sont exigées en Angleterre (3). Quiconque désire se livrer à la guerre de course, doit s'adresser au lord grand amiral ou aux commissaires qui le remplacent, et désigner nominativement le navire qui sera employé à cet effet. Après enquête, les « lettres de marque et de repréailles » sont remises au Juge de la Haute Cour d'Amirauté, qui convoque le postulant au greffe, et prend sa déclaration concernant le tonnage et l'équipement du navire désigné. Le postulant présente deux cautions à l'agrément du Juge, et s'engage par écrit, envers la Couronne, à se conformer à tous égards, aux instructions édictées par le Roi, en Conseil, et à toutes les instructions ultérieures. Après quoi, les lettres de marque lui sont délivrées. Si le corsaire viole son engagement, si sa conduite est contraire au Droit des gens, on lui retire sa « commis-

(1) En France, sous Louis XIV, le corsaire doit avoir une « commission en guerre », signée du Ministre ; il doit verser une caution de 15.000 livres.

(2) Travers Twiss, *Le droit des gens*, t. II, ch. x, p. 203 et suivantes.

(3) Travers Twiss, t. II, page 388.

sion », on lui fait verser des dommages-intérêts à ses victimes. Les propriétaires du navire sont responsables des actions du Commandant, et condamnés, solidairement avec lui, à la réparation des dommages.

Telle est la législation en Angleterre ; les autorités y tiennent la main ; la haute Cour d'Amirauté fonctionne avec régularité, et rend ses jugements à propos des prises.

Arrivent alors dans les ports anglais, les corsaires hollandais de Raulé, commissionnés par l'Electeur de Brandebourg, et amenant des prises suédoises ! Nécessairement ils sont les mal venus. Comment sanctionner les prises qu'ils ont faites, alors qu'on ignore tout de leur condition ; ils sont étrangers à l'Angleterre ; ils n'ont pas rempli les formalités exigées en Angleterre pour devenir corsaire. Quelle garantie offrent-ils ?

Sans doute est-il permis d'armer en course pour le compte d'un prince étranger (1). Raulé ne contrevient

(1) Travers Twiss, p. 384 : « Il n'y a dans le droit commun des nations, rien qui défende à une puissance belligérante d'accorder des lettres de marque à des étrangers, fussent-ils sujets d'une puissance ennemie ».

Ch. Dupuis : « Le fait d'armer en course pour le compte d'un prince étranger, ne fut prohibé que par des lois internes, sans devenir un crime du droit des gens ».

Perels, Conseiller intime d'Amirauté à l'Amirauté de Berlin *Manuel de Droit maritime international*, traduit par Arendt, Paris, Guillaumin 1884.

Page 200 : « Les individus qui contrairement à l'interdiction de leur propre gouvernement font la course avec une autorisation étrangère, peuvent être traités comme pirates, partout, même par l'Etat qui leur a délivré la lettre de marque ».

L'ordonnance française de la Marine de 1681 (III q, art. 3). « Dé-

pas, sur ce point, au Droit des gens. Mais les corsaires étrangers ont mauvaise réputation; ils sont cupides. La jalousie britannique aidant, les gens de Raulé sont traités en suspects, en détrouseurs du commerce. Les Cours d'Amirauté leur refusent leurs bons offices. Les navires suédois sont rendus à la liberté. Il est encore heureux pour Raulé, de ne pas s'entendre condamné à payer des dommages-intérêts !

..

La flotte brandebourgeoise et les ports poméraniens.

La situation de Raulé empire. Plus de butin possible ! Il a déjà perdu ou payé aux Etats généraux : 100.000 goulden. Il doit encore 40.000 goulden à la Compagnie des Indes occidentales, qui réclame son arrestation. Il est entouré d'ennemis et d'envieux acharnés à sa perte. Si l'Electeur ne vient pas à son secours, il est irrémédiablement « fini » (1) (juillet 1675).

Frédéric-Guillaume a justement besoin de l'assistance de Raulé ; il se l'inféode et le tire d'embarras. C'est au lende-

fendons à tous nos sujets de prendre commission d'aucuns rois, princes ou états étrangers, pour armer des vaisseaux en guerre et courir la mer sous leur bannière, si ce n'est par notre permission, à peine d'être traités comme pirates ».

La Hollande défend à ses sujets de se livrer à la course, mais ne fait aucune défense semblable à celle de l'ordonnance de 1681.

(1) « Kapout ». Lettre de Romwinckel à l'Electeur le 13 juillet 1675.

main de la victoire de Fehrbellin, qui a reporté le théâtre des hostilités vers la côte baltique, et qui a stimulé l'ambition maritime de l'Electeur. S'il veut tenir la mer, il lui faut une flotte ; Raulé la lui procurera. Tout s'enchaîne : si Raulé est dans la misère, c'est qu'aucun port brandebourgeois ne s'offrait à lui pour qu'il y conduisit ses prises et les fit vendre en toute sécurité ; que Raulé, avec sa flottille, aide l'Electeur à conquérir des ports sur les Suédois ; l'un y gagnera en prestige, l'autre en profits ; Frédéric-Guillaume et Raulé ont partie liée.

Un contrat est conclu (5 juillet 1675). Moyennant 58.000 florins qui lui seront versés sur les subsides que les Etats généraux ont promis au Brandebourg, Raulé mettra pour 3 mois — à partir du 1^{er} août — au service de l'Electeur : 3 frégates de 16, 12 et 6 canons, et une « pinasse » de transport. L'Electeur facilitera à Raulé un arrangement avec ses créanciers, sans quoi les navires promis ne pourraient sortir des ports de Hollande.

A la flottille de Raulé se joignent 3 navires de guerre prêtés par les Etats généraux à la demande de l'Electeur, et une force de débarquement — 534 hommes — sous le commandement du Colonel Bolsey.

Cette force navale, pour son coup d'essai, *attaque Karlstall*, à l'embouchure de la Weser, place forte appartenant au territoire de Brême, mais que les Suédois occupent. Elle échoue (1). Elle veut prendre sa revanche sur les côtes

(1) Le mauvais temps fit traîner l'opération en longueur. Les

de Poméranie, mais le mauvais temps la retient un mois durant dans l'Elbe. Seuls, deux navires de Bolsey gagnent l'embouchure de l'Oder, en novembre, le troisième s'arrêtant à Copenhague. Quant aux équipages des navires de Raulé, manquant d'argent, de vivres, mais surtout d'entrain et de discipline, ils ramènent de leur propre initiative leurs bateaux en Zélande, presque furtivement. La marine brandebourgeoise était née, mais ses débuts manquaient de grandeur.

..

L'hiver suspend les opérations. En dehors de l'Electeur, chacun est las de la guerre, chacun appréhende l'avènement du Brandebourg dans le Nord.

La Hollande n'est plus en état de soutenir le dévouement de ses alliés par ses subsides. Ses intérêts compromis l'inclinent à la paix. L'ambition de Frédéric-Guillaume la désespère. Elle aurait consenti à ce qu'il détournât sur la France sa fièvre de bataille. C'eût été l'avantage commun. Mais non ! c'est à la Suède qu'il en veut : il trouve, contre elle, satisfaction à sa vengeance, et succès faciles. Certes, la Hollande autorise l'Electeur à enrôler chez elle des marins, à louer des navires : cela lui rapporte. Mais ce qu'elle gagne

Suédois eurent le temps de se fortifier. Bolsey ayant débarqué ses troupes, eut raison d'une sortie des Suédois, le 1^{er} octobre. Mais prévoyant une forte attaque, et ne se jugeant pas assez fort pour la soutenir, il regagna les navires, non sans laisser quelques prisonniers aux mains des Suédois.

d'une part, elle le perd de l'autre : son commerce avec la Suède est contrarié ; et c'est la mortification des marchands, de ne pouvoir courir à la fois double bénéfice. Mais encore, que lui réserve pour l'avenir, la volonté que manifeste le Brandebourg, de faire figure sur les mers ?

L'Empereur, de son côté, aspire à la paix : la guerre ne lui a pas été profitable. La grandeur du Brandebourg, c'est son propre abaissement ; il faut la combattre. La « satisfaction » du Brandebourg ainsi que s'exprime l'Electeur, c'est la Poméranie antérieure, Stettin, la mer libre (1). L'Empereur ne peut y souscrire ; il ne veut pas que se crée sur la Baltique, un « nouveau royaume des Wendes (2). »

Tout à son idée, Frédéric-Guillaume ne prend garde à cette évolution. Il rentre en campagne au printemps (1676). Il a mis à profit l'hiver, pour conclure un nouveau contrat concernant « sa marine », dont la nécessité a été mise en évidence par les faits. Il a nommé Benjamin Raulé « Directeur de la marine électorale (3) », c'est l'homme qu'il lui faut, c'est l'homme nécessaire qui, la paix venue, mettra à exécution ces plans coloniaux caressés en 1647 et 1660.

(1) Un envoyé de l'Electeur, Crockow, avait demandé à l'Empereur, pour son maître (le 28 juin), à titre d'indemnité ou de « satisfaction », la Poméranie antérieure ou au moins Stettin, la libre navigation vers la mer. Waddington, tome II, page 368.

(2) Voyez du Hamel de Breuïl (déjà cité), page 49. L'Electeur recherche le « dominium maris Baltici ». Hoher : *Cæsari haud placere novum regnum vandalarum ad mare Balticum exsurgere* ».

(3) Schück, tome II, n° 34, pièce justificative « Schiffs Direktor ».

Pour commencer, Raulé sera l'instaurateur d'une flotte de guerre, préface obligée de toute politique coloniale. Raulé tiendra à la disposition de l'Electeur, pendant 4 mois, moyennant 40.400 thalers, une flotte de 5 frégates et de 6 chaloupes ; il subira les risques de mer, tandis que l'Electeur subira les risques de guerre, et sera seul bénéficiaire des prises.

Malgré l'hostilité jalouse qui l'entoure, par suite de ses succès auprès de Frédéric-Guillaume (1), malgré la haine que les Etats généraux lui ont vouée (2), Raulé parvient à réunir les navires promis, et à les conduire en personne à Copenhague (mai 1676). Suivant les ordres reçus, il doit

(1) Raulé s'était fait des ennemis par sa morgue de parvenu. Lui qui avait été « sauvé » par les ambassadeurs brandebourgeois à La Haye, Blaspeil et Romswinkel, il s'en fait des ennemis, tenant à leur donner des ordres qui les blessaient, se montrant autoritaire. Ces ambassadeurs s'élevèrent contre le contrat en question, écrivant à l'Electeur, que Raulé était un homme malhonnête. Frédéric-Guillaume les rabroua, les engageant vertement à respecter Raulé

Schück, tome II, voir cette correspondance, n° 35.

(2) Les Etats-Généraux détestent Raulé qui est l'instrument grâce auquel le Brandebourg devient Puissance maritime. Ils font dire à l'Electeur, que s'il veut des bateaux, ils sont prêts à lui en louer, à de meilleures conditions que Raulé, ce courtier véreux ; ils n'exigeront aucune commission. Frédéric-Guillaume ayant refusé de telles offres, les Etats-généraux essayent de rendre irréalisable l'accord de Raulé avec ses créanciers ; ils tentent de le faire emprisonner pour dettes. Raulé obtient avec beaucoup de peine une lettre de « sûreté de corps » qui le met à l'abri de la contrainte par corps. Rien d'étonnant, si, rebuté par tant de persécutions, Raulé cherche à quitter définitivement la Hollande. Il demande à l'Electeur d'acquiescer sa famille et lui-même dans ses Etats ; l'Electeur accepte

intercepter les communications entre la Suède et la Poméranie, et ne pas hésiter à se saisir de la contrebande de guerre, « même sous pavillon anglais et hollandais ».

Ces ordres sont audacieux venant de la part du Brandebourg. Le roi de Danemark à qui ils sont communiqués en tant qu'allié, en montre l'imprudence à l'Electeur. « Vous n'arriverez qu'au résultat suivant, c'est que l'Angleterre enverra des vaisseaux dans la Baltique pour maintenir le prestige de son pavillon ; elle se rangera du côté de nos ennemis ; laissez passer les vins et les bières fortes que l'Angleterre et la Hollande envoient en Suède ; soyez tolérant pour tenir le succès. » Frédéric-Guillaume se range à cet avis, modifie ses ordres, et comme le Danemark prend l'engagement de ne laisser passer aucune contrebande de guerre à travers le Sund, l'Electeur promet de laisser librement circuler dans la Baltique, les navires anglais et hollandais, munis d'un certificat de visite danois.

La flotte danoise vient de battre une escadre suédoise près de Rügen. Raulé la rallie (1) et bloque les côtes de Poméranie et le Frische Haff. Tout navire qui tente de forcer le blocus est capturé ; c'est un blocus effectif. Trois frégates brandebourgeoises (2), s'emparent d'un gros vais-

(12 avril 1676) et écrit aux Etats-Généraux. leur demandant de laisser Raulé en paix.

Schück, tome II, pièce justificative, 65-2^b.

(1) 15 mai 1676.

(2) Nous avons la liste des navires qui composent la flottille de Raulé :

seau suédois, le *Léopard*, de 22 canons, et d'un brûlot de 8 canons, qui fuyaient devant les Danois victorieux. Les prises sont nombreuses, et parmi elles on compte une « prise anglaise », qui n'a été faite que sur l'ordre formel de Berlin.

Frédéric-Guillaume se déclare satisfait du travail de « sa flotte ». Il récompense les équipages en argent, les officiers en leur offrant des chaînes d'or et des médailles, Raulé en lui prolongeant son contrat jusqu'au 21 octobre (1). Après cette date, la flottille rentre en Zélande.

.*

Le Brandebourg n'a pas de *législation maritime*, et pour cause. Pourtant il fait la guerre de course par l'intermédiaire de Raulé. Les États qui s'en trouvent lésés, ne sont-ils pas fondés à la considérer comme piraterie, et à la châtier comme telle? C'est Raulé, principal intéressé, qui se

Frégates : *L'Electeur de Brandebourg*

Le roi d'Espagne

Le Berlin

Galiotes : *Potsdam*

Clèves

Yacht : *Die Bracke*

En tout 67 canons et 287 officiers et marins.

(1) Raulé qui ne manque aucune occasion de flatter son nouveau Maître, envoie à l'Electrice, une « petite bourse à la mode », marchandise française qu'il trouve à bord d'un des navires capturés. Les « frivolités françaises » ont toujours fait les beaux jours des Allemands.

fait ces réflexions. Il s'en ouvre à l'Electeur, et l'amène à régler la course.

Un ordre paraît le 2 juillet 1676, instituant un conseil de trois commissaires des prises, et un ministère public (Fiskal) (1). La procédure à suivre est minutieusement réglée. Quand une plainte est introduite au sujet d'une prise, le procureur se renseigne auprès de Raulé, instruit l'affaire et demande aux Commissaires de l'entendre. Les Commissaires tiennent une audience publique : le procureur et les parties parlent tour à tour et apportent leurs preuves. Les Commissaires éliminent « tout ce qui peut faire traîner les choses en longueur », puis livrent le dossier à Raulé, afin qu'il motive un avis écrit à son sujet. Eux-mêmes rédigent une consultation, et toutes les pièces de l'affaire sont soumises à l'Electeur, qui prend une décision au nom du « droit maritime ».

Cette décision peut être frappée d'appel. Alors les Commissaires, entourés d'assesseurs, examinent à nouveau la plainte. Si un doute persiste, ils doivent recourir à Raulé et se référer à ses avis.

Cette première manifestation du droit maritime brandebourgeois est intéressante à noter. Le Corsaire se taille dans le conseil des prises la part du lion ; pour se garantir contre la vengeance possible de ses victimes, il rend ses agissements justiciables d'un semblant de justice, d'un Tribunal consultatif où il a le premier et le dernier

(1) Schück, tome II, Pièce justificative, R. 65 U. 3^b.

mot à dire. C'est un essai qui n'est qu'un trompe l'œil.

*
* *

Encore un hiver. Le printemps trouve l'Electeur inlassé (1677). Il s'agit de *s'emparer de Stettin* coûte que coûte, et de venger les deux échecs subis devant cette ville.

Frédéric-Guillaume appelle à lui Raulé, l'installe à Berlin (1), lui promet 1.000 thalers par mois, et dresse avec lui le plan d'attaque. Par contrat du 3 janvier (2), Raulé s'engage à fournir 3 frégates, 2 galiotes, 1 yacht — 76 canons et 350 hommes — pour 4 mois ; il reçoit 27.000 thalers ; il aura la moitié des prises.

Escomptant de grands profits, Raulé arme à ses frais d'autres navires qui — eux — exploiteront la situation à son unique bénéfice (3). L'Electeur suit cet exemple et se

(1) Raulé est d'autant plus heureux de rompre son établissement en Hollande — il a renoncé à tous ses privilèges hollandais, à son droit de cité en septembre 1676 — qu'un traité intervenant entre la Suède et la Hollande, prévoit de lourdes peines « contre les Hollandais qui serviraient dorénavant contre les Suédois ».

Bonfils, p. 886, n° 1376, fait remarquer que le traité du 26 novembre 1675 entre la Suède et la Hollande contient une clause par laquelle les deux contractants s'interdisent de délivrer des lettres de marques, au cas où la guerre éclaterait entre eux. La Suède ne tint pas sa promesse. Mais cette tentative pour abolir la course est curieuse à noter. Elle est une preuve de plus de l'état d'esprit des Hollandais à son sujet.

(2) à Caëln sur Sprée.

(3) 111 marins, 73 soldats, 26 canons.

constitue lui aussi une petite flottille personnelle ; après les Intérêts de l'Etat, son intérêt particulier !

Ces trois flottes prennent la mer, mais les prises sont rares, le butin est maigre. Raulé a mal misé ; il se plaint. Pour raviver son ardeur qui fléchit, l'Electeur lui promet des « dédommagements » mais point d'argent : lui-même n'est-il pas logé, en effet, à la même enseigne du manque à gagner ! Il proroge l'échéance du contrat, il augmente la part de Raulé dans les prises, et lui décerne le titre de *Oberdirektor der Seesachen* (1). »

C'est de l'hypothèse, ce sont des honneurs ; sur mer, par contre, c'est la guerre. En octobre, la flotte brandebourgeoise louée à Raulé, réduit les défenses côtières de l'île de Rügen, se ménage ainsi l'entrée du Greifswalder Boden, et pénètre dans le Kleines Haff et dans le lac de Damm : le blocus de Stettin se resserre.

Huit navires suédois, suivis de quelques barcasses, se précipitent sur les 3 frégates de l'Electeur. L'une d'elles prend feu. Les deux autres résistent, rendent les coups, mettent les agresseurs en fuite, et gardent captives la galiote *Eichorn* de 12 canons, ainsi qu'une barque chargée de céréales.

Maîtresses des eaux, elles coupent tout ravitaillement à Stettin. La ville capitule en décembre. Frédéric-Guillaume y fait son entrée solennelle aussitôt (2). Ce port qu'il a revendiqué si âprement, enfin il le possède.

Sans perdre de temps, il entreprend de le relever des

1) Schück, tome II, pièce justificative : 36^a.

(2) le 27 décembre 1677.

ruines de trois assauts ; il l'exempte d'impôts ; il veut qu'il devienne le grand débouché du Brandebourg.

Il commence par faire transporter en Suède, par sa flotte, la garnison suédoise de Stettin (février 1678) ; il y a là 904 hommes et 40 chevaux dont il vaut mieux débarrasser la Poméranie, d'urgence.

Raulé, installé à Kolberg avec sa famille, dresse des plans pour développer le commerce maritime du Brandebourg. Les corsaires suédois ayant leur base à Stralsund et à Greifswald, gênent terriblement ce commerce ; Stettin est au fond d'un cul de sac ; il faut lui donner de l'air.

Cela, c'est le projet de demain, tandis qu'il convient, dès aujourd'hui, de former des convois qui, sous la protection des frégates de Raulé, prendront la mer et se riront des corsaires (1). Frédéric-Guillaume y consent, mais pour lui, ce n'est qu'une mesure d'attente ; réaliste, il veut *s'emparer de Stralsund et de Greifswald*, couper le mal dans la racine, et surtout demeurer le seul maître de la Poméranie en entier. Il s'y emploie. En mai 1678, bravant un mouvement qui se dessine à sa cour contre la Marine et contre Raulé, l'Electeur conclut avec ce dernier un nouveau contrat : 6 navires et 1 aviso, 107 canons, 435 marins, loués pour 4 mois, contre 40.000 thalers.

(1) Raulé préconise un moyen qui nécessitera la location de ses frégates. Il n'y devait pas perdre. L'idée de faire convoier les navires marchands par des navires de guerre n'est pas nouvelle, mais il est intéressant de la signaler au passage. Dans l'histoire maritime du Brandebourg elle marque une date, et un simple vœu.

Raulé attend longtemps les navires promis ; il a contre lui le mauvais temps et surtout la haine tenace des Etats généraux qui mettent tout en œuvre pour empêcher les navires de quitter la Hollande.

Enfin la flotte parvient à destination, et tout de suite son rôle est prépondérant. Stralsund et Greifswald assiégées par terre, se voient soudain bloquées du côté de la mer, séparées l'une de l'autre, affamées. Elles se rendent, Stralsund le 15 octobre et Greifswald le 6 novembre (1).

Les dernières places que possédaient les Suédois en Poméranie, sont aux mains de l'Electeur. Cette fois son rêve est atteint sans conteste : la mer.

La flotte « permanente » de l'Electeur.

Mais encore faut-il y dominer. Frédéric-Guillaume y songe ; il est las de devoir sans cesse louer des navires ; mieux vaut avoir une « flotte permanente » à sa disposition ; ses agrandissements le long de la Baltique lui créent ce devoir ; il est devenu un prince maritime ; il aura sans cesse sous la main, pour profiter des occasions qui peuvent se présenter, ou pour défendre ses conquêtes, une escadre de combat.

Raulé le pousse dans cette voie. C'est à lui que l'Electeur

(1) La flottille de Raulé fut échargée de ramener en Prusse, les contingents qui en étaient venus pour le siège de Stralsund. Au retour de Koenigserg, les navires ravitaillèrent avec des denrées prussiennes. la Poméranie conquise.

aura recours. En effet, c'est avec lui qu'un contrat est passé le 3 janvier 1679 (1). Durée : six ans. 400 marins montant 8 navires. Ports d'attache : Stralsund et Kolberg. En sa qualité de « Grand Directeur de la Marine », Raulé a la haute main sur cette flotte ; il nomme les officiers, paye les gages — 4.480 thalers par mois — organise 4 compagnies de marins. Il a droit de justice ; les crimes seuls appartiennent à la juridiction de l'Electeur. En temps normal, les navires restant au port, Raulé recevra personnellement 1.000 thalers par mois, plus 146 thalers pour payer des ouvriers spéciaux sous ses ordres (charpentiers, forgerons, maîtres d'équipage). L'Electeur veut-il faire usage de la flotte ? il doit en prévenir Raulé deux mois à l'avance ; les émoluments de Raulé sont doublés. Mais il est entendu que les prises reviendront uniquement à Frédéric-Guillaume, toujours.

Cette escadre brandebourgeoise accomplit d'heureuses croisières. Quatre de ses vaisseaux capturent sept navires ennemis à l'embouchure de l'Elbe. Sa seule apparition contraint même Hambourg à payer des subsides en retard.

Au début de 1679, Frédéric-Guillaume, dans une campagne aussi brève qu'honorable, a raison d'un retour offensif des Suédois.

(1) Schück, tome II, pièce C. R. 65-5a.

Traité de Saint Germain.

C'est son dernier succès. Pour lui, l'instant critique est arrivé où il faut rendre compte de ses actes, où il faut rendre gorge. Il s'est obstiné dans « sa guerre » ; il est demeuré seul en armes dans l'Allemagne pacifiée. Sa cruelle expérience de 1660 ne lui a servi de rien. Il est l'objet de la réprobation générale. Chacun peut se plaindre d'une trahison de sa part ; chacun veut abaisser cette force qui se lève à l'horizon.

Frédéric-Guillaume n'a tenu pour aucun avertissement, ce traité de Nimègue que la Hollande épuisée a signé, contrainte, avec la France (10 août 1678). Comme l'Empereur qui, à son tour, a traité avec Louis XIV, le 5 février 1679, l'Electeur va être acculé de nouveau à la paix, par la France victorieuse.

La France tient avant tout au rétablissement des traités de Westphalie (1) ; ce sont des traités d'équilibre. A la faveur de la paix, avec ses Réunions, elle fait plus de conquêtes que par la guerre : elle tient à la paix.

Pour qu'elle se rétablisse, Frédéric-Guillaume consentira-t-il à restituer la Poméranie si chèrement conquise ? Louvois menace, L'Electeur résiste ; il ne recule que len-

(1) Les traités de Westphalie, « le fondement le plus solide et le plus assuré de la tranquillité de l'Empire », ainsi que s'expriment les premiers articles du traité du 29 juin 1679.

tement, de concession en concession. Mais quand une armée française, sous Créqui, arrive jusqu'à la Weser, finis les attermoiements ; il faut traiter.

A Saint-Germain (29 juin 1679) il subit une vraie défaite diplomatique ; ses victoires comptent pour rien ; on le considère en vaincu ; on le ramène à sa situation primitive, presque au *statu quo ante* ; on brise son rêve ; on lui interdit l'accès des côtes hospitalières ; on le repousse une fois de plus vers le Continent.

L'Oder aux Suédois

Aux termes du traité, en effet, le Brandebourg restitue à la Suède ses conquêtes poméraniennes (1), sauf la rive droite de l'Oder — mais encore sur cette rive, la ville de Damm, la plus importante, revient aux Suédois. Ceux-ci conservent juridiction sur tout le cours de l'Oder ; l'article XII est formel : « La rivière Oder, suivant les dispositions du traité de Westphalie, demeurera toujours en souveraineté au Roi et à la couronne de Suède, et il ne sera pas libre, au dit Electeur de Brandebourg, d'ériger aucune forteresse ou de fortifier aucune place, dans l'étendue du pays qui lui est cédé par le présent traité. »

La Suède a si fermement l'intention de rester maîtresse de la Baltique, qu'en rédigeant cet article, elle abuse de la situation et n'hésite pas à faire bon marché des usages (2).

(1) Articles IV et V.

(2) Voir Grotius, Vattel, Martens, Bluntschli.

Quand un fleuve servait de frontière à deux Etats, on avait coutume, alors, de reconnaître, que le milieu de ce fleuve servait de limite aux possessions respectives des riverains. La théorie de la ligne médiane, conçue dans un esprit de justice, laissait à chacun des riverains la faculté de naviguer sur le fleuve (1).

Mais ici, la Suède seule a droit de faire usage de l'Oder. Le fleuve lui appartient en propre. Le droit de naviguer est refusé au Brandebourg (2). Sa frontière s'arrête à la rive droite, prend fin avec la terre, n'entame pas les eaux ; il ne peut participer au trafic maritime de Stettin et de Damm ; ce sont des villes défendues. Tous les avantages d'une frontière fluviale sont retirés à l'Electeur.

La Suède ne peut faire enregistrer une telle décision, qu'en raison de la crainte générale que l'activité maritime de Frédéric-Guillaume inspire. Il y a conspiration de l'opinion pour qu'il soit traité sans ménagement. Ce n'est pas

(1) Engelhardt, ministre plénipotentiaire. *Du régime conventionnel des fleuves Internationaux*, Paris. Cotillon, 1879.

La « ligne médiane » n'est pas le moyen idéal de délimiter un fleuve servant de frontière à deux Etats. Le chenal — c'est-à-dire la partie du fleuve la plus profonde et partant la plus navigable — ne suit pas nécessairement la « ligne médiane ». Depuis le Congrès de Rastadt (avril 1798) on admet que c'est le thalweg qui doit servir de démarcation. L'idée, parfaitement juste, que les riverains doivent avoir la possibilité de naviguer sur le fleuve commun, a amené un auteur. [Eichhoff, an X : Les Départements du Rhin] à proposer un système mixte : le lit du fleuve est *commun* aux deux riverains dont les frontières sont reportées sur les rives respectives.

(2) On admet que la « liberté de navigation » sur les fleuves communs, date du Congrès de Vienne.

seulement des ports poméraniens que l'Electeur doit être chassé ; c'est aussi des eaux poméraniennes — quelles qu'elles soient — que son pavillon doit disparaître.

Après ce coup funeste, qu'importent à Frédéric-Guillaume, les autres clauses du traité, par lesquelles la France doit évacuer les territoires électoraux de Clèves et de Minden, et payer 300.000 thalers en une fois. L'argent ne remplace pas les territoires !

X

LES VENGEANCES DE L'ÉLECTEUR

L'orgueil intéressé de Frédéric-Guillaume est cause de son cuisant échec. Il peut se l'avouer, et puiser là matière à contrition. Mais non, l'orgueil l'emporte sur la réflexion. L'Électeur ne trouve de consolation, qu'en poursuivant autrui de son ressentiment. C'est à ses alliés de la veille — Hollandais, Espagnols, Impériaux — qu'il en a. Il fait remonter à leur inaction la responsabilité de sa perte. C'est leur jalousie qui l'a réduit à la triste condition où il se voit. Leur amitié est stérile. Il leur tourne le dos.

Subissant l'attrait des Germains pour la Force — pour la force surtout dont ils éprouvent les effets — séduit par la richesse de la France qui ne regarde pas aux subsides bien placés, l'Électeur se sent attiré vers Louis XIV ; il quête son appui ; il se flatte d'obtenir bénévolement de sa générosité, ces mêmes résultats qu'il a dû abandonner devant sa colère.

Il conclut une *alliance secrète avec Louis XIV*, à Saint-Germain (octobre 1679) ; son imagination la représente

comme la source des profits qu'il escompte. Ce n'est en vérité qu'un papier, qu'une charité de Louis XIV, qui ne peut vraiment abaisser sa gloire, au niveau des querelles d'un Electeur de Brandebourg (1).

Elles sont nombreuses, ces querelles, et Frédéric-Guillaume veut les vider sans tarder.

Hambourg lui doit 150.000 thalers, qui représentent les quartiers d'hiver assignés par l'Empereur, et que la ville libre n'a pas payés. L'Electeur loue 7 navires à Raulé, et les envoie croiser à l'embouchure de l'Elbe (2). Ces navires font un tel mal au commerce de Hambourg, que les assurances maritimes y montent de 3 1/2 à 25 0/0 (3). Hambourg fait intervenir Louis XIV, que l'Electeur doit écouter bon gré, mal gré (4). Le roi de France réduit la

(1) Le traité secret du 25 octobre 1679, comporte des clauses sur l'appui de la France pour faire élire roi de Pologne, le fils du roi régnant ou à son défaut un candidat français (art. IX); sur le suffrage que l'Electeur donnera à Louis XIV pour l'élire, à l'occasion, Roi des Romains ou Empereur (art. X-XVI). Louis XIV paiera chaque année pendant 10 ans, à l'Electeur, 100.000 livres (art. XVIII) c'est-à-dire une somme dérisoire.

Le traité n'est avantageux que pour la France. L'Electeur n'y attache de l'importance qu'en raison des compléments qu'il y apportera. Son ambassadeur Meinders dépeint la situation, en déclarant que ce traité n'est « qu'un commencement ».

Waddington, tome II, p. 441 et 442.

(2) Mars 1679. Sur les 7 navires, trois seulement sont loués à Raulé par l'Electeur, pour 4.572 thalers. Les 4 autres Raulé les arme à ses frais; il se réserve aussi 20.000 thalers sur les prises; le restant, il le partagera avec Frédéric-Guillaume.

(3) Lettre de Raulé à l'Electeur, 24 avril, Schück, t. II, R. 65-5a.

(4) Le traité de Saint-Germain du 29 juin 1679 a des articles sé-

créance du Brandebourg à 125.000 thalers; Hambourg paye cette somme (août 1679). Le conflit est apaisé.

Rageur, Frédéric-Guillaume *s'en prend à l'Espagne*. Elle lui a imprudemment promis des subsides, à son entrée dans la coalition (tr. de Cœlln du 21 juin 1674); elle n'a pu les payer que durant deux mois; elle reste devoir 1.800.000 écus. En compensation de cet arriéré formidable, l'Electeur fait savoir à Madrid, qu'il accepterait soit la Gueldre, soit l'île de la Trinité; sa proposition, il la renouvelle deux fois, se butant chaque fois au silence dédaigneux de Castille. Refait et bafoué, l'Electeur s'irrite. Il arme des corsaires à Pillau. Raulé lui loue (1) pour six mois — le 11 août 1680 — six navires et un brûlot, 519 matelots et 180 soldats. Cette force est mise sous le commandement de Cornelis Clæs van Beveren, un lieutenant de Raulé. Louis XIV daigne condescendre à recevoir ces corsaires dans les ports de France, si besoin est (2).

La Suède qui a cru maîtriser le Brandebourg à Saint-Germain, prend ombrage de cette flotte électorale qui marque l'intention de l'Electeur de ne rien abandonner de ses projets orgueilleux. La Suède fait pression sur le

parés. Par le premier article, Louis XIV offre ses bons offices pour régler certains différends pécuniaires avec divers Etats allemands, notamment la ville de Hambourg, au sujet d'assignations impériales lancées au profit du Brandebourg durant la guerre.

Waddington, t. II, p. 429.

(1) Pour 25.939 thalers.

(2) Lettre de Meinders à l'Electeur sur une conférence avec Rébenac, l'ambassadeur du roi de France (14 septembre 1680). Waddington, t. II, U et A. XIX, 363-97.

Danemark qui est maître des passages du Sund : qu'il arrête devant Copenhague les frégates de Beveren. Le Danemark est conciliant : la Suède, c'est son ennemie d'hier, et le Brandebourg son allié d'hier et de demain ; faveur donc au Brandebourg ! » Les frégates de Beveren ne tirent pas à conséquence ; qu'elles passent le Sund ; s'il se fût agi de gros navires, certes, il eût fallu agir différemment ! » Brochant sur le tout, une lettre de Frédéric-Guillaume vient rétablir le calme dans les esprits, en donnant l'assurance, que le Brandebourg ne caresse aucun projet ténébreux (18 juillet 1681) (1).

Van Beveren suit ses ordres à la lettre : des prises, pas de débarquement. Il croise dans la Manche et devant les côtes de Flandre. Le 18 septembre, au large d'Ostende, il capture, après un court combat, un gros vaisseau espagnol, de 28 canons, le *Charles II*, qui porte une cargaison de dentelles de Brabant et des toiles.

Van Beveren confie quatre de ses navires à Cornelis Reers, son second, lui enjoint d'aller croiser pendant quatre mois aux abords des Indes occidentales, et escorte sa prise à Pillau. La cargaison, vendue aux enchères, rapporte 100.000 thalers (2). Le *Charles II*, incorporé dans la

(1) Schück, tome II, R. 69-7.

(2) Durant les enchères auxquelles donnent lieu les marchandises du *Charles II*, des vols sont commis. L'Electeur, par un ordre du 4 mars 1681, prononce la peine de mort contre quiconque « détournera les biens de prise ». Il déclare formellement, que le 1/10 des prises, sera le bénéfice des équipages capteurs. P. justificat., Schück, t. II, R. 65, 7.

flotte brandebourgeoise, comme propriété personnelle de l'Electeur, est baptisé le *Margrave de Brandebourg*.

Frédéric-Guillaume récompense Raulé, en créant en sa faveur le titre de « Général Directeur de la marine (1) » et en lui louant deux navires de plus (2) — le *Lion Rouge* et le *Renard* — qui iront, avec le *Margrave de Brandebourg*, rejoindre l'escadre de Cornelis Reers.

Ces trois vaisseaux se contentent tout bonnement de croiser devant l'Escaut, au grand dommage des navires espagnols, et à la grande fureur des Hollandais dont les navires doivent subir la Visite.

L'orgueilleuse Espagne, tout émue de ces attentats à son prestige compassé, élève sa protestation indignée (3). Eh quoi ! C'est trop souffrir que subir cet outrage, venant d'un principicule qui joue au potentat ! Elle presse le gouverneur des Pays-Bas, le duc de Villa-Hermosa, d'envahir le duché de Clèves, en guise de représailles. Mais mesurant sa faiblesse, et craignant d'être prévenu lui-même par une attaque brandebourgeoise, ce fonctionnaire prudent déconseille l'opération, et se tient coi.

(1) 20 février 1681, Schück, tome II, pièce justif., n° 50.

(2) Pour 5.844 thalers par mois, jusqu'au 1^{er} avril 1682.

(3) L'ambassadeur espagnol à La Haye, Fuen Major, se plaint aux Etats généraux, lesquels s'entremettent ainsi que l'Angleterre. Mais l'Electeur refuse d'abandonner ses prises. Waddington, t. II, p. 462.

L'Electeur adresse au roi d'Espagne une lettre publique justifiant l'enlèvement du *Charles II* Toujours les « moyens justes » des Hohenzollern, contre les « procédés injustes » de leurs adversaires.

Texte rédigé par Fuchs, dans *Londorp A. P.*, XI, 23.

Sage attitude, qui évite un nouvel éclat de la part du Brandebourg.

L'Espagne réduite à sa honte, prétend sauver la face, en publiant un mémoire (1) où elle vitupère Frédéric-Guillaume. Pauvre aveu d'impuissance ! offensive de papier !

L'affaire du *Charles II* retentit en Europe, et s'enfle en passant de bouche en bouche, de cour en cour. Chacun commente l'aventure, et mesure à la piteuse reculade de l'Espagne, le degré de puissance auquel l'Electeur a atteint. On le juge d'esprit prompt et d'exécution hardie ; on le range parmi les princes qui régendent les mers. Quelle ascension !

L'Electeur se montre digne de cette renommée. Les trois navires qui croisaient à l'embouchure de l'Escaut, il les envoie sous le commandement d'Adlers, à la rencontre de ceux de Cornelis Reers. Ce dernier n'a fait que cinq prises espagnoles ! Il faut au Brandebourg une fortune, les galions venant d'Amérique et chargés d'argent, pour compenser la médiocrité du butin capturé jusqu'alors, pour remplir les caisses qui sont vides.

Voici Adlers qui se poste au large du cap Saint-Vincent ; il attend les galions espagnols. Une flotte paraît à l'horizon ; ce sont eux ? Adlers le croit, et lance ses navires à leur rencontre. Ce ne sont pas les galions ; ce sont des vaisseaux de haut bord — une escadre puissante de 12 na-

(1) Pufendorf, livre XIV, § 43.

vires et deux brûlots — que l'Espagne envoie pour anéantir les rapaces brandebourgeois ; le marquis de Villafiel les commande ; il ne songe qu'à laver l'affront subi par son pays ; il est en force.

Adlers engage le combat, mais au bout de deux heures il succombe sous le nombre ; il a 40 tués et 30 blessés. Il donne l'ordre alors à ses frégates, de se réfugier dans le port de Lagos, en Portugal. Peu après il les ramène à Pillau, avec la gloire d'avoir tenu tête, avec une marine naissante, aux successeurs de l'*Invincible Armada* (30 septembre 1681).

∴

Avec la Hollande, l'Electeur a aussi de vieux comptes à régler. Ils portent sur les questions commerciales. Frédéric-Guillaume tient moins rigueur aux Hollandais de leur abandon pendant sa lutte contre les Suédois, que de leur obstruction systématique à ses desseins maritimes et coloniaux. Ils ont eu à son endroit une politique de coups d'épingle. Il n'est pas homme à pardonner les offenses.

Frédéric-Guillaume a conçu le projet d'envoyer des navires sur la côte de Guinée, autant pour y faire du commerce, que pour se renseigner sur la possibilité d'y fonder des comptoirs. Raulé et ses associés qui ont poussé l'Electeur dans cette voie, prennent à leur charge les risques et périls de l'expédition, l'Electeur ne se chargeant que du soin de leur fournir des équipages (13 juillet 1680). Deux

frégates sont armées à cet effet, le *Morian* et le *Wappen von Brandenburg*.

Pour se garantir contre toute fâcheuse surprise, Raulé avertit la Compagnie hollandaise des Indes orientales du voyage qu'il veut entreprendre. La Compagnie jette feu et flamme, en appelle à La Haye, et se prévaut de son droit exclusif de faire du commerce en Guinée, y ayant passé des traités avec les indigènes.

Avisés d'autre part des intentions de l'Electeur, par certains Etats de Hollande, notamment par la Frise, les Etats généraux, se sentant soutenus par l'opinion, prennent des mesures radicales. Ils publient un « édit » (8 octobre 1680) faisant défense à tous les sujets hollandais, de prendre du service à l'étranger, de prêter les bateaux de la République à des étrangers, qui voudraient s'en servir pour faire la guerre de course. Tous les bateaux hollandais loués dans ces conditions, ont ordre de rallier la Zélande. Les édits précédents sont renouvelés, qui interdisent à quiconque, de servir des intérêts étrangers, dans les territoires concédés aux Compagnies hollandaises des Indes orientales et occidentales.

Les Hollandais ayant eu l'art de faire des spécifications dans leurs défenses, seul le Brandebourg est atteint par celles-ci, seul il se trouve dans la situation qui motive tant de colère ; combien de Hollandais n'emploie-t-il pas ! les navires de Raulé sont hollandais (1) !

(1) En effet, ce n'est que le 1^{er} octobre 1684 que le grand Electeur

L'Electeur relève le gant. Il exige des Etats généraux, qu'ils retirent leur édit « dans les quinze jours ». Il publie un édit à son tour (30 octobre 1680) qui interdit aux Hollandais qu'il a à son service, de déférer aux ordres venus de La Haye, sous peine « d'être considérés comme déserteurs, et d'être punis de coups de bâton, voire de mort. » Il rappelle les sujets brandebourgeois qui travaillent en Hollande, et leur défend d'y retourner, les menaçant de châtimens corporels et d'amendes (1).

Les Etats généraux répondent à cette attaque directe. C'est un chassé-croisé d'ultimatums. Ils ne reconnaissent à personne le droit de contrecarrer les ordres qu'ils donnent à leurs ressortissans. Ils admettent, après tout, que l'Electeur soit libre d'envoyer qui bon lui semble, en Guinée, mais ils l'avertissent, que cela « n'ira pas sans inconvénients » (16 novembre 1680).

Réponse de Frédéric-Guillaume : « les inconvénients ? Je m'en charge ; c'est une affaire qui ne regarde que moi. Par contre, la pleine mer est une question qui regarde tout le monde ; elle est du domaine public ; le commerce et la navigation y sont libres ; les juristes hollandais eux-mêmes l'ont proclamé. Quelle chicane me cherche-t-on ? La France, l'Angleterre, le Danemark n'exercent-ils pas leur contrôle sur d'immenses territoires, qu'ils n'ont reçus que de leur bon vouloir ? Pourquoi le Brandebourg aurait-il moins de

achète une flotte à Raulé. Jusque-là, « la marine brandebourgeoise » était prise en location.

(1) Schück, tome II, R. 65, pièces 6 et 8.

droits que les autres nations ? (1) » Il ajoute qu'il n'entre pas dans son intention de ravir à la Compagnie hollandaise les comptoirs qu'elle dirige. Dès lors, pourquoi cette levée de boucliers ?

Les Etats généraux font cas de la franchise de l'Electeur ; ils enregistrent l'engagement qu'il prend. La polémique s'adoucit. La Hollande concède, qu'elle ne veut tenir les étrangers éloignés, que des seuls territoires achetés par les Compagnies hollandaises, et sur lesquels celles-ci ont un privilège. Elle ne peut accorder au Brandebourg un régime d'exception. Ses intentions sont pures ; l'Electeur pourrait s'en convaincre, s'il ne « se laissait pas circonvenir par des sujets hollandais qui n'ont pris du service à l'étranger, que dans un esprit de lucre, et qui trahissent la vérité des faits (2) ».

Frédéric-Guillaume se déclare satisfait de ces explications. La situation est nette. La querelle s'apaise.

Mais la Compagnie hollandaise des Indes orientales n'a pas désarmé. Son intérêt d'abord ; toutes les explications qu'on voudra, ensuite. Elle s'en tient à l'édit des Etats généraux d'octobre 1680, car il est favorable à son désir. Elle se charge de le faire respecter. En janvier 1684, elle s'em-

(1) Schück, tome II, R. 65-6.

(2) La pointe est dirigée contre Raulé. L'envoyé Amerongen auprès de l'Electeur, écrit aux Etats généraux de Hollande « on ne saurait s'imaginer, quels mauvais services Raulé nous rend ».

Lettres d'Amerongen, 22 et 25 novembre 1684. Waddington, t. II, p. 481, d'après les *Urk. et Aktenst.*, III, 629 et 633.

pare, sur les côtes de Guinée, du *Wappen von Brandenburg*, navire électoral.

Le motif est futile : le capitaine de ce navire, profitant d'un eaccalmie, aurait jeté l'ancre à 3 milles d'Axim, et aurait vendu aux nègres accourus... un tonneau de vin. Deux navires de la Compagnie hollandaise se présentent aussitôt, arraisonnent le *Wappen von Brandenburg*, constatent que son capitaine, Bartelsen, est natif de Flessingue, qu'il s'est livré au commerce dans les limites défendues, et conduisent navire et gens à Elmina. Là, le Directeur général de la Compagnie, assisté de son Conseil, prononce la confiscation du *Wappen von Brandenburg*, incarcère Bartelsen et le condamne à ne revenir en Guinée, que s'il se met au service de la Compagnie hollandaise (1).

Les navires de cette Compagnie ont essayé de capturer également le *Morian*. Mais Blonck qui le commande, échappe, et parvient à regagner Glückstadt. Ce qu'il rapporte est maigre ; il a pu à peine toucher barre en Guinée ; il a conclu cependant un traité, avec trois chefs nègres, entre Axim et le cap des Trois Pointes (2). Il rapporte en tout cas à l'Electeur, la nouvelle que le *Wappen von Brandenburg* est saisi (août 1681).

(1) Schück, tome II, pièce justif., R. 65-8.

(2) Ces trois chefs nègres de l'Ahanta ont passé à la postérité ; ils s'appelaient : Pregatte, Sophonie et Apany. Blonck leur avait promis de revenir dans les dix mois qui suivraient, avec un lot de marchandises. Il construirait alors un fortin. En attendant, il leur avait confié un pavillon brandebourgeois, afin que la prise de possession du territoire fut établie, même en son absence.

C'est un beau tapage à la Cour. Les Etats généraux sont accusés de félonie. Raulé se démène ; c'est lui qui perd le plus ; il réclame des dommages, les frais du navire, et 100 0/0 du « manque à gagner », calculé sur la valeur de la cargaison que rapporte le *Morian* : 68.000 thalers au bas mot. Frédéric-Guillaume écrit à son envoyé à La Haye, Diest, d'exiger la levée immédiate de la saisie, ou bien une indemnité (1). Amerougen, qui représente la Hollande à Berlin, s'évertue à prêcher le calme, à se porter garant de la bonne foi de ses compatriotes. Il ne convainc personne ; les esprits se montent.

Les Etats généraux répondent le 7 novembre à l'Electeur (2). Leur message est en hollandais. Ils n'admettent pas, que Hollandais et Brandebourgeois puissent en venir aux mains ; ils veulent vivre en paix ; mais vraiment le *Wappen von Brandenburg* s'est mis dans son tort ; il a fait du commerce en Guinée ; des témoignages irrécusables l'établissent ; il a contrevenu aux édits de la République ; il a mérité un châtiment. Des éclaircissements sont demandés en Guinée, au Directeur général de la Compagnie hollandaise ; il convient de les attendre, avant de se prononcer. Il est bon, en tout cas, que des Hollandais au service d'étrangers aient vu ce qu'il en cuit, de passer outre aux défenses faites ; la leçon sera salutaire.

Frédéric-Guillaume remercie les Etats généraux de leur bon vouloir (22 novembre 1681) ; il préfère toutefois que

(1) Ordre de Potsdam, 2 octobre 1681, Schück, t. II, R. 65-7.

(2) R. 65-7.

l'amitié qu'ils lui témoignent, se traduise par des actes : la restitution du *W. v. B.*, et le droit reconnu, de naviguer sur les côtes de Guinée. Le *Wappen von Brandenburg* a été capturé à tort. Le prétexte déclaré ne tient pas devant les faits (1). Le *Morian* qui, lui, ne faisait pas de commerce, a été poursuivi, lui aussi. Cela veut dire que la Compagnie hollandaise interdit toute navigation en Guinée ; elle exagère ; son privilège ne peut s'étendre à toute la côte de l'Or, qui a cent milles allemands. Ce privilège serait contraire au « Droit des gens » ; il équivaldrait à supprimer la liberté des autres, nations et à placer le monde sous l'autorité d'un seul maître, du plus fort. L'Electeur affirme derechef son « droit de naviguer comme les autres, comme les Hollandais eux-mêmes » ; il ne porte ombrage à personne, car la Compagnie qu'il a fondée, a ordre de ne s'établir qu'en des endroits sans maître. Tandis qu'il montre cette réserve, il voit Français, Anglais et Danois, qui possèdent des comptoirs dans les parages que la Hollande prétend lui interdire. Il réclame sa place dans le concert des occupants. Il propose que les édits hollandais qui sont peu amicaux pour lui, et qui contreviennent à l'article 10 du traité de 1678, n'aient de valeur que pour l'avenir ; pour le présent, les choses restent en l'état.

En février 1682, aucune nouvelle n'est encore venue d'Elmina, au sujet du *Wappen von Brandenburg* ; les

(1) Raulé écrira le 30 avril 1682, qu'il a appris en Hollande, que la vraie raison de la capture du *W. v. B.* était le manque de vivres où se trouvait la garnison hollandaise d'Elmina, en Guinée.

Etats généraux en informent l'Electeur. Celui-ci leur propose un arbitrage, afin d'en finir avec l'irritante question (1). Raulé penche pour la guerre de course ; il a 68.000 thalers à recouvrer ; « avec des écrits, on ne peut rien obtenir des Hollandais » déclare-t-il (2).

Il a raison. Comme La Haye reste insensible aux appels de Frédéric-Guillaume, celui-ci se résout à l'action. Le roi de France est de connivence. La frégate *Fuchs* est armée (3) ; son capitaine, Fors, est chargé d'effectuer une croisière de représailles en Guinée ; il amènera ses prises à Bergen, en Norvège.

Le *Fuchs* quitte Pillau le 23 novembre ; mais une tempête l'assaille dans le Cattégat ; il sombre (4). L'impatience de l'Electeur disparaît avec lui ; la violence est mauvaise conseillère ; mieux vaut reprendre les pourpalers interrompus ; ils dureront ce qu'ils dureront. Frédéric-Guillaume en charge son envoyé à La Haye ; il n'a plus le temps d'en suivre àprement le cours.

D'autres événements sont venus solliciter son attention : les rapports sont tendus entre la France et la Suède (5). Il suit cela de près. Ah ! s'il pouvait desservir son impitoyable ennemie du Nord ! Le 22 janvier il a resserré son

(1) Il pense au roi de France comme arbitre. Lettre à Diest, 20 février 1682.

(2) Lettre de Raulé, 30 avril 1682, à l'Electeur. Schück, t. II, pièces. R. 65, 8.

(3) 20 canons, 7 officiers, 46 matelots, 30 soldats.

(4) 5 décembre 1682.

(5) Waddington, tome II, p. 482.

alliance avec la France, à Coelln (1). Il est prêt à intervenir à ses côtés. Il s'illusionne ; il s' imagine que la France pourra jamais livrer la Suède, à la vengeance du Brandebourg et du Danemark accouplés !

(1) *Id.*, p. 484 et Schück, tome II, pièce 61.

XI

LA COMPAGNIE BRANDEBOURGEOISE D'AFRIQUE

Le traité de Cœlln avec la France renferme des articles — art. 9 et 10 — qui ne laissent pas que de surprendre. Il y est dit que : « les vaisseaux brandebourgeois pourront entrer librement et en toute sécurité dans les ports de France » et que « le Roy protégera la Compagnie brandebourgeoise en Afrique, et l'assistera en cas d'injuste attaque, sous quel prétexte et par qui que ce soit ».

Il existe donc à cette date une Compagnie brandebourgeoise d'Afrique ? Non, pas encore ; l'article devance les faits. Mais l'idée de créer cette Compagnie est dans l'air. L'Electeur se précautionne avant la lettre ; il tient à s'assurer de l'appui officiel de la France, contre la Hollande.

L'idée est dans l'air... Quand le *Morian* est revenu à Glückstadt, en août 1681, il a déchargé une cargaison de poudre d'or et d'ivoire. C'est le Pactole ; chacun de crier au miracle. Ce que racontait Raulé, des profits qu'on pouvait réaliser au loin, n'était donc pas un mensonge ! Voilà la richesse ; on la voit ; on la touche ; on est émerveillé.

C'est la première fois que le Brandebourg importe des produits coloniaux par ses propres moyens ; il y a de quoi s'enorgueillir ! Deux médailles sont frappées, qui doivent perpétuer le souvenir de cet événement extraordinaire.

Une des espérances de l'Electeur est réalisée. Il étudie avec intérêt, un mémoire que lui présente Raulé, en janvier 1682. Il cherche à garantir un lendemain à son premier succès ; loin de le décourager, le différend avec la Hollande lui sert d'aiguillon.

Pour se dédommager de la perte du *Wappen von Brandenburg*, Raulé prépare une nouvelle expédition en Guinée. Deux bateaux feront le voyage, le *Morian* et le *Kurprinz*. Mais qui donc couvrira les premières dépenses ? Raulé se met en quête de commanditaires, et l'idée lui vient d'une sorte de Société commerciale à constituer avec eux. Il entreprend l'Electeur, lui demande une « patente », le persuade, et arrive à ses fins. Le 17 mars 1682 paraît l'*Edikt wegen octroirung der aufzùrichtenden Handels-Kompagnie auf den Küsten von Guinea* (1). C'est le premier pas vers la création d'une grande Compagnie.

Raulé estime que le capital de sa société, doit atteindre 50.000 thalers. Il fait campagne pour les rassembler. Il souscrit personnellement pour 6.000 thalers, l'Electeur pour 8.000 thalers, et le Kurprinz pour 2.000. Tous les courtisans y vont de leur participation. Le prince d'Anhalt s'inscrit pour 2.000 thalers. 48.000 thalers ! Raulé atteint

(1) André Chéradame, *La colonisation et les colonies allemandes*. Plon.

ce chiffre : les navires peuvent mettre à la voile (1) !

Ils quittent Glückstadt (2). Blonck commande le *Morian* et Boss, le *Kurprinz*. Le major Otto Frédéric von der Gröben, explorateur réputé, accompagne l'expédition ; il représente l'Electeur ; il a des instructions détaillées ; il doit renouveler le traité passé par Blonck avec les trois chefs nègres de l'Ahanta, apporter à ceux-ci des cadeaux, fonder un comptoir, et prendre effectivement possession du territoire.

Von der Gröben s'acquitte avec succès de sa mission. Il aborde à la Côte de l'or, renouvelle le traité avec les trois « cabeceres », proclame l'Electeur « souverain du pays », réserve au Brandebourg le droit exclusif de faire du commerce en cette région, et étend les « possessions électorales », en achetant des terres aux nègres de Pequoso. Il fonde un comptoir au mont Mamfort, entre le cap Axim et celui des Trois Pointes. Le 1^{er} janvier 1683, il prend officiellement possession du pays, au nom de Frédéric-Guillaume.

Puis il construit un fort de 20 canons, le baptise : « Gross Friedrichsburg », y laisse une garnison, un lot de marchandises pour les échanges, affecte le *Kurprinz* au transport des esclaves en Amérique, et rentre à Pillau, à bord du *Morian*, pour rendre compte à l'Electeur, des résultats fructueux du voyage.

L'Electeur, certain que le Brandebourg pourra faire

(1) Lettre de Raulé. — Schück, t. II, R. 65-8.

(2) En mai 1682. L'Electeur a prêté 100 soldats Brandebourgeois à von der Gröben.

figure dans l'exploitation des colonies, n'hésite pas à rendre un édit — le 18 novembre 1682 — qui crée une Compagnie brandebourgeoise d'Afrique, sur le plan des compagnies des autres pays. Il lui réserve expressément, pendant 30 ans, le commerce de la côte d'Afrique ; il l'assure de sa protection, s'engage à construire un fort au cap des Trois Pointes, et à verser 6.000 thalers par an pour y entretenir une garnison. Il va plus loin ; il affranchit la compagnie, pour trois ans, des droits d'exportation et d'importation, et promet — ce délai passé — de restituer annuellement à la compagnie, le tiers du montant des droits pleins qu'elle aura acquittés durant l'année échue. L'édit mentionne, que la compagnie pourra transporter le centre de ses affaires, de Kœnigsberg « à Emden ».

..

Emden

A Emden ? C'est qu'un fait, capital pour Frédéric-Guillaume, a rempli l'année 1682, un fait qui donne à ses visées d'expansion coloniale, un corps et un programme.

L'Ostfrise est un pays peuplé de Hollandais, mais gouverné par un prince autonome. Les Etats d'Ostfrise sont en difficulté avec leur prince, et ont recours aux Etats généraux de Hollande qui les appuient. Le prince meurt ; sa femme, la princesse régente Christine-Charlotte, veut se dégager de la tutelle des Etats généraux ; elle consulte

l'Empereur, car ses Etats font partie de l'Empire. L'Empereur vient en aide à Christine-Charlotte, et la met sous la protection des deux princes impériaux les plus voisins de l'Ostfrise : l'Electeur de Brandebourg « directeur du cercle de Westphalie », et l'évêque de Münster.

Le désaccord entre les Etats d'Ostfrise et leur souveraine s'accroît. Les ducs de Brunswick, appelés par Charlotte, arment en toute hâte afin de la secourir.

L'Electeur offre alors à la Princesse Régente, sa médiation intéressée ; il s'autorise de la décision impériale. Mais il est éconduit ; il est le 3^e larron dont on se défie ; son envoyé à La Haye, Diest, a négocié en secret avec les Etats d'Ostfrise ; il a préparé un scénario, qui doit permettre au Brandebourg de pêcher en eau trouble. Charlotte s'en doute, et écarte l'ambitieux.

Frédéric-Guillaume joue son rôle jusqu'au bout ; il a recours à la force. Il se concerta avec l'évêque de Münster, pour que les troupes de ce dernier barrent la route aux troupes de Brunswick. Puis, assuré de ce côté, il embarque 300 hommes à bord de sa flotte, à Glückstadt (1), et les jette, dans la nuit du 5 ou 6 novembre, près du fort de Greetsiel, à l'embouchure de l'Ems. Le 15 la place capitule. Les Brandebourgeois s'y installent ; intervenir en faveur des Etats d'Ostfrise ou de la Princesse Régente importait peu ; il fallait trouver un prétexte pour prendre possession d'Emden. Diest réapparaît (2) ; il signe avec les

(1) Fin octobre 1682. Sous le commandement de Braud.

(2) Waddington, t. II, p. 496.

Etats d'Ostfrise un traité, aux termes duquel, ceux-ci ratifient le fait accompli, et autorisent les troupes de l'Electeur à s'établir à Emden « pour une durée illimitée » (1). L'Ostfrise subviendra aux frais de cette garnison étrangère, moyennant une somme une fois versée de 2.000 thalers, et une mensualité de 1.700 thalers.

Frédéric-Guillaume vient de se nantir d'un port admirablement situé. Lui qui aspire à la possession des côtes baltiques, parce qu'il veut de là se lancer sur les mers, le voici aujourd'hui, solidement établi sur la mer du Nord, en une base navale qui double son rayon d'action. Emden n'est relié par terre à aucun Etat électoral ; c'est par mer seulement que les communications sont possibles avec la Prusse. Tant mieux ! Cette circonstance développera le grand cabotage, qui servira d'école aux marins brandebourgeois, avant qu'ils n'entreprennent des voyages de plus grande envergure.

La Hollande s'émeut de cet inquiétant voisinage ; elle perd, d'un seul coup, le contrôle longtemps exercé sur l'Ostfrise ; un ambitieux s'est établi à sa frontière, dont elle a tout à redouter. Elle proteste ; elle démontre que l'Ostfrise est une dépendance naturelle des Provinces Unies ; elle la réclame. Mais sa plainte ne trouve aucun écho. L'attitude de la France et de l'évêque de Münster lui interdit de se lancer dans une aventure armée. L'Electeur reste bientôt, le maître incontesté d'Emden.

(1) 8 novembre 1682. Schück, t. II, n° 66.

C'est là qu'il désire que « sa » compagnie se transporte, la compagnie qu'il vient de fonder (18 novembre 1682). Raulé ne se montre pas partisan de cette mesure ; Emden, mais c'est se mettre entre les mains des Hollandais ! pour faire vivre la Compagnie, il faudra tirer des Pays-Bas les matières premières, les vivres ; c'est hors de prix.

Frédéric-Guillaume s'entête. Un mémoire publié le 15 mars 1683 obtient son suffrage (1), car il développe l'idée qui est sienne : Kœnigsberg n'est pas situé à propos, pour rester le grand port d'une compagnie africaine ; la navigation baltique est dangereuse en hiver ; les péages du Sund sont une gêne constante ; Emden, « un des meilleurs ports d'Europe », regarde la mer libre, la mer sans tempête. Que demandent les habitants de l'Ostfrise pour être heureux ? qu'on protège leur commerce. L'Electeur a son devoir tout tracé. Qu'il s'attache l'Ostfrise, en l'intéressant au sort de la Compagnie brandebourgeoise ; il aura conquis ainsi un territoire et des cœurs, sans guerre, sans violence, par simple persuasion.

L'Electeur s'inspire de ses conseils ; il capte la confiance des Etats d'Ostfrise, et signe avec eux l'avantageux traité du 2 mai 1683 (2). Les navires frisons pourront faire partout librement le commerce. Le Danemark leur accordera les avantages qu'il consent au Brandebourg ; ils entreranno dans les ports de Prusse sans payer de droits. Les chantiers

(1) Schück, t. II, n° 71.

(2) Schück, t. II, n° 73. C'est Knyphausen qui a négocié au nom des Etats d'Ostfrise.

navals de l'Electeur sont ouverts à l'Ostfrise. En échange, les Etats d'Ostfrise déclarent que les Brandebourgeois seront considérés à Emden, comme des indigènes. L'Electeur pourra y construire des magasins. Il est spécifié que l'Ostfrise ne fera de commerce en Baltique, qu'avec la Prusse.

Raulé serait bien mauvais courtisan s'il boudait davantage. Il s'en garde. Il fait contre mauvaise fortune bon visage. Il se rend à Emden. On l'y reçoit comme un personnage providentiel ; cela le flatte. Il est favorablement impressionné par ce qu'il voit : port, chantiers, magasins ; il accepte de transporter à Emden le siège de la Compagnie brandebourgeoise (1) ; il autorise l'Ostfrise à y souscrire une somme de 25.000 thalers, et ne rougit pas d'accepter, en secret, une « commission » de 2.400 thalers.

(1) Schück, tome II, n° 68.

L'organisation maritime du Brandebourg est ainsi conçue :

A Berlin : l'Oberadmiralität, composée de Raulé, Knyphausen, Eberhard von Danckelmann, et chargée de diriger « l'Admiralität-kollegium ». Elle a la haute main sur les Amirautés de Pillau et d'Emden, veille à la distribution de la paye aux équipages, et encourage les autorités maritimes en leur réservant 5 0/0 des prises. (ordre du 7 juillet 1689).

A Pillau et à Emden : des Amirautés. Celle d'Emden remplace tout à fait celle de Pillau. Elle se compose d'un Président et de 4 conseillers. Elle entretient les navires, donne des instructions aux équipages, rend une justice « aussi bonne qu'aux Pays-Bas » et basée sur le droit de l'Empire et les usages ; elle peut délivrer des lettres de course.

Sur l'ordre du grand Electeur, un « Droit de la guerre maritime » est publié en 1682. Il ne fut guère respecté.

Que devient, en toute cette affaire, la Princesse Régente Christine-Charlotte ? Trompée par l'Electeur, spoliée, elle en appelle à l'Empereur. Un procès s'engage devant la Cour impériale, un procès sans fin. En 1693 il durait encore ; il n'était même pas une ombre au tableau.

XII

PROSPÉRITÉ DE LA COMPAGNIE

La colonie de Guinée prospère. En 1684, un de ses agents, un nommé von Dilger s'établit au cap des Trois Pointes ; il y élève deux forts, l'un sur le cap même, l'autre près de la bourgade d'Accada, et lui donne le nom de « Dorotheen Schanze », en souvenir de la femme de l'Electeur.

Les habitants de Tacarary réclamant à l'envi la protection du Brandebourg, d'autres petits forts sont construits au Nord-Ouest du Cap. Chaque fort a sa boutique où s'opèrent les échanges (1685).

La même année, les cabeceres de Mamfort dépêchent un des leurs en ambassade auprès de l'Electeur, leur « souverain ». Ce nègre arrive à Berlin : il est ébloui par la ville et la cour ; on le comble de présents, on le choye ; il est la première forme tangible du succès de la Compagnie. L'envoyé noir renouvelle les conventions établies, et fait solennellement sa soumission au grand Electeur. Puis il

s'en retourne au cap des Trois Pointes, vanter à ses commettants, la gloire et la puissance de leur maître.

Cependant la Compagnie à qui sourit la fortune, songe à s'étendre. Elle convoite l'île d'Arguin, située entre le cap Vert, et le cap Blanc, et réputée pour son commerce de gomme, d'ambre gris et pour ses pêches. Les Français, en 1678, s'en étaient emparés, puis l'avaient abandonnée, après avoir démoli le fort de l'île. En 1685, le capitaine brandebourgeois Reers y aborde, et provoque la soumission du chef du pays, Seyet Wilde Heddy « roi d'Arguin ». Le commerce de l'île est déclaré monopole de la Compagnie brandebourgeoise, et sur l'emplacement de l'ancien fort, un fortin est reconstruit. L'acte définitif de cession date de 1687.

La position de l'île d'Arguin est unique ; elle est proche du Sénégal ; elle est le point d'Afrique le moins distant de l'Amérique ; c'est un inappréciable avantage pour le trafic des négriers.

XIII

PROGRÈS A L'INTÉRIEUR DU BRANDEBOURG

En même temps qu'il se lance dans le commerce d'outre-mer, Frédéric Guillaume développe le Commerce dans ses Etats. Comme toujours, les mesures qu'il prend, dépassent la modestie de ce commerce. Il voit très grand. Sur terre, par suite de l'état chronique de guerre, les transactions sont demeurées illusoires ; l'industrie est nulle ; et sur mer, dans la Baltique, l'activité relative qui s'y manifeste, a son siège dans des ports qui n'appartiennent pas au Brandebourg.

Il n'est cependant pas sans intérêt de rappeler en cette place, quels sont les moyens mis en œuvre par l'Electeur, pour stimuler la vie économique dans ses Etats.

Son peuple étant ruiné, clairsemé et ignorant, il appelle des colons hollandais en Brandebourg, qui créent des fermes modèles — des hollanderies — et qui enseignent aux indigènes, comment on élève le bétail, comment on vient à bout d'une terre ingrate, comment on dessèche les marais du Havel au moyen de canaux (1).

(1) Lavissee et Rambaud, tome VI, chapitre xv, par Georges Blondel.

D'industrie, il ne peut être question encore. Ce qu'il faut d'abord, c'est permettre aux produits du sol de s'échanger ; il y a trop de péages. L'Electeur s'applique à en réduire le nombre (1). Il unifie toutes les mesures sur celles de Dantzig, qui a longue pratique des affaires avec l'intérieur, mais surtout avec l'étranger.

En 1678 Frédéric-Guillaume institue un « Collège général du Commerce », à Berlin, et le charge de faire aboutir les réformes commerciales. Sous sa surveillance, la poste aux lettres est rétablie et fonctionne.

L'Electeur a besoin d'argent pour son armée de 27.000 hommes, pour ses fonctionnaires, pour ses travaux publics et pour ses constructions particulières. Il lève des impôts qui lui rapportent 500.000 thalers ; il procède par impôts indirects qui frappent moins ouvertement ses sujets. Il monopolise la vente du sel pour augmenter ses revenus.

Donnant toutes ses faveurs aux questions maritimes, Frédéric-Guillaume centralise entre les mains d'un seul

(1) Transformation du régime douanier en Prusse. Un traité de 1641 qui garantissait à Vladislas IV, roi de Pologne, un revenu de 100.000 florins par an, arrive à expiration en 1644. L'Electeur n'a aucune envie de le renouveler, et malgré le roi de Pologne qui tient à ce que son « vassal » lui continue cette rente, il abolit — le 2 avril 1646 — les taxes surélevées de douane à Pillau et à Memel, afin de prouver à ses sujets prussiens « son affection paternelle ». Il continue à percevoir pour lui les droits anciens, mais le fait de la suppression des taxes surélevées, prive le roi de Pologne de son revenu, et favorise le commerce prussien.

Waddington, tome I, p. 143 et 144. *Urkunden und Aktenstücke zur Geschichte des Kurfürsten F. W. I.*, p. 177.

homme — Raulé — tout ce qui y a trait. Il le nomme successivement « Conseiller électoral » « directeur des constructions navales », enfin « directeur général de la marine » (1676).

L'Electeur entend que ses sujets s'éprennent des choses de la mer ; il porte son action sur la jeunesse qu'il veut enthousiaste mais instruite, et multiplie à son usage les « Collèges de Commerce et d'Amirauté ». Il en fonde à Kolberg, à Kœnigsberg, à Memel, à Pillau (1680) » (1).

Il donne ses soins aux travaux du port de Pillau — son seul port — qu'il fait nettoyer, et dont il augmente le rayon d'action, en le reliant par un chenal aménagé à travers le Frische Haff, à la terre ferme (1679).

Aux navires marchands, qui se hasardent avec précaution sur les routes maritimes infestées de corsaires, il accorde des vaisseaux convoyeurs. Il ramène la confiance parmi les navigateurs.

L'Electeur nomme même des Consuls à l'étranger, qui

(1) Dès la paix revenue, après le traité de Saint-Germain du 29 juin 1679, Raulé se met à chercher les moyens de développer le commerce du Brandebourg. L'Electeur suit aveuglément ses conseils.

Raulé s'intéresse aux travaux des ports, à Pillau ; il fait refaire les écluses de Tapiau et de Labiau.

Il essaye de créer une Société de constructions navales à Kœnigsberg.

Le collège d'Amirauté, fondé à Pillau en avril 1681, est sous la direction de Raulé. Il est chargé de mettre de l'ordre dans la législation maritime. Le texte de ses travaux n'est pas venu jusqu'à nous.

ont charge de défendre leurs nationaux, et d'ouvrir de nouveaux débouchés au Commerce du Brandebourg.

Sa protection intelligente, il la donne aux chantiers de constructions maritimes. Dantzig est l'objet de sa sollicitude, Dantzig qui sur ce chapitre, a innové deux siècles plus tôt, une politique contraire aux règlements de la Hanse (1).

La Hanse ne voulait en effet aucun étranger dans son sein, parmi ses armateurs ; elle défendait à ses membres de construire ou de vendre des navires pour le compte d'autrui. Elle avait même restreint aux seuls citoyens d'une ville hanséatique, le droit d'ouvrir des chantiers navals. Dantzig avait passé outre. Grâce à ses forêts, grâce aux fers importés de Suède, ses chantiers construisaient à meilleur compte que les autres, et son Commerce s'était fait depuis longtemps une spécialité, en important des chênes et des pins en Angleterre et en Hollande. La ville s'était couverte au regard des décisions prohibitives de la Hanse, par une autorisation formelle du Grand Maître de l'ordre teutonique (1453) lui octroyant le droit de construire des navires au profit des étrangers.

Au xvii^e siècle, les constructions navales sont devenues des industries locales. La Baltique en est le centre en Europe. Les chantiers de Dantzig n'ont rien perdu de leur prospérité ; ceux de Königsberg et de Lübeck sont très achalandés.

(1) Voir Aimé Dussol, *Les grandes compagnies de navigation et les chantiers maritimes en Allemagne*, II^e partie. Avant-propos historique. Pedone, 1912.

Quand l'Electeur s'établit en Ostfrise, et transfère le siège de la « Compagnie du Commerce d'Afrique » de Kœnigsberg à Emden (1683), il crée dans ce dernier port des chantiers navals. Il désire avoir sur la mer du Nord l'équivalent de ce qu'il possède en Prusse. Il ne veut dépendre que de lui-même, en quelque endroit qu'il se trouve.

XIV

RAPPROCHEMENT AVEC LA HOLLANDE

Nous avons laissé l'Electeur, inquiet de s'immiscer dans les démêlés entre la France et la Suède, se garantir les bonnes grâces de Louis XIV, en signant un traité favorable à ses desseins (janvier 1682). Il laisse percer le projet qu'il caresse, mais se heurte de la part de la France à une fin de non recevoir qui équivaut à un veto. Frédéric-Guillaume est rivé à l'inaction. Ses récriminations n'ont pas de portée. Alors ses yeux s'ouvrent : que lui a valu son alliance avec la France ? Quel a été le prix de ses génuflexions ? Il n'a atteint aucun des avantages espérés ; Louis XIV a cessé de payer ses subsides, et ne paye plus le Brandebourg qu'en avanies. C'en est trop.

L'Electeur s'est fourvoyé ; à lui à modifier le jeu de ses alliances. Mais quel est l'Etat qui peut lui être secourable ? La Hollande ? Il se sent entraîné vers elle par instinct. Mais que d'obstacles à un rapprochement immédiat ! Les querelles sont toujours brûlantes, et les discussions des plus énervantes ; sur le terrain colonial, les frictions continuent :

en janvier 1685, les Etats généraux n'ont encore versé aucune indemnité, pour la saisie du *Wappen von Brandenburg* (1).

Quel courant à remonter ! Combien de lest à jeter pour atteindre la région des négociations sereines ! Pendant six mois, Frédéric-Guillaume bridant son amour-propre, déploie toutes les ressources de sa faconde et de sa volonté de persuasion. Ses réclamations il les atténue (2) ; l'indemnité qu'il attend, il en diminue l'importance. Il veut s'attacher la Hollande, il veut se ménager l'avenir ; il obtient de traiter.

Le traité du 13 août 1685 liquide les différends entre le Brandebourg et la Hollande, et clarifie l'horizon. L'Electeur renonce aux subsides des Etats généraux, et se contente d'une somme — payable en 10 ans — de 440.000 thalers, dont 40.000 représentent l'indemnité pour le *Wappen von Brandenburg* (3). De part et d'autre on s'engage à éviter à l'avenir, que des conflits surgissent entre les Compagnies rivales en Afrique. L'article 7 prévoit que la Compagnie brandebourgeoise d'Emden et la Compagnie hollandaise, nommeront des commissaires qui se rendront en Guinée, pour délimiter les zones dévolues au Commerce de l'une et de l'autre. Enfin l'alliance défensive de 1678 est confirmée : Hollande et Brandebourg s'assurent mutuellement de leur concours, en cas de trouble dans la chrétienté.

(1) *Urk. et Aktenst.*, III, 772. Waddington, t. II, p. 534.

(2) Ambassade de Fuchs à La Haye (mai-août 1685).

(3) Waddington, tome II, p. 546.

Fort de cette mise au point, Frédéric-Guillaume consolide la position de sa Compagnie du Commerce d'Afrique. Elle avait sa direction à Berlin, son siège social à Emden (1683), ses navires à Emden, à Pillau, à Hambourg. L'Electeur centralise tous les services à Emden ; il y rassemble la flotte (1).

Les Etats d'Ostfrise manifestent leur reconnaissance, en plaçant 24.000 écus dans l'entreprise ; le pays de l'Ems veut

(1) En mai 1682, la « flotte brandebourgeoise » est toujours une flotte de location ; un dernier contrat est signé à cette date avec Raulé, mais nous n'en possédons pas le texte. Nous savons que cette flotte se compose ainsi :

Le Frédéric-Guillaume :	54 canons, port d'attache :	Pillau
La Dorothée	40 «	Kœnigsberg
Le Lion Rouge	32 «	lancé à Pillau
Le Renard.	20 «	« Pillau
Le Lion d'Or	20 «	port d'attache : Glückstadt
La Salamandre (brûlot) . .	6 «	« Pillau
Le Saint-Pierre (brûlot) . .	6 «	« «
Le Rummelpot	8 «	« «
Le Littauer Bauer	8 «	« «

Devant la prospérité de son entreprise coloniale, l'Electeur ne se contenta plus d'une escadre permanente de location. Il voulut posséder une marine nationale. Par le traité du 1^{er} octobre 1684 il acheta à Raulé, 9 navires portant 176 canons, pour 109.340 thalers brandebourgeois, à acquitter, la moitié en six mois, l'autre moitié à raison de 1.500 thalers par mois. En 4 ans 1/2, l'Electeur fut quitte de cette somme.

La marine brandebourgeoise qui ne comptait que le *Margrave de Brandebourg* (ancien *Charles II*) propriété de l'Electeur, du coup, prenait forme et puissance. Voir Schück, t. II, 55.

être solidaire de la bonne fortune de la Compagnie. Les mêmes Etats font davantage ; ils augmentent la subvention destinée à la garnison brandebourgeoise ; ils lui donnent le nom caractéristique de *Bataillon de Marine*. C'est, dans l'histoire, la première manifestation d'une troupe de Débarquement organisée (1).

(1) Raulé avait demandé la constitution d'une Compagnie de marine dès avril 1681. L'Electeur n'en autorisa la création qu'en se rendant compte de la nécessité de prendre solidement pied à Emden. (En novembre 1682, Schück, t. II, R. 65, 8). Le 5 septembre 1684, il y eut une Compagnie de 110 hommes à Emden ; il y eut jusqu'à 4 Compagnies dans la suite ; en 1692 réduites à 2.

Ce « Marine Bataillon » était chargé d'assurer la relève des équipages de la Compagnie, des garnisons de Guinée, et aussi de servir les intérêts du Brandebourg dans l'Ostfrise.

XV

ÈRE DES DIFFICULTÉS

Devant la condescendance de l'Electeur, la jalousie de la Hollande semble éteinte momentanément. Mais en Europe, les velléités d'expansion du Brandebourg ont éveillé d'autres susceptibilités. C'est à les endormir, que s'emploie maintenant Frédéric-Guillaume ; il se voit contraint de suivre de très près les affaires du continent ; à son corps défendant, il se détourne de la mer.

L'Angleterre a le quasi-monopole de la pêche du hareng. Elle redoute la concurrence possible du Brandebourg ; quand il aura pris goût aux entreprises coloniales, et qu'il faudra faire produire le plein rendement à sa marine toujours croissante, c'est à la pêche qu'il l'enverra. La pêche est rémunératrice ; les pêcheries d'Arguin sont excentriques ; la mer du Nord sur laquelle l'Electeur a une base puissante, peut retenir son attention. C'est le danger (1). L'Angleterre prend les devants pour le conjurer.

(1) Sekück, tome II, R. 65, 7. L'amiral Rupreeht laisse à l'Elec-

Elle dépêche auprès de Frédéric-Guillaume, le grand Amiral Ruprecht, prince palatin, avec mission de recueillir la renonciation solennelle du Brandebourg à la pêche du hareng et à tous les moyens propres à la favoriser. L'Electeur se hâte de souscrire à ces prétentions ; il tient à maintenir ses bons rapports avec l'Angleterre ; que pèse pour lui, dans la crise qu'il traverse, la pêche du hareng !

Avec la France, ses rapports sont en effet très tendus. C'est lui qui en est responsable ; il ne s'en cache pas, mais ne se sentant pas assez fort pour consommer la rupture définitive, il louvoie. Quand la Compagnie française d'Afrique s'empare du *Morian* (1), navire brandebourgeois, et que Frédéric-Guillaume, payant d'audace, réclame des dommages à Versailles, Louis XIV (2), avant d'en entendre davantage, exige de lui de franches explications : que signifie son attitude nouvelle à l'égard de la France (3) ? L'Elec-

teur un document (23 déc. 1681) attirant son attention sur le danger qu'il peut y avoir à développer la marine brandebourgeoise et à venir concurrencer les Anglais dans le détroit de Davis (Davis-trasse).

(1) La Compagnie française des Indes occidentales perdit en 1673 le privilège de la côte occidentale d'Afrique. Ce privilège passa en 1681 à la « Compagnie du Sénégal ». En 1685, le commerce de Guinée fut concédé — de Sierra Leone au Cap — à une Compagnie française distincte. La Compagnie du Sénégal fut réunie en 1719 à la Compagnie des Indes ; celle-ci obtint en 1720 le commerce de Guinée.

Dufrène de Francheville, t. III, p. 125 et 142.

(2) Lettre de l'Electeur à l'archevêque de Cologne, 14 sept. 1685.
Lettre de Louis XIV à son ambassadeur Rébenac, 8 sept. 1685.

(3) Instructions à Rébenac. Waddington, t. II, p. 548.

teur n'a cure de se compromettre ; il assure la France de la pureté de ses intentions (1) ; il se déclare satisfait de recevoir 20.000 écus d'indemnité pour le *Morian*. Plus tard le navire lui sera même restitué (novembre 1685) (2).

La scission s'accroît quand Louis XIV révoque l'Edit de Nantes (Fontainebleau 17 octobre 1685). Frédéric-Guillaume réplique à cette mesure, en ouvrant ses Etats aux huguenots français. Il en accueille 20.000. Son renom de prince tolérant se fortifie, et ses terres se peuplent. Il fait pièce à Louis XIV et attise son courroux. Des deux parts on s'observe. Chacun se croit personnellement visé par les mesures que prend l'autre. A la colère d'Etat, s'ajoutent les ferments de haine de l'amour-propre piqué.

L'Electeur est particulièrement froissé dans sa conviction de calviniste ; son mysticisme le conduit à croire, qu'il est l'élu du vieux Dieu réformé pour châtier la France. La France est coupable ; elle a rompu l'ordre établi ; elle perturbe la conscience publique ; Frédéric-Guillaume sera le justicier... et amputera la France de la Bourgogne et de la Lorraine. C'en est fait ; sa résolution est prise.

Mais pour aboutir, il lui faut le précieux *concours des Impériaux*. Or, l'Autriche lutte contre le Turc. Au siège de Bade, elle fait même tuer sans scrupule les « hérétiques Brandebourgeois » que l'Electeur lui a dépêchés comme renforts. Elle a d'autres soucis, que celui de provoquer encore la France !

(1) Lettre de l'Electeur à Louis XIV (5 décembre 1685).

(2) Lettre de l'Electeur à Spanheim, 24 nov. 1686.

La politique qu'elle suit dans l'Empire, se heurte aux intérêts nouveaux de l'Electeur. Elle a exigé que Frédéric-Guillaume se dessaisît de la créance de Lichtenstein sur l'Ostfrise, de cette créance qui donnait un droit d'hypothèque au Brandebourg sur le pays de l'Ems, et que l'Electeur s'était appropriée à bon escient.

Non, l'Autriche n'est pas en condition pour entreprendre contre la France la croisade que rêve Frédéric-Guillaume. Elle ne s'enrôle pas sous la bannière de Luther. Elle est déjà en retard d'une année et d'une armée.

Après de cette abstention, que pèse dans la balance l'amitié de l'Espagne ? Le commissaire brandebourgeois Fridag a su la rallier à la cause de son Maître, mais au prix de la restitution du *Charles II* (1687) dont la capture, par la marine électorale, avait produit une si intense émotion sept ans auparavant (1).

Le Danemark de son côté se détourne de Frédéric-Guillaume. Une vieille alliance se dénoue. Le Danemark redoute, s'il suit le sillage de l'Electeur, les conséquences d'une rupture avec la France. Tour à tour Jean d'Hoverbeck puis Raulé, envoyés par l'Electeur à Copenhague, se heurtent à une consigne rigoureuse (2) : le Danemark veut avoir les mains libres. Tout au plus consent-il à parler commerce, à jeter les bases d'un traité de Commerce qui englobe l'île de Saint-Thomas aux Antilles (décembre

(1) *Urk. und Achtenst.*, XIV, 1368.

(2) Instructions d'Hoverbeck, 26 nov. 1685.

1685-1686) et dont la ratification ne sera du reste jamais poursuivie.

Décidément, c'est sur la seule *Hollande*, que Frédéric-Guillaume peut faire fond. Auprès d'elle il se fait son propre ambassadeur ; il se rend à La Haye, et entreprend le siège de son neveu Guillaume d'Orange (août 1686). Il lui représente l'urgence de créer une ligne protestante présidée par la Hollande et le Brandebourg, pour lutter contre les prétentions ultramontaines de la France ; il fait miroiter à ses yeux des acquisitions possibles de territoires.

Mais les intérêts mercantiles des Provinces-Unies l'emportent sur leur foi. Le prosélytisme de l'Electeur ne peut faire fléchir leur indifférence. Jean Ham, commissaire des Etats généraux à Berlin, Diest et Raulé accourus tout exprès à La Haye, ne peuvent faire revenir la Hollande à des sentiments moins égoïstes. Raulé, découragé, abandonne la lutte diplomatique (mars 1687).

Du reste l'Afrique est un nouveau foyer de désaccord entre les Etats généraux et le Brandebourg. La jalousie de la Hollande n'a pas désarmé devant les bonnes dispositions de l'Electeur ; les résolutions contenues dans le traité d'alliance n'étaient qu'une façade. Un régime de vexations succède à l'accalmie.

La Compagnie hollandaise des Indes fait saisir des navires brandebourgeois ; d'autres n'échappent à la capture, qu'en revenant à Emden. Travaillés par les émissaires des Provinces-Unies, les Etats d'Ostfrise retirent leur participation à la Compagnie du Commerce d'Afrique. Enfin, le

30 juin 1687, les Etats généraux décident solennellement, de ne pas reconnaître comme « possessions électorales », les comptoirs occupés par la Compagnie brandebourgeoise au cap des Trois Pointes.

Passant des décisions aux réalisations, le gouverneur hollandais, La Mina, secondé par le général de Sweers, enlève par surprise les forts d'Accada et de Taccaray, fait prisonnière les garnisons, et s'en vient bloquer le fort Gross Friedrichsbourg.

La nouvelle en arrive à Frédéric-Guillaume en mars 1688. Il bondit sous l'outrage. Ses ministres, concevant l'inanité d'un effort si lointain, pressent leur Maître de se ranger au parti de la sagesse et d'accepter le fait accompli. Mais blessé au vif dans son amour-propre, supportant mal la perte de ses propres deniers, l'Electeur exige en termes virulents de la Hollande, qu'elle lui rende ses comptoirs, sa fortune et l'honneur. Il ordonne à son délégué à La Haye, Diest, de réclamer, sans relâche, satisfaction et forts dommages.

XVI

DÉCLIN DE LA COMPAGNIE

De forts dommages surtout ! C'est que la Compagnie du Commerce d'Afrique est alors à son déclin. Finies les heures brillantes ! L'Electeur a grevé son budget pour la soutenir ; aujourd'hui il faut essayer de sauver sa part de fondateur. Quel placement à fonds perdus !

Depuis qu'elle existe, la Compagnie a fait certes des affaires, mais n'a pas distribué de dividendes. La caisse s'est vidée. En 1684 l'Electeur et les actionnaires ont bien augmenté le capital de 20 0/0 ; gros sacrifice, fertile en espoirs, mais argent envolé ! A l'occasion de la fondation de la Compagnie, on a frappé des ducats en or de Guinée : réclame tapageuse et échantillons ; ils restent une dépense de plus ajoutée aux autres ; l'Electeur déclare tristement qu'ils lui coûtent « deux pour un ». Il dit vrai.

Le Brandebourg qui n'a ni éducation maritime, ni dispositions coloniales, a commencé par le plus difficile. Sa Compagnie n'a pu que s'essayer au Commerce, sans succès. Contre elle, si peu assise, se sont retournées les difficultés

d'ordre général qu'elle n'est pas de taille à vaincre, comme ses rivales plus expérimentées. Les routes maritimes sont encore mal définies ; le commerce d'alors est peu sûr ; et tous ceux qui s'occupent du trafic d'outre-mer, ne sont pas d'une probité éprouvée. Les agents ne songent qu'à leur propre intérêt ; leur cupidité est notoire mais sans remède ; qui les surveillerait ? D'autres aigrefins ? Raulé lui-même, le « Directeur de la Marine électorale » n'est pas à l'abri du soupçon ; il ne fournit jamais de comptes exacts sur sa gestion ; il ne le peut pas ; il ne le veut pas.

Quand d'autres Etats, déjà vieillis sur les sentiers du Commerce, ne recueillent encore que des déboires, comment le Brandebourg prétendrait-il à des profits !

L'Electeur les a recherchés de toute manière. En 1686, cédant aux conseils de Raulé, il a pris la « Compagnie du Commerce, d'Afrique » à sa charge ; il en a fait une branche de la Marine. Il a remboursé les intéressés. Restant seul actionnaire, il a compté que son impulsion directe changerait la face des choses. Il a baptisé sa Compagnie, « Compagnie des Indes occidentales », autant par vanité, pour faire même figure que ses rivaux, que pour donner un sens nouveau à ses affaires. Mais ses initiatives n'ont fourni que des matières successives à ses désillusions.

Frédéric-Guillaume, possédé par le démon de l'expansion quand même, a tenté aussi de fonder une « Compagnie des Indes orientales » (1), mais il s'est heurté, dès l'abord, à

(1) A Emden, septembre 1684.

l'hostilité de ses sujets ; une expérience leur avait suffi. Dans ces conditions, le projet s'est borné à l'octroi à un Anglais — Edouard Orth — du privilège de commercer entre la Baltique et les Indes orientales, sous pavillon brandebourgeois !

XVII

SITUATION A LA MORT DE L'ÉLECTEUR

La mort surprend l'Electeur en plein bouillonnement de négociations et de projets, en plein écroulement de ses rêves (9 mai 1688).

Il n'a pu rompre le dernier fil qui le retient à l'alliance française, « cet engagement odieux » dont il s'est prétendu l'esclave pendant neuf ans. Son offensive diplomatique contre le Roy Très Chrétien a avorté.

Il n'a plus d'amis en Allemagne, en Europe ; la Hollande n'a répondu à la chaleur de son affection obstinée, qu'en lui faisant insulte jusqu'à sa dernière heure. D'elle, il n'a pu obtenir satisfaction !

Sous son règne, ses Etats certes se sont agrandis. Ils avaient 602 milles carrés en 1640 ; ils en ont maintenant 2.046. Ils comportent l'archevêché de Magdebourg, les évêchés d'Halberstadt et de Minden, le cercle de Schwiebus, la Poméranie postérieure enfin, vaste territoire de landes et de sable, sans grande valeur, sans avenir. Mais Frédéric-Guillaume n'a pu atteindre la côte convoitée, celle de la

Poméranie antérieure, ni ses ports renommés, ni les îles qui les couvrent. Ses territoires demeurent comme autant d'îlots en Allemagne ; il n'a pu les constituer en Etat d'un seul tenant ; son Electorat reste un archipel.

Son œuvre coloniale est frappée de mort ; ses comptoirs d'Afrique sont aux mains de concurrents sans scrupules ; ses entreprises ont fait faillite, et son Trésor est obéré. De son immense effort ne subsiste qu'une flotte, 12 frégates de 20 à 40 canons, et quelques bâtiments légers.

Aussi bien, devait-il fatalement échouer dans sa tentative. On ne force pas en vain les événements ; ils se retournent contre vous quelque jour, et vous écrasent.

L'Electeur a heurté de front les intérêts des grandes puissances commerciales de son époque, la Hollande, la France, l'Angleterre — la Hollande surtout. Il est victime de son audace. Ces puissances sont ses voisines favorisées ; la mer qui les pénètre de toutes parts, est leur bien, leur chose, leur inspiratrice et leur gagne-pain. Elles regardent d'abord avec une pitié amusée, le Brandebourg qui s'essaye à devenir un Etat maritime, lui, le paria des guerres, le déshérité par la nature de son sol, l'ignorant, le terrien, le jeunet ! Mais quand elles remarquent que la volonté de l'Electeur, sortant du domaine des hypothèses, s'affirme dans des créations hardies, alors elles interviennent. Le Brandebourg exige sa part sur mer et aux colonies ? C'est attenter au quasi-monopole qu'elles détiennent ; c'est amoindrir leurs profits, et menacer leur avenir. Elles découragent l'Electeur de toutes manières ;

il s'obstine. Elles engagent la lutte ; il leur résiste. Elles réunissent enfin leurs forces, et le brisent. Frédéric Guillaume a été un pot de terre décoré d'ambitions.

Néanmoins, malgré la succession de ses mécomptes, Frédéric-Guillaume a mérité le titre de « Grand Electeur », que ses contemporains lui décernèrent au lendemain de Fehrbellin. Il leur a donné une longue leçon de ténacité ; il les a fait sortir des chemins routiniers ; il a marqué un progrès sur son temps.

Sa règle de conduite constante a été le bien suprême de ses Etats (1). Ses visées maritimes et coloniales n'ont été qu'une façon d'y atteindre. Il eût embrassé tous les partis qui eussent pu l'amener à réaliser ses desseins téméraires.

Ne proportionnant guère ses conceptions à ses faibles moyens, ses efforts ont toujours été de souffle court.

Dans les alliances, il a surtout quêté les subsides ; sa fidélité aux traités a été en fonction des versements reçus. Il a considéré les princes comme des banquiers (2). Il a toujours cherché à joindre à son énergie, « l'argent des autres ».

Mais, c'est la violence de sa passion, qui doit retenir

(1) Waddington, tome I, pages 141 et 142.

(2) Leibniz prétend que Frédéric-Guillaume n'eut qu'une devise : « J'appartiens au plus donnant ». Cité par du Hamel de Breuïl, page 3. — Aloïs Molin écrit : « l'intérêt et seul l'intérêt, domine dans l'Electeur de Brandebourg.

notre attention en dernière analyse. Il a instauré un gouvernement personnel, n'admettant ni les conseils, ni les critiques. Il a confondu souvent le bien de ses Etats avec les élans de sa fougue aveugle. Il a été, à lui seul, l'artisan de sa fortune et l'inventeur de ses déboires.

XVIII

LA LIQUIDATION

Frédéric III qui succède à son père, n'est pas de taille à poursuivre l'œuvre de celui-ci. Il manque d'idées à large horizon ; il manque de l'ardeur vivifiante nécessaire aux conducteurs de peuples. L'obstacle le rebute. Son siège est fait quant à la politique d'expansion qu'il trouve, effondrée, dans son héritage. Il se donne les apparences d'être son propre inspirateur, et commence par éloigner de son entourage le baron de Dankelmann qui a joué sous le règne de Frédéric-Guillaume, le rôle ingrat de conseiller commercial. La Guerre de Succession d'Espagne l'absorbe ; il ne peut disséminer son attention. L'avenir de ses Etats qui se dispute, enchaîne ses efforts au continent.

La question coloniale n'apparaît de prime abord à Frédéric III, qu'à travers les ambassades nègres qui viennent lui rendre hommage à Berlin ; sa mégalomane est flattée par ces vaines démonstrations, qui donnent la réplique à Louis XIV recevant les envoyés du shah de Perse à Versailles. Cela le contente.

Mais il arrive bientôt, par la force même des choses, à une conception plus concrète des événements : l'entreprise coloniale constitue une part importante de son patrimoine ; ses fonds y sont engagés et sont en péril. Malgré ses préoccupations militaires, malgré sa répugnance instinctive, il ne peut plus s'en désintéresser (1).

La Compagnie des Indes occidentales dont il est l'unique actionnaire, a plus d'un demi-million de dettes. L'abandonner, c'est se ruiner complètement soi-même. Il faut au contraire la soutenir, pour qu'elle reprenne figure, pour qu'elle déploie une activité renouvelée. Alors seulement, Frédéric III pourra liquider l'aventure, ayant entre les mains une monnaie d'échange et non plus un poids mort sans valeur de transaction.

Fouetté par la nécessité, l'Electeur négocie âprement avec la Hollande ; il menace ; il finit par obtenir, que la Compagnie hollandaise des Indes, lui restitue les territoires brandebourgeois qu'elle occupe en Guinée (1690). Ayant rendu à la Compagnie brandebourgeoise son champ d'opérations, l'Electeur lui reconstitue un capital ; il avance 200.000 écus, puis 70.000. Six vaisseaux sont armés et prennent la mer.

Mais le malheur poursuit la Compagnie ; elle est *nefas*. Les corsaires s'emparent d'une partie de ses navires ; la tempête engloutit les autres. La tentative de régénération de Frédéric III, n'a réussi qu'à accroître son déficit.

(1) Stühr.

Le problème se pose plus aigu qu'auparavant. Pour le résoudre, l'Electeur n'envisage qu'une solution possible : affermer pour ainsi dire sa Compagnie à des gens plus expérimentés que lui ; il ne peut faire davantage, et se débarrasser complètement à des conditions acceptables, d'une Compagnie dont la valeur marchande, réside dans le seul souvenir de son prestige passé.

Une Société de négociants hollandais se présente. Par lettres patentes de 1692, l'Electeur leur transfère, pour 40 ans, tous ses droits sur la Compagnie brandebourgeoise. Pour 40 ans, car il calcule, que si la Compagnie sort de l'ornière, il aura avantage à en reprendre un jour la direction.

Il pose des conditions : les comptoirs de Guinée seront maintenus malgré tout ; il nommera le Directeur de la Société nouvelle ; celle-ci désintéressera tous les créanciers de la Compagnie brandebourgeoise disparue. Frédéric III n'oublie pas qu'il est le plus sérieux de ces créanciers !

Pourtant, afin de faciliter les débuts de l'administration, il consent à réduire sa propre créance de 200.000 à 70.000 puis à 50.000 écus ; il consent même à verser un subside annuel de 12.000 écus, autant pour favoriser l'entreprise, que pour renforcer son droit de la surveiller.

Il laisse à la Société la liberté d'user de la flotte léguée par le grand Electeur, mais à charge pour elle de maintenir à sa disposition constante, 6 frégates équipées.

Cette force lui est d'un grand secours en 1699. Il est l'allié de Guillaume III d'Orange contre Jacques II, le catholique roi d'Angleterre, que la France soutient. L'Electeur

envoie ses vaisseaux se mesurer à ceux de la France. Mais la guerre se termine sans rencontre navale.

Cette force, il l'utilise aussi contre Hambourg, qui lui a créé des difficultés. L'Electeur fait saisir des navires hambourgeois à l'embouchure de l'Elbe, mais l'intervention du Danemark l'oblige à les restituer.

En 1694, après arbitrage, la Hollande reconnaît à l'Electeur une somme de 42.000 florins, à titre de dédommagement pour l'agression des comptoirs brandebourgeois de Guinée, en 1687. C'est la Société nouvelle, qui bénéficie de ce secours plein d'à-propos.

Cette Société s'est mise à l'œuvre, pour mériter la confiance dont elle est l'objet. Elle lance 7 navires. Elle rembourse une partie des dettes de la Compagnie sa devancière, et ses finances s'en trouvant épuisées, obtient de contracter des emprunts au nom de Frédéric III. Elle encaisse de ce chef : en 1694 : 120.000 écus, en 1695 : 140.000 en 1697 : 100.000 écus.

Elle semble à flot, et pourtant la ruine la guette. Sa direction hollandaise ne l'empêche pas d'être assaillie par les difficultés qui ont eu raison de la Compagnie brandebourgeoise. Les mêmes vices réapparaissent et font les mêmes ravages. Les agents de la Société se montrent cupides par vocation ; les corsaires français et la Compagnie française du Sénégal, profitent de la Guerre de Succession d'Espagne, pour annihiler tout commerce maritime sous pavillon brandebourgeois.

La Société ne peut satisfaire jusqu'au bout aux obliga-

tions qui lui incombent ; elle ne remplit plus ses engagements ; elle enregistre déficit sur déficit, et s'écroule, lamentable.

La mesure est comble, pour Frédéric III. Ses espoirs sont indignement trompés, et c'est au moment où devenant roi de Prusse (1701) il est de plus en plus l'esclave des exigences continentales. Il n'est pas en état de courir deux buts à la fois.

Alors, ne s'entêtant pas dans le système du fermage, si décevant, il annule, le 18 mai 1711, les lettres patentes de 1692 ; il rentre dans tous les droits cédés aux négociants hollandais ; il reprend l'affaire en mains, pour la liquider coûte que coûte. Il cherche acquéreur.

La mort interrompt ses pourparlers (1711).

Comme son père, Frédéric III disparaît dans l'amertume de négociations douloureuses, laissant la situation maritime et coloniale empirée.

∴

C'est à son fils, *Frédéric-Guillaume I^{er}*, qu'échoit la mission de mettre le point final à l'aventure d'Outre-mer. Le roi de Prusse a sur la question des idées précises et neuves. Il ne s'embarrasse pas de combinaisons inédites pour sauvegarder plus ou moins son patrimoine ; il va droit au plus pressé. Avare, il constate que son trésor est appauvri ; fêru de ses soldats, peu lui chaut la marine ; il s'interdit de s'occuper le moins du monde de commerce colonial ; assez

d'efforts stériles ; assez de sacrifices obstinés ; limite aux pertes !

Comme la Compagnie brandebourgeoise des Indes occidentales a repris automatiquement la direction de ses affaires, le 18 mai 1711, Frédéric-Guillaume I^{er} lui abandonne tous les droits qu'il y possède en tant qu' « Electeur ». Qu'elle se tire d'affaire à sa fantaisie ; il la raye de ses papiers ; il n'entend pas qu'elle demeure, si peu que ce soit encore, le ver rongeur de son budget.

Mais bientôt, ne jugeant pas sa tranquillité suffisamment assurée par cette mesure, et craignant un retour offensif du cauchemar colonial, il a recours à un moyen radical.

Par traité du 18 décembre 1717, il cède à la Compagnie hollandaise des Indes occidentales, Gross Friedrichsburg et l'île d'Arguin. Cela lui vaut 7.200 ducats. Il est vrai que par respect pour la mémoire de son père, et pour réserver l'avenir de ses successeurs, Frédéric-Guillaume I^{er} n'effectue pas cette vente, sans y introduire une clause lui donnant le droit de la résilier quand bon lui semblera, moyennant le remboursement des 7.200 ducats. Pure formalité de conscience, cette vente à réméré ! Les ducats fondent tout de suite dans l'achat de soldats de 2 mètres ; où l'Electeur-roi les retrouverait-il ? La vente des deux comptoirs est bel et bien définitive, car il ne peut plus les conserver.

C'est pour cette raison aussi, qu'il use une deuxième fois du même procédé : le 13 août 1720 il se défait de tous les comptoirs brandebourgeois qui subsistent en Guinée, au prix de 4.000 ducats. Il se déclare bien payé, encore que

ces comptoirs, malgré leur état de délabrement, aient valu davantage. La Compagnie hollandaise des Indes occidentales, qui conclut cette opération inespérée, n'hésite pas à ajouter, de son propre mouvement, une action de 6.000 florins et 12 jeunes nègres, au prix convenu. C'est la commission. Quant aux jeunes nègres, ils vont à la cour de Berlin, perpétuer le souvenir d'une magnificence, réduite aujourd'hui à cette piteuse représentation !

Frédéric-Guillaume I^{er} s'est montré brutal à l'égard de la Compagnie brandebourgeoise des Indes occidentales. Il a tranché dans le vif ; il l'a privée sans ménagements de ses bases africaines ; il l'a frappée mortellement ; elle n'a plus de raison d'exister.

Que lui reste-t-il ? Les services d'Emden et la moitié de Saint-Thomas ? Mais que vaut cette Antille, si on ne peut plus y importer des esclaves de Guinée ? Que vaut une flotte commerciale qui perd ses débouchés ?

La Compagnie brandebourgeoise se dépêche de restituer au Danemark, la partie de Saint-Thomas que le traité de 1685 lui avait reconnue. Elle obtient une légère indemnité pour apurer ses comptes, et se déclare dissoute.

Sur les mers et en Afrique, rien n'existe plus désormais, qui puisse rappeler la grandeur passagère du Grand Electeur. L'ironie s'attache à cette tombée de rideau, car au moment même où le pavillon brandebourgeois disparaît des mers, le Brandebourg s'accroît d'une partie de la Poméranie antérieure avec Stettin, avec des ports, avec des côtes, devant l'empire ingouverné des eaux.

XIX

UN ESSAI DE FRÉDÉRIC II

Plus tard, bien plus tard, Frédéric II le Grand tente la fortune maritime. Il se souvient de son aïeul ; il se sent plus fort que lui sur le continent ; il se juge dès lors capable de revendiquer sa part dans le commerce du monde. Il abandonne la frange africaine à la rivalité des Etats qui s'y pressent ; il porte son regard sur l'Asie.

En 1750, il crée la « Société royale du Commerce asiatique » (1). Il est intéressé à son essor, mais, profitant des leçons du passé, il confie sa direction à un Anglais, Thomas Stuart. Emden est le siège de la Société, qui bénéficie, pour 10 ans, de la franchise douanière. Le capital souscrit à Berlin, à Emden, et même en Brabant, se monte à un million de thalers en or, divisé en actions de 5.000 Reichsthalers. C'est une assise grandiose pour le temps.

La première assemblée des actionnaires se tient le 15 mai

(1) Aimé Dussol, *Les grandes compagnies de navigation et les chantiers de Constructions maritimes en Allemagne*, Pédone, 1908. Avant-propos historique.

1751 ; elle arrête le texte des statuts en 23 articles. Frédéric II les ratifie lui-même, et dans un élan de générosité qui ne lui coûte guère, prolonge de 20 ans le privilège de la Société.

Celle-ci a des débuts flatteurs. Son premier navire, le *Kœnig von Preussen* quitte Emden le 21 février 1752, pour gagner Canton. Il a été acheté en Angleterre 75.000 thalers, et porte 180 hommes d'équipage ; une vraie expédition !

Le navire rentre le 6 juillet 1753 à Emden. On l'accueille avec transports. Il rapporte une riche cargaison de soie, de thé, de porcelaines et de droguerie. Ecoulées en vente publique, ces marchandises rapportent de si gros bénéfices à la Société, qu'elle peut acheter trois autres navires, pour recommencer en grand l'expérience.

Mais le sort malin qui s'acharne sur les entreprises maritimes brandebourgeoises, ne fait pas grâce à la Société de Frédéric II. Elle ne peut traverser la période troublée de la guerre de Sept ans sans pâtir. Elle touche le déclin ; elle se ruine ; elle disparaît.

Avec elle qui a pris le nom ronflant de « Compagnie asiatique royale prussienne de Emden », le pavillon prussien s'éclipse des océans.

Pendant un siècle on ne l'y verra plus.

POLITIQUE COLONIALE ALLEMANDE AU XIX^e SIÈCLE

Un siècle se passe. En Allemagne une doctrine se crée, celle de Frédéric List, le promoteur de l'Economie nationale, qui doit être avant tout l'Economie allemande. Le Maître proclame *ex cathedra* que « la mer est la mère nourricière qui entretient la vie économique du monde, » et « qu'une nation sans vaisseau, se réduit au rang d'îlote et de valet dans l'humanité ».

L'idée fait son chemin, vole d'Université en Université, se propage dans tous les milieux, et prend place petit à petit dans les ambitions populaires.

L'Unité de l'Allemagne est alors en gestation. Elle s'opère d'abord sur le terrain économique avec le Zollverein, et dans le domaine des idées, avec le culte commun de l'Histoire. Les affirmations des maîtres, les recherches pédantes et intéressées de milliers d'élèves, constituent un courant impétueux qui submerge la connaissance rationnelle des faits. Chaque Allemand, propagandiste par tempérament, coopère à la diffusion des vérités officielles.

Au commencement était la Hanse ; les Hanséates disaient : *Navigare necesse est ; vivere non est necesse*. La devise est bonne ; les Allemands l'adoptent et la complètent ; ils veulent renouer une tradition ; ils se sentent grandis néanmoins depuis l'époque de la Hanse ; ils ont des besoins immenses et un orgueil de race démesuré ; leurs campagnes victorieuses leur donnent le droit — pensent-ils — de tout se permettre ; ils affirment, et la nécessité de vivre et celle de naviguer. Von der Goltz, le représentant autorisé du militarisme arrogant, s'écrie : « nulle nation qui se désintéresse de la mer ne peut être grande. »

Un service de propagande, semblable à ceux que les Allemands s'entendent si bien à monter, répand l'armée de ses conférenciers et les flots de ses tracts, dans le pays qui ne demande qu'à manifester sa puissance.

En 1870, la flotte à vapeur allemande ne compte que 147 navires qui jaugent 81.994 tonneaux, et qu'une compagnie de navigation : la Hamburg Amerika Linie. C'est la base d'où il faut prendre son essor. Tout doit changer ; tout doit s'accroître.

Mais quand du sommet de leurs aspirations théoriques et livresques, les Allemands descendent dans la réalité, ils s'aperçoivent que l'effort qu'ils se proposent d'accomplir ne peut valoir que par son corollaire : l'effort colonial.

En effet, une flotte qui se crée a besoin de points d'appui, aussi bien pour avoir des bases sûres de ravitaillement et de défense, que pour se donner des motifs de naviguer. Où les constituer ces points d'appui de par le monde ? Juste-

ment les nations sont en train de découper les continents à leur convenance ; que restera-t-il aux Allemands, les tard-venus ? Il leur appartient de se hâter, pour fonder un Empire colonial qui flattera leur orgueil, qui consacrera leur grandeur, qui leur permettra de récupérer au loin le capital humain dont la patrie allemande s'appauvrit chaque année davantage : n'y a-t-il pas eu 210.000 émigrants allemands en 1881, alors qu'ils n'étaient que 60.000 environ les années précédentes ? Entre 1830 et 1890, 5 millions d'émigrants ont quitté les terres germaniques ; pour l'Empire, c'est une perte annuelle d'un capital de 200 millions de marks : 12 milliards en 60 ans ! (1)

Si encore les nations rivales ne bénéficiaient pas de cet apport constant de la richesse allemande !

Le besoin de coloniser ou plutôt d'avoir des colonies à soi, est bientôt senti par tous les Allemands. Chacun comprend qu'il faut agir vite. C'est un but commun à l'Allemagne, et non le fait d'une politique aventureuse de quelques particuliers.

Le docteur Fabri, de Bonn, traduit le sentiment général dans une brochure qui fait grand bruit (1879) : « *Bedarf Deutschland der Kolonien?* ». Il y déclare que l'Allemagne, devenue forte à l'intérieur, et connaissant le degré de sa puissance, doit satisfaire son besoin d'expansion ; dans l'histoire, elle a donné comme soupape à ses générations

(1) *Die Ziele und Erfolge der deutschen Kolonial politik von Dr J. Wohltmann, Bonn, 1897.*

prolifiques, les expéditions contre Rome, les Croisades, les guerres de religion ; maintenant, le trop-plein de ses habitants se déverse dans l'émigration ; qu'elle reprenne d'une main ce qu'elle abandonne de l'autre. Elle en a le droit. Elle a autant de droits que quiconque de s'assurer une place au soleil des tropiques ; ses buts sont nobles : tirer de colonies allemandes les produits pour lesquels 800 millions sortent chaque année de sa bourse, et maintenir sous son contrôle et exploiter à son profit, la troupe compacte de ses émigrants.

Friedel renchérit sur Fabri : « Commerce maritime, navires de guerre, colonies, sont trois termes qui se complètent ; la valeur de chacun d'eux est diminuée, si l'un des trois fait défaut. »

C'est l'engouement organisé. Il porte ses fruits ; il se prolonge par les récits enflammés des explorateurs et des voyageurs allemands. Leur pléiade aventureuse est innombrable : Ziegler, Rohlf, Henri Barth, Lüderitz, Vogel, Nachtigal, pour ne citer que les principaux. Ils ont promené partout leur fièvre de découverte. Leurs livres, leurs conférences frappent l'imagination des Allemands. Les convoitises se cristallisent sur des points donnés de l'Univers.

Mais, au début, les gouvernants sont peu disposés à se laisser guider par la voix populaire ; ils résistent à l'entraînement général ; ils le combattent. Bismarck veut que la force allemande demeure intacte sur le continent ; il a peur de susciter par une politique d'expansion, la jalousie des Etats nantis de colonies ; il a peur de provoquer des

conflits qui mettraient son œuvre impériale en péril ; il est timoré comme une jeune mère. Au contraire, c'est aux nations voisines à accroître leurs colonies, afin qu'elles affaiblissent leur position en Europe ! Lui, il s'exprime ainsi : « Nous autres Allemands, nous n'avons pas besoin de colonies ; veut-on que nous ressemblions à ces nobles de Pologne qui se couvrent de zibeline, quand ils n'ont même pas de chemise sur la peau ? »

Et Guillaume I^{er}, qui a 83 ans en 1880, soutient Bismarck, comme toujours. Il est hostile de nature aux idées modernes ; il a fait l'Unité de l'Allemagne ; ce n'est pas pour la détruire, en morcelant les forces qu'il a rassemblées.

XXI

LES PREMIÈRES COLONIES ALLEMANDES

Mais la poussée de l'opinion publique a raison des scrupules de Bismarck. Il est obligé à la fin de souscrire aux exigences des Allemands, de soutenir officiellement les efforts des marchands de Hambourg et de Brême. Le 24 avril 1884, il place sous le protectorat de l'Empire, les comptoirs fondés par Lüderitz au Nord du fleuve Orange. Ce n'est pas encore la « Colonie », telle que la rêvent ses contemporains ; c'est simplement une formule mise en action : *die Flagge folgt dem Handel* ; c'est une protection accordée au Commerce qui s'est créé lui-même un débouché. Ce n'est pas l'établissement officiel et stable.

Bismarck est contraint tout de même d'en arriver là, quelques mois plus tard, en un autre point d'Afrique, au Togo (5 juillet 1884) et au Cameroun (14 juillet 1884). Le docteur Nachtigal, muni d'instructions précises, arbore le pavillon allemand sur ces riches territoires qui font le commerce de l'ivoire, de l'huile de palme, du coprah, du

caoutchouc, des bois précieux, des gommés, du cacao et du tabac (1).

Le premier pas est fait ; le branle est donné ; d'autres colonies sont fondées tour à tour ; celle du Sud-ouest africain (août 1884) qui est malsaine, désertique mais qui a des mines ; celles des îles océaniques — Nouvelle-Guinée, archipel Bismarck, moitié de l'île Salomon, archipel Marschall (1885) — qui produisent du café, du coton, du coprah ; celle de l'Est Africain surtout, la plus riche de toutes, où s'abattent de nombreuses missions évangéliques et commerçantes, et dont le coton va concurrencer celui d'Égypte, des Indes et d'Amérique.

En deux ans, l'Allemagne s'est adjugée un domaine colonial de 2.650.000 kilomètres carrés, peuplé de 3 millions d'habitants.

La phase des conquérants fait place à l'ère du colon. A lui incombe le soin de traverser avec foi les débuts difficiles, d'acquérir cette expérience que deux siècles ont donnée à ses voisins, et de faire régner aux Colonies la culture et la Kultur.

(1) André Chéradame.

XXII

GUILLAUME II

En montant sur le trône à la mort de son père Frédéric III — en 1888 — Guillaume II de Hohenzollern trouve le problème maritime et colonial posé, et en partie résolu. Il n'a pas à créer de mouvement en sa faveur, à électriser les masses ; il n'a qu'à soutenir ce qui existe et qui suit la voie normale du progrès.

Mais il est jeune et dévoré d'ambition ; il est sûr de lui ; il est l'objet de l'adulation de son entourage. Il lui faut une œuvre personnelle à quoi attacher son nom ; il n'est pas de tempérament à se laisser vivre, à se laisser gouverner par les résultats obtenus par d'autres ; il est jaloux de l'Unité allemande qu'il n'a pas accomplie, de la politique d'expansion qu'il n'a pas provoquée. Il en veut à ceux qui l'ont précédé et qui ont fait, sans lui, de grandes choses. S'il loue son « inoubliable grand-père », c'est qu'il fait taire sa rancune par tactique, moins par respect filial, que pour faire oublier à son peuple, l'attitude de coupable impatience qu'il a eue envers son père moribond. Sa haine, il

l'exhale tout entière contre Bismarck, dont il se sépare avec éclat. Il entend demeurer seul au gouvernail, et s'illustrer à son tour.

Il aborde tous les problèmes propres à flatter le dessein qu'il caresse. Mais pour faire vraiment grand, pour ériger le monument où il gravera son monogramme, il est nécessaire qu'il sorte des chemins battus, et qu'il construise dans le rêve. Seul le rêve peut remplir la coupe de son ambition.

Son plan sera de conquérir l'Empire des mers. Son plan sera de fonder un Empire colonial allemand.

Pour mener à bien une telle entreprise, l'appui de ses sujets lui est indispensable ; il s'adresse principalement aux plus exaltés qui lui apporteront promptement le concours des autres ; il fait fond sur la caste militaire qui est associée à la fortune de son trône, et sur les pangermanistes, insatiables dans leurs désirs de domination.

Mais au demeurant il a peu à prêcher, étant entouré de convertis. Sur le terrain où il se place, c'est tout le peuple allemand qui est préparé à le comprendre, à le suivre, à le pousser même en avant, le peuple allemand exaspéré par vingt ans de propagande. De sorte qu'on ne peut prétendre que Guillaume II ait été un promoteur, et qu'il ait fait triompher ses vues particulières. Il a fait simplement chorus avec ses concitoyens ; par son rang, il était leur coryphée obligatoire.

D'accord sur le fond avec les Allemands, et ne pouvant sur ce point faire figure de monarque novateur, Guillaume II

cherche à imprimer à la forme, un cachet qui lui soit personnel ; il poursuit la réclame. L'initiative maritime et coloniale, il la représente comme une tradition de sa dynastie. Le besoin normal qu'a l'Allemagne de navires et de terres de peuplement, il le transforme en politique agressive et dominatrice.

∴

Guillaume II tente de faire croire qu'il renoue la tradition du Grand Electeur.

Mais il ne suffit pas de prendre l'habit de Frédéric-Guillaume aux bals de Cour, et de faire imprimer que les visées maritimes et coloniales de la maison de Hohenzollern n'ont pas subi d'altération depuis 1640, pour établir une vérité historique. Le Grand Electeur eut sa politique, Guillaume II a la sienne ; deux cents ans d'inertie séparent les manifestations de leur activité réciproque ; il n'y a pas de relation entre elles ; il n'y a que coïncidence.

Quoi qu'il en soit, Guillaume II exploite cette coïncidence à son profit. Le Grand Electeur est un aïeul qu'il chérit entre tous ; il se pénètre de son exemple : c'est son grand Patron.

Il calque le plus qu'il peut son attitude sur celle de l'ancêtre qui lui sert de garant ; il est servi par des situations qu'il sait rendre identiques à celles de 1680. De même que Frédéric-Guillaume a désiré violemment posséder des côtes, des embouchures de fleuve, des ports, de même Guillaume II convoite les côtes flamandes, les bouches de

l'Escaut et du Rhin, les ports d'Anvers, de Rotterdam et de Riga. La conquête d'Anvers par les Compagnies de navigation allemandes (1), c'est la réplique à la conquête d'Emden par l'Electeur ; c'est une base assurée sur la mer du Nord. Avant d'asseoir sa domination en Guinée, Frédéric-Guillaume a envoyé Blonck pour en reconnaître la côte, et désigner les points susceptibles d'être occupés ; de même Guillaume II dépêche Richthofen en Chine, pays à population dense et civilisée qui peut avoir de grands besoins, afin de chercher la province la plus favorable à un établissement allemand ; et Richthofen précise que c'est de Kiao-Tchéou qu'il faut s'emparer sans tarder ; de même Guillaume II prépare le terrain au Maroc, par des commerçants à sa solde, avant de proclamer le droit qu'ont les Allemands de s'y établir.

Comme l'Electeur, Guillaume II soutient les Compagnies allemandes de ses deniers et de ceux de ses amis personnels (1). Il est du dernier bien avec les Directeurs des grandes entreprises d'outre-mer, et trouve dans Ballin et dans Tirpitz, ses Raulé.

Enfin, comme Frédéric-Guillaume, l'Empereur allemand se fait une arme de son prosélytisme protestant, de ses invocations perpétuelles au vieux Dieu germanique, et quand il est déçu dans ses tentatives d'accommodement avec la France, il demande à la Providence de châtier par

(1) Rautlin de la Roy, *Les Allemands au port d'Anvers en 1912*, Larose, rue Soufflot, 1913.

(2) Le prince de Furstemberg.

l'intermédiaire de son bras trop court, le Pays qui ne veut pas consentir à s'humilier.

Le parallèle entre Frédéric-Guillaume et Guillaume II est surtout frappant, quand on envisage les efforts dans le domaine maritime et colonial.

Chacun de ces princes réussit à se constituer une flotte imposante, notamment Guillaume II, qui, ayant lancé son fameux *Unsere Zukunft liegt auf dem Wasser*, se porte à toute vapeur à l'assaut d'une hégémonie. Le 1^{er} janvier 1913 il réunit 4.850 navires — dont 2.098 vapeurs — jaugeant 3.153.724 tonnes registre de 2,83 m. c. ; il a 77.000 hommes d'équipage. Sa marine marchande occupe le deuxième rang dans le monde, et se groupe en plus de 180 compagnies de navigation. Pour la défendre il possède 112 vaisseaux cuirassés.

Chacun de ces princes réussit à se tailler un domaine colonial, notamment Guillaume II, qui ajoute aux colonies qu'il trouve à son avènement, celles qu'il achète à l'Espagne, celle qu'il arrache par la force à la Chine, et les vastes territoires de peuplement des Etats-Unis et de l'Amérique du Sud. Il abandonne ses droits sur Zanzibar mais reçoit Hélioland en échange.

Chacun de ces deux princes alimente le succès de telles entreprises par des moyens factices, notamment Guillaume II. Il réserve aux seules Compagnies allemandes, le fret humain des émigrants d'Allemagne, de Russie, de tout l'Orient, le fret humain qui assure à ces Compagnies des bénéfices de 100 0/0. Il octroie aux Compagnies des subventions dont

les moindres sont celles qu'il publie ; sur les paquebots il embarque gratuitement les marins de sa flotte de guerre ; aux chantiers de constructions navales, il accorde des exemptions multiples de droits de douane. Il fait de sa marine, non une servante de l'essor économique de l'Allemagne, mais un instrument politique de domination (1).

Tous les deux, le grand Electeur et Guillaume II, arrivés au succès par des procédés symétriques, ont forcé les destinées de leur pays. Leur ambition a fait bon marché de la loi de l'équilibre. Ils ont bâti en façade, sans s'occuper du corps de logis. Ils ont contraint l'Allemagne à rendre ce qu'elle était impropre à donner rationnellement. Dans leur presse d'aboutir ils ont dépassé le degré de résistance que les nations possèdent comme les individus, et qui varie suivant l'âge, l'époque ou les circonstances. Leur politique trépidante de réalisations immédiates, doit connaître les mêmes revers.

En effet, Marine et Colonies, poussées trop tôt, poussées trop vite, ont manqué de base au moment d'un conflit. Leur prospérité menaçante s'est muée en impuissance d'apparat, à l'heure du péril. Issues de rêves immodérés, elles se sont ruinées au contact de réalités hostiles. Le grand Electeur perd ses comptoirs en un jour ; Guillaume II les perd en quelques mois. Les flottes brandebourgeoises sont toujours demeurées captives dans leurs ports.

A l'exemple de son aïeul, Guillaume II a battu en brèche

(1) *Bulletins du Comité des armateurs de France.*

les droits acquis des trois grandes Puissances maritimes et coloniales. Il a enfoncé avec tapage, dans leur domaine, le coin de ses prétentions. Il n'a pas voulu limiter l'effort de l'Allemagne à son degré de maturité. Il n'a pas admis que son pays restât confiné au rang modeste qui était le sien, et qui l'eût fait accueillir, bénévolement, par ses concurrents, sur les mers. Du premier coup il a cherché à occuper le premier rang, non par la persuasion impossible, et l'évidence de l'essor allemand, mais par effraction, par la lutte opiniâtre.

Il a ligué contre lui les Puissances directement menacées. Contre leur coalition, il ne pouvait que s'avouer sa faiblesse. Il n'y a pas consenti. Les gages pris en Europe, il veut s'en servir pour récupérer ses colonies quelque jour, ses colonies dont il espère qu'on augmentera le nombre et l'étendue. L'empire des mers lui est ravi, toute navigation lui est interdite, ses navires sont prisonniers au port ? Il ne perd pas confiance ; il augmente sa flotte, reconstruit nombre pour nombre les navires qu'on lui a pris ; il prépare sa politique maritime d'après-guerre.

Il conteste aux Alliés leur maîtrise de la mer. Comme son aïeul Frédéric-Guillaume, il proclame qu'il se trouve dans l'obligation de se servir « d'une défense juste contre la violence injuste » ; le grand Electeur a eu ses corsaires ; Guillaume II a ses sous-marins. Il leur fait franchir ouvertement le degré qui sépare la guerre de course de la piraterie. Il se targue de répandre la terreur, de semer le vent.

Il récoltera la tempête. On ne lutte pas avec le génie des

hommes contre les forces naturelles. De même que le grand Electeur a échoué dans son entreprise, et pour les mêmes causes, Guillaume II doit échouer à son tour. Trois ans de guerre qui préparent sa chute, proclament la vanité des conceptions qui ne se basent que sur l'orgueil.

Vu le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu le Président,
GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

Vu et permis d'imprimer,
Le vice-recteur de l'Académie de Paris.
POINCARÉ.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	1
I. — Situation du Brandebourg en 1640.	3
II. — Les accès à la mer	6
III. — Recherche d'appuis.	8
Le système colonial.	9
Projet de Compagnie commerciale, 1647-1650. .	13
IV. — Avoir la côte	18
V. — La rancune et les amitiés de l'Electeur	21
Négociations avec le Danemark.	21
Négociations avec la Hollande	23
VI. — La guerre du Nord (1655-1660).	25
Traité de Wehlau.	27
Traité d'Oliva	31
VII. — Une Compagnie de commerce « allemande » (1660). .	32
VIII. — Rapprochement avec les Puissances	39
IX. — La guerre de Hollande (1672-79)	41
Naissance de la marine brandebourgeoise	44
La guerre de Course et la Hollande	48
La guerre de Course et l'Angleterre	55
La flotte brandebourgeoise et les ports poméran-	
niens	56
Guerre au commerce suédois.	57
Législation maritime brandebourgeoise	62

Prise de Stettin	64
Prise de Stralsund et Greifswald	66
La flotte « permanente » de l'Electeur	67
Traité de Saint-Germain	69
L'Oder aux Suédois (fleuves internationaux)	70
X. — Les vengeances de l'Electeur	73
Alliance avec la France	73
Expédition contre Hambourg	74
Querelle avec l'Espagne (capture du <i>Charles II</i>)	76
Querelle avec la Hollande	79
Capture du <i>Wappen von Brand</i> , en Guinée	80
XI. — La Compagnie brandebourgeoise d'Afrique	88
Le Brandebourg à Emden	91
XII. — Prospérité de la Compagnie brandebourgeoise	97
XIII. — Progrès à l'intérieur du Brandebourg	99
XIV. — Rapprochement avec la Hollande	104
XV. — L'Ere des difficultés avec l'Angleterre	108
» » avec la France	109
» » avec l'Empereur	110
» » avec le Danemark	111
» » avec la Hollande	113
XVI. — Le déclin de la Compagnie brandebourgeoise	114
XVII. — Situation à la mort de l'Electeur (1688)	117
XVIII. — La liquidation de la Compagnie sous Frédéric III	121
» » sous Fréd.-Guil. 1 ^{er}	125
XIX. — Un essai de Frédéric II	128
XX. — Politique coloniale allemande au xix ^e siècle	130
XXI. — Les premières colonies allemandes	135
XXII. — Guillaume II. Son ambition	137
Parallèle avec le grand Electeur	139

IMPRIMERIE BISSIÈRE — SAINT-AMAND (CHER).
